# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY


## PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 DECEMBRE 1914

### Proclamation

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER
L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles cons illers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le premier décembre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le premier décembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th DECEMBER, 1914

### Proclamation

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER
L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the first day of December, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the seventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the first of December next, and hereby convene you for the SEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

-7 DEC 1914

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
5929 L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-fifth day of November, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
5930 Quebec.

## Avis du Gouvernement

### SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Pierre Toupin, cultivateur, de la paroisse de N.-D. de Ham, comté de Wolfe, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-de-Ham", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Notre-Dame-de-Ham, dans le comté de Wolfe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Daté à Québec, le 30 novembre, 1914. 6095

---

Avis est par le présent donné que la compagnie "The British Empire Trust Company Limited" de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour faire, dans cette province, les opérations d'une compagnie de fidéi-commis, à partir du premier jour de juillet 1914, jusqu'au trentième jour de juin, 1915.

Le nom et l'adresse de son agent principal est Thomas S. Darling 230 rue Saint-Jacques, Montréal, Québec.

Donné en vertu de la loi 3 Geo V, chap. 44, art. 7096y, ce 28ième jour de novembre, 1914.

H. MACHIN,
Assistant trésorier de la province.
Département du tréaor, Québec. 6053

---

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 novembre 1914, de modifier le tarif d'honoraires du secrétaire et régistraire de la province, tel qu'établi par les arrêtés en conseil, No 205, du 27 avril, 1892, No 663 du 3 décembre 1892, et No 353, du 3 septembre 1896 dans le sens suivant:

## Government Notices

### COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr Pierre Toupin, farmer, of the parish of N. D. de Ham, County of Wolfe, and others have constituted a cooperative agricultural association under the name of "Société Cooperative Agricole de Notre Dame de Ham", with its chief place of business in the parish of Notre-Dame de Ham, in the County of Wolfe.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS. ED. CARON.
Minister of Agriculture.
Dated at Quebec, 30th November, 1914. 6096

---

Notice is hereby given that "The British Empire Trust Company, Limited" of London, has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1914, to the thirtieth day of June, 1915.

The name and address of the chief agent is, Thomas S. Darling, 230 Saint James street, Montreal, Quebec.

Given pursuant to the act 3 Geo. V, art. 7096y, this 28th day of November, 1914.

H. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 6054

---

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by Order in Council, bearing date the 26th November, 1914, to modify the tariff of fees of the Provincial Secretary and Registrar, as established by the Orders in Council No. 205, of the 27th April, 1892, No. 663 of the 3rd December, 1892, and No. 353 of the 3rd September, 1896 as follows:

(*a*) En y insérant les paragraphes suivants, sous le titre "Bureau du Secrétaire", après le paragraphe 12:

12*a*. Commission de magistrat de police, $100.-00.

12*b*. Commission de magistrat de district, $100.00.

(*b*) En y insérant les paragraphes suivants, sous le titre "Bureau du Secrétaire", après le paragraphe 27:

27*a*. Sur l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil de tout règlement ou résolution relative à un emprunt et pour l'enrégistrement de telle approbation dans les dossiers du Secrétaire de la Province:

Si le montant de l'emprunt ne dépasse pas $10,000.00,—$10.00.

S'il dépasse $10,000.00, mais ne dépasse pas $30,000.00,—$20.00.

S'il dépasse $30,000.00, mais ne dépasse pas $50,000.00,—$30.00.

S'il dépasse $50,000.00, mais ne dépasse pas $75,000.00,—$40.00.

S'il dépasse $75,000.00, mais ne dépasse pas $100,000.00,—$50.00.

S'il dépasse $100,000.00, mais ne dépasse pas $125,000.00,—$60.00.

S'il dépasse $125,000.00, mais ne dépasse pas $150,000.00,—$70.00.

S'il dépasse $150,000.00 mais ne dépasse pas $175,000.00,—$80.00.

S'il dépasse $175,000.00 mais ne dépasse pas $200,000.00,—$90.00.

Si le montant de l'emprunt dépasse $200,000.00, la somme à être payée est de $100.00.

Avis est aussi donné qu'à partir du premier janvier prochain aucune commission ne sera émise, aucune approbation de document ne sera faite et aucun enregistrement n'aura lieu en ce qui concerne les services rendus énumérés dans les amendements ci-dessus, si le montant mentionné dans chaque cas n'a pas été versé d'avance.

C. J. SIMARD,
6065 Sous-secrétaire de la Province.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 novembre 1914.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de East Farnham, dans le comté de Brome. le deuxième jour de novembre 1914, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de East Farnham dans le comté de Brome dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,
6049 Sous-Secrétaire de la Province.

(*a*) By inserting therein the following paragraphs, under the title "Secretary's Office", after paragraphs 12.

12*a*. Commission for Police Magistrate, $100.-00.

12*b*. Commission of District Magistrate, $100.-00.

(*b*) By inserting therein the following paragraphs, under the title "Secretary's Office", after paragraph 27.

27*a*. Upon the approval by the Lieutenant-Governor in Council of any by law or resolution respecting a loan and the registration of such approval in the records of the Provincial Secretary.

If the amount of the loan does not exceed $10,-000.00,—$10.00.

If over $10,000.00, but does not exceed $30,-000.00,—$20.00.

If over $30,000.00, but does not exceed $50,-000.00,—$30.00.

If over $50,000.00, but does not exceed $75,-000.00,—$40.00.

If over $75,000.00, but does not exceed $100,-000.00,—$50.00.

If over $100,000.00, but does not exceed $125,-000.00,—$60.00.

If over $125,000.00, but does not exceed $150,-000.00,—$70.00.

If over $150,000.00, but does not exceed $175,-000.00,—$80.00.

If over $175,000.00, but does not exceed $200,-000.00,—$90.00.

If the amount of the loan is over $200.000.00, the fee to be paid shall be $100.00.

Notice is also given that from and after the first of January next no commission shall be issued, no approval of document shall be made and no registration shall be done respecting the services rendered enumerated in the above amendments unless the amount mentioned in each case be paid in advance.

C. J. SIMARD,
6066 Deputy Provincial Secretary.

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 25th November, 1914.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

Whereas by a resolution passed by the municipal council of the village of East Farnham, in the County of Brome, on the second day of November, 1914, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal Code of the province of Quebec, may be so made in the English language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of East Farnham, in the County of Brome, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the english language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

C. J. SIMARD,
6050 Deputy Provincial Secretary.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 novembre, 1914.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du Hâvre aux Maisons (Iles de la Madeleine) dans le comté de Gaspé, le deuxième jour de novembre, 1914, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du Hâvre aux Maisons, dans le comté de Gaspé, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,
6045 Sous-secrétaire de la province.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 novembre, 1914.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Campbell's Bay dans le comté de Pontiac, le deuxième jour de novembre 1914, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis règlements et résolutions du dit conseil municipal de Campbell's Bay dans le comté de Pontiac dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,
6047 Sous-secrétaire de la province.

1849.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 novembre, 1914.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 25 novembre courant (1914), de détacher de la municipalité scolaire d'Adstock, (Saint Méthode), dans le comté de Frontenac, les lots Nos. 1, 2, 3 du rang 12 et les lots Nos 1, 2, 3 du rang 13 du canton d'Astock, et d'annexer ces lots à celle de Saint-Evariste de Forsyth, même comté. 6009

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 25th November, 1914.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Havre aux Maisons (Magdalen Islands), in the county of Gaspé, on the second day of November, 1914, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resoluti on of the said municipal council, to be made un der the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Havre aux Maisons, in the county of Gaspé, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the Province of Quebec, be heneeforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in pursuance to article 244 of the municipal code of the Province of Quebec.

C. J. SIMARD,
6046 Deputy Provincial Secretary.

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 25th November, 1914.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR, in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Campbell's Bay, in the county of Pontiac, on the second day of November, 1914, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the Province of Quebec, may be so made in the English language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Campbells' Bay, in the county of Pontiac, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the Province of Quebec, be henceforth published in the English language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the Province of Quebec.

C. J. SIMARD,
6048 Deputy Provincial Secretary.

1849.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th November, 1914.

His Honor the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by order bearing date the 25th November instant (1914) to detach from the school municipality of Adstock (Sainte-Methode), in the county of Frontenac, the lots Nos. 1, 2, 3 of range 12 and the lots Nos 1, 2, 3 of range 3, of the Township of Adstock, and to annex the aforesaid lots to the school municipality of Saint Evariste de Forsyth, said county. 6010

Avis est donné au public que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. Ovila Tessier, restaurateur, Dame Séraphine Leroux, veuve Michel Léger, rentière, Henri Black, commis, George Dion, voyageur de commerce et Frank Labelle, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie d'hôtelier, maîtres de pension et de logement, restaurateurs, cafetiers, buvetiers et débitants de liqueurs alcooliques ou de tempérance, tabac, cigares, etc., ainsi que toutes autres industries du même genre; le tout sujet aux dispositions et prescriptions de la loi des licences, et des glements municipaux;

Acquérir toute industrie analogue ou tous intérêts dans des compagnies ou corporations faisant le même genre d'affaires et en effectuer le paiement en argent ou au moyen d'obligations ou de parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "Hôtel Jockey Club Limitée", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1914.

C. J. SIMARD,

6013 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1914, constituant en corporation MM. Donat Gagnon, marchand, D. Arhis Gagnon. gérant, Alcide Gagnon, gérant, O. Adhémar Gagnon, médecin, L. Alban Gagnon, ingénieur civil, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

D'exercer le négoce comme importateur ou exportateur, en gros ou en détail, de toute espèce de marchandises;

Exploiter et faire le commerce de nouveauté et toute espèce de marchandises généralement vendues dans les magasins à rayons;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achanlandage de toute personne ou de toute société;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie, ou en deniers comptants, ou parties en actions libérées et parties en deniers comptants;

De faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon ou telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Gagnon Limitée", avec un capital social de quinze mille

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1914, incorporating Messrs. Ovila Tessier, restaurant keeper, Dame Séraphine Leroux, widow of Michel Leger, rentier, Henri Black, clerk, and Frank Labelle, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of keepers of hotels boarding and lodging houses, restaurants, cafes, bars and dealers in alcoholic or temperance drinks, tobacco, cigars, etc, and any other business of the same kind; the whole pursuant to the provisions of the License Act and municipal by-laws;

To acquire any similar business or any interests in any companies or corporations carrying on the same kind of business and to pay therefor in cash or by means of bonds or paid up shares of the company, under the name of "Hotel Jockey Club Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6014 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Donat Gagnon, merchant, D. Arhis Gagnon, manager, Alcide Gagnon, manager, O. Adhémar Gagnon, physician, L. Alban Gagnon, civil engineer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale or retail importers or exporters of all kinds of merchandise;

To exploit and deal in novelties and all kinds of goods handled in departmental stores;

To apply the funds of the company, in whole or in part, to the purchase of shares of other companies or to the acquisition of the assets and goodwill of any person or partnership;

To pay for all services rendered to the company or required by it, or for any acquisition made by the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To contract loans of money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for the price and amount deemed convenient, provided that such bond, debenture or other security be not for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company or to give both the above securities to guarantee the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money contracted for the company's purposes, under the name of "Gagnon Limitée" with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00),

piastres ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6015 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du vingt et un novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph L. Durand, épicier, Marie-Louise Brunelle, épouse séparée de biens du dit Joseph L. Durand et autorisée par son dit mari, J. L. Delavoie Durand, étudiant en droit, Benjamin Panneton, banquier et Fortunat Lord, avocat de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants;

Acquérir à titre onéreux ou gratuit, posséder, louer, sous-louer, vendre, aliéner, transférer ou échanger des meubles et des immeubles;

Acheter et vendre en gros ou en détail, embouteiller et manufacturer des liqueurs douces ou spiritueuses;

Acquérir, vendre, posséder, transporter à titre onéreux ou gratuit des licences pour la vente en gros et en détail, la fabrication, l'embouteillage de liqueurs douces et spiritueuses, et toutes autres licences ou permis octroyés par les autorités civiles ou municipales, le tout conformément aux prescriptions de la loi des licences;

Acheter et vendre en gros ou en détail, fabriquer des épices, des conserves des confiseries et des biscuits;

Acheter et vendre en gros ou en détail, échanger des grains, céréales, légumes, fruits et autres produits du sol, des œufs, de la laine et autres produits de la ferme;

Acheter et vendre en gros ou en détail, manufacturer par monture ou autrement de la farine, du son, du gruau et autres dérivés de même espèce;

Acheter et vendre en gros ou en détail des bestiaux, de la viande, du poisson, des oiseaux sauvages ou de basse-cour;

Exploiter des terrains, les cultiver elle-même ou par d'autres pour elle, les faire arpenter, diviser et subdiviser;

Exploiter des mines de fer, de cuivre, d'argent et d'autres métaux, faire le commerce du minerai;

Acheter et vendre en gros ou en détail, échanger, manufacturer, des fournaises, poêles, bouilloires, calorifères, radiateurs et autres appareils servant au chauffage; des chaudrons, casserolles et autres ustensiles de cuisine, des colonnes, pièces, articles en métal et généralement quelconques, tous les objets connus sous le nom de quincaillerie;

Faire des importations et exportations commerciales ou industrielles;

Se fusionner avec une autre corporation ou compagnie ayant ou poursuivant un but similaire au sien, et faire à ce propos les conventions, transactions, compromis qu'elle jugera à propos;

Donner en paiement des biens corporels ou incorporels qu'elle peut acquérir ou des dettes qu'elle peut devoir des actions acquittées de son capital-actions;

Exercer tous les pouvoirs que lui confère la loi générale applicable à l'espèce et tous ceux nécessaires pour lui permettre d'atteindre le but de sa destination, sous le nom de "J. L. Durand, Limitée", avec un fonds social de vingt mille

divided into one hundred and fifty (150 shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6016 Deputy Provincial Secretary.

---

Pu lic notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Que ec, bearing date the twenty-first day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph L. Durand, grocer, Marie-Louise Brunelle, wife separated as to property of the said Joseph L. Durand, and duly authorized by her said husband, J. L. Delavoie Durand, student-at-law, Benjamin Penneton, banker, and Fortunat Lord, advocate, of the city of Three Rivers, for the following purposes:

To acquire by onerous or gratuitous title, hold, lease, sub-let, sell, alienate, transfer or exchange moveables and immoveables;

To purchase and sell wholesale and retail, bottle and manufacture soft drinks and spirituous liquors;

To acquire, sell, hold, transfer by onerous or gratuitous title, licenses for the sale, wholesale and retail, the manufacture, the bottling of soft drinks and spirituous liquors, and any other licenses and permits granted by civil or municipal authorities, the whole in conformity with the provisions of the License Act;

To purchase and sell wholesale and retail and manufacture groceries, canned goods, confectionery and biscuits;

To purchase and sell wholesale and retail, exchange grain, cereals, vegetables, fruits and other county produce, eggs, wool and other farm produce;

To purchase and sell wholesale or retail, manufacture by grinding or otherwise, flour brand, rolled oats and other by-products of the same kind;

To purchase and sell wholesale and retail cattle, meat, fish, wild, or domestic fowls

To exploit and cultivate lands or have the same cultivated by others for its own benefit, have the same surveyed, divided and subdivided;

To exploit iron, copper, silver and other mines, and deal in ores;

To purchase and sell wholesale and retail, exchange, manufacture furnaces, stoves, boilers, hot air furnaces, radiators and other apparatuses incidental to heating, caldrons, sauce pans and other kitchen ustensils, columns, beans, meta articles generally whatever, all articles known under the name of hardwafe;

To carry on commercial or industrial importations and exportations;

To amalgamate with any other corporation or company carrying on or engaged in any object similar to its own, and for that purpose to enter into any agreements, transaction or compromise it may deem fit;

To give in payment for corporeal or imcomporeal property it may acquire or debts it may owe, paid up shares of its capital stock;

To exercise all the powers granted by the general laws governing such companies, and any such powers as may be necessary for the attainment of the purpose of its incorporation, under the name of "J. L. Durand, Limitée", with a capital

piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6017 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'août 1914, constituant en corporation M. A. G. Simays, hôtelier; Marie Marsolais, autorisée de son mari; Ulric Leclair, hôtelier; Samuel Rivet, marchand de charbon; François X. Cloutier, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de Café Casino, 70, Sainte-Catherine ouest, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installation, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières ,en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Café

stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers,

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6018 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1914, incorporating Mr. A. G. Simays, hotelkeeper; Marie Marsolais, authorized by her husband, Ulric Leclair, hotelkeeper Samuel Rivet, coal merchant; Francois X. Cloutier, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news-paper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern and to carry on the hotel business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Café Casino, 70 Sainte Catherine West", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise,and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conductive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating

Casino, Limitée", avec un capital social de ving mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

6019 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1914 constituant en corporation MM. Joseph Théodule Lafond, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Scholastique, Léon Lafond, industriel, de la ville d'Outremont, Joseph Lafond, boucher, de Montréal, Anthime Desjardins, entrepreneur, de la ville d'Outremont, Albert Gadoury, marchand, de Saint-Joseph d'Oka, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement des carrières de granite ou de pierre, acquérir, vendre aliéner, louer toutes sortes d'appareils et d'articles employés dans ces industries, fabriquer tous sous-produits et en disposer;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des pouvoirs d'eau et les développer, fabriquer, développer, transmettre et fournir de l'énergie électrique, hydraulique ou pneumatique pour les fins de la compagnie, dans les comtés de Montcalm, Labelle et Terrebonne;

Se servir de la vapeur, de l'électricité ou de tout autre pouvoir moteur pour les fins de la compagnie;

Etablir des communications par voie ferrée ou chemin en pierre entre les usines de la compagnie et le chemin de fer Canadien Pacifique ou de tout autre chemin de fer;

Manufacturer et faire le commerce des granites, marbres et pierres de toutes espèces;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, les vendre. ou autrement les aliéner en tant qu'il pourra être utile et nécessaire à la compagnie, acquérir par achat, bail ou autrement des limites à bois, permis de coupe de bois, locations sous-billets ou permis, toutes sortes de droits miniers, exploiter le tout, le vendre, l'hypothéquer ou autrement l'aliéner pour le bénéfice ou avantage de la compagnie;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement en tout ou en partie du prix de tous meubles ou immeubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ainsi que sa clientèle et son actif, aux prix, charges et conditions qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toutes telles acquisitions;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débentures ou autrement toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus dans le placements des actions du capital social de cette compagnie, ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations;

Faire conformément à la loi toutes sortes de constructions sur ces terrains ou les louer ou les aliéner en tout ou en partie;

S'obliger et emprunter avec ou sans garantie privilégiée ou hypothèquaire;

Administrer ses propres affaires, contracter,

liquors, under the name of "Cafe Casino Limitee", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.000) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of August 1914.

C. J. SIMARD,

6020 Deputy Provincial Secretary

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Theodule Lafond, farmer, of the parish of Sainte Scholastique, Leon Lafond, manufacturer, of the town of Outremont, Joseph Lafond, butcher, of Montreal, Anthime Desjardins, contractor, of the town of Outremont, Albert Gadoury, merchant, of Saint Joseph d'Oka, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise granite or stone quarries, to acquire, sell, alienate, lease all kinds of apparatuses and articles used in such business, manufacture and dispose of any by-products thereof;

To acquire by purchase, lease or otherwise water powers and develop the same, manufacture, develop, transmit and supply electric, hydraulic or pneumatic power for the company's purposes, within the counties of Montcalm, Labelle and Terrebonne;

To make use of steam, electricity or any other motive power for the company's purposes;

To establish communications by means of railway or stone roads between the works of the company and the Canadian Pacific Railway or any other railway;

To manufacture and deal in granite, marble and stone of every kind;

To acquire by purchase or otherwise and to own immoveables, hypothecate, sell or otherwise alienate the same, in so far as it may be useful or necessary to the company, to acquire by purchase lease or otherwise timber limits, permits to cut timber, leases, under leases or permits, all kinds of mining rights, exploit, sell, hypothecate or otherwise alienate the whole of the above for the benefit or advantage of the company;

To issue paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in whole or part payment of any moveables or immoveables, rights or other property acquired by the company under any title;

To acquire any other business similar to that of which the present company is authorized to carry on, with its goodwill and assets, for such price and upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to pay for any such acquisitions with paid up shares and bonds of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of this company or for any other services rendered in or about the formation of this company or the conduct of its business, with paid up shares of this company, debentures or otherwise;

To erect, according to law, all kinds of construct tions upon these lands or lease or alienate same, in whole or in part;

To contract obligations and loans with or without privileged or hypothecary security;

To manage its own business, contract, transact,

transiger, obliger, prêter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires, prendre privilèges ou hypothèques et en donner main levée avec ou sans considération;

Transporter, cautionner ou garantir pour les fins des entreprises de la dite compagnie;

Convenir et stipuler des taux d'intérêts dans les limites permises par la loi;

Poursuivre et être poursuivi, contester, appeler, autoriser, échanger, se faire représenter, régler et généralement faire tous les actes et opérations nécessaires pour conduire leur entreprise à bonne fin;

Acquérir par achat, permis ou autrement des brevets d'invention pour tous procédés ou genre de fabrication ou permission d'employer des brevets d'invention se rapportant à l'industrie de la compagnie et en disposer;

Acquérir et posséder des magasins et faire le commerce général des épiceries et marchandises sèches, lingeries, produits agricoles et autres articles semblables, sous le nom de "La Compagnie des Granits du Nord Limitée", avec un fonds social de cent quarante-neuf mille piastres ($149,000.00) divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6011 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes. en date du vingtième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. Henry Hutton Scott, avocat; Alvin Ernest Woodwork, comptable; Alfred Boreham Wright, sténographe; Arthur Charters, teneur de livres; et Clarence Arnold, sténographe; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Se procurer, acheter, acquérir, obtenir par échange, prendre à bail, soit ordinaire ou emphytéotique ou autrement acquérir d'aucune manière et vendre, hypothéquer, engager, donner en échange, louer soit par bail ordinaire ou emphytéotique, et en général faire le commerce de terrains ou immeubles, bâtisses et propriétés immobilieres de toutes sortes ou descriptions généralement ou tous droits ou intérêts s'y rattachant ou les aliéner ou en disposer d'aucune manière;

Acquérir d'aucune manière des biens immobiliers de toutes sortes et descriptions, soit corporels ou incorporels, et les détenir pour spéculation ou placement ou pour toute autre fin pendant tel espace de temps que la compagnie jugera convenable ou profitable, et les louer ou les revendre ou en disposer autrement en aucun temps que la compagnie jugera à propos de le faire;

Développer, améliorer et faire valoir tous les biens acquis ou détenus par la compagnie ou dans lesquels la compagnie a des intérêts, soit directement ou indirectement, et particulièrement en les divisant et en les préparant pour fins de construction, en érigeant, démolissant, changeant et améliorant des édifices, et en les pavant, les égouttant ou en les développant ou en les améliorant d'aucune manière quelconque;

Passer des baux ou faire des conventions pour fins de construction et avancer des deniers et faire des contrats et conventions de toutes sortes avec des constructeurs, entrepreneurs. acheteurs, locataires ou autres personnes;

Fabriquer, manufacturer, produire, acheter, vendre, fournir pour l'usage public et généralement faire le commerce du gaz, de l'électricité et

oblige, loan with or without privileged or hypothecary security, take privileges or hypothecs and give main levee with or without consideration;

To transfer, go security for or guarantee for the purposes of the undertakings of the company;

To agree upon and stipulate the rates of interests within the limits allowed by law;

To sue and be sued, contest, appeal, authorize exchange, be represented, settle and generally do all the acts and carry on any business necessary for the carrying out of its undertakings;

To acquire by purchase, permits or otherwise, patents for any processes or kind of manufacture or permission to utilize such patents relating to the business of the company and dispose thereof;

To acquire and own stores and generally deal in groceries, dry-goods, linen, farm produce and other similar articles, under the name of "La Compagnie des Granits du Nord Limitée", with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars ($149.000.00) divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6012 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of November, 1914, incorporating Messrs. Henry Hutton Scott, advocate, Alvin Ernest Woodworth, accountant, Alfred Boreham Wright, stenographer, Arthur Charters, book-keeper, and Clarence Arnold, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To get, buy, purchase, obtain by exchange, take on lease, whether ordinary or emphyteutic or otherwise, in any way acquire, and to sell, hypothecate, pledge, give in exchange, lease whether by ordinary or emphyteutic lease, or otherwise in any way alienate or dispose of, and generally, to deal in land or real estate, buildings and immoveable property of every kind or description generally or any right or interest thereto or therein;

To acquire in any manner immoveable property of every kind and description and whether corporeal or incorporeal and to hold the same for speculation or investment or for any other purpose during such period of time as the company may deem advisable or profitable and the same to lease or sell again or otherwise dispose of whenever the company shall see fit to do so.

To develop, improve and turn to account any property acquired or held by the company or in which the company is interested, whether directly or indirectly, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, by constructing, pulling down, altering and improving buildings, and by paving, draining or otherwise in any way developing or improving the same;

To make building leases, or building agreements and to advance money to and enter into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, purchasers, tenants or others;

To produce, manufacture, generate, buy, sell, supply for public use and generally deal in gas, electricity and water for any purpose for which

de l'eau pour toutes les fins où ils peuvent être employés, y compris la lumière, la chaleur et la force motrice, et faire des contrats et obtenir de toute personne ou corporation, gouvernement ou autorité publique, locale, municipale ou autre, des droits, franchises et concessions à cet effet, et les utiliser, vendre, transférer ou en disposer autrement';

Pourvu que les pouvoirs énoncés dans ce paragraphe ne seront pas exercés au-delà des limites de la municipalité de la Baie d'Urfe, dans la province de Québec;

Diviser, construire et préparer des parcs, squares, jardins, routes, rues, allées, égoûts, drains, cours d'eau, conduites principales pour l'eau, le gaz ou l'électricité ou pour d'autres fins, tunnels et voies souterraines et généralement tous les travaux de nature semblable avec pouvoir de les transférer et céder en tout ou en partie, avec ou sans considération à aucune municipalité, corporation ou autre corps publics, ou à aucune autre compagnie et les consacrées à des fins publiques;

Acquérir, détenir et disposer des mort-gages ou hypothèques, privilèges ou de toutes valeurs de même nature sur tous biens mobiliers ou immobiliers ou s'y rattachant, et toutes franchises, tous droits, tous permis, tous privilèges, toutes concessions ou choses semblables que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce;

Exploiter les ressources naturelles d'aucune propriété acquise ou détenue par la compagnie, cultiver ou telle propriété et y exercer dessus ou en rapport avec icelle toutes ou aucune des industries suivantes dans toutes leurs branches respectives, savoir: culture de la ferme, culture des fruits, culture maraichère, élever, nourrir, engraisser et entretenir pour le marché du bétail et des animaux de toutes descriptions y compris gibiers et volailles de toutes sortes et exercer le commerce de grenetiers et pépiniéristes;

Faire valoir d'aucune manière légale toute terre ainsi acquise ou détenue par la compagnie et en particulier la diviser et l'exploiter comme parc public ou lieu d'amusement, foire, terrain de foire, terrain de pique-niques, théâtres en plein air, cirques ou autres entreprises semblables pour être conduites par la compagnie pour des fins lucratives ou pour être louées par la compagnie, à sa discrétion, à toute personne ou compagnie à tels termes que la compagnie jugera convenables;

Faire les affaires de constructeurs, agents d'immeubles, courtiers en immeubles ou agents d'assurances, dans toutes leurs branches respectives, ou tout autre commerce qui semblera à la compagnie directement ou indirectement avantageux à aucun de ses objets ou censé accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir les entreprises, biens ou propriétés de toute personne, société commerciale ou corporation actuellement ou par la suite exerçant un commerce semblable, ou toute affaire d'aucune sorte se rapportant ou subordonnée à aucun commerce que la compagnie peut être autorisée à exercer ou à entreprendre;

Acquérir ou posséder des stocks, actions, obligations ou débentures de toute autre compagnie ou corporation et pendant la durée de la possession exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires y attachés, y compris le droit de vote:

Placer les surplus de deniers de la compagnie de la manière que la compagnie jugera convenable et en particulier dans le rachat de ses propres obligations ou débentures ou distribuer en espèces parmi les actionnaires de la compagnie tous les deniers appartenant à la compagnie et non requis pour ses besoins immédiats;

the same can be used, including light, heat and motive power, and to contract for and obtain from any person or corporation, government or public authority, local, municipal or otherwise, rights, franchises, and concessions in respect thereof, and to use, sell, transfer or otherwise dispose of the same;

Provided that the powers in this paragraph set forth are not to be exercised beyond the limits of the municipality of Baie d'Urfe, in the Province of Quebec;

To lay out, construct and prepare parks, squares, gardens, roads, streets, lanes, sewers, drains, watercourses, mains for water, gas or electricity or other purposes, tunnels and subways and generally all works of a similar character with power to transfer and convey the same or any of them with or without consideration to any municipality, corporation or other public body, or to any other company, and to dedicate the same for public purposes;

To acquire, hold and dispose of mortgages or hypothecs, privileges or any such security, upon or affecting any real or personal property, any franchises, rights, licenses, privileges, concessions or the like which the company may think necessary or convenient for the purposes of it business;

To exploit the natural ressources of any property acquired or held by the company, to cultivate or till such property and to carry on thereupon or in connection therewith all or any of the following industries in all their respective branches, namely, farming, fruit-growing, market gardening, the raising, feeding, fattening and keeping for profit of cattle and live stock of every description, including fowls and poultry of all kinds and to carry on the business of seedmen and nurserymen;

To turn to account in any lawful manner any land acquired or held by the company and particularly laying out and exploiting the same as a public park or place of amusement, fair, fair ground, picnic ground, open air theatre, circus or other similar undertaking to be conducted by the company for purposes of gain or to be let out by the company in its discretion to any person or company on such terms as the company may think proper;

To carry on the business of builders, house and real estate agents, real estate brokers or and insurance agents, in all their respective branches, or any other business which may seem to the company directly or indirectly conducive to any of its objects or calculated to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights;

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation now or hereafter carrying on a similar business, or any business of a kind incidental or ancillary to any business that the company may be authorized or empowered to carry on or engage in;

To acquire or hold stock, shares, bonds or debentures of or in any other company or corporation and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereto belonging, including voting powers;

To invest any surplus moneys of the company in such manner as the company may deem proper and in particular in the redemption of its own bonds or debentures or to distribute in specie among the shareholders of the company any such moneys belonging to the company and not required for its immediate needs;

Vendre, louer ou autrement disposer d'aucune manière de la totalité des biens et entreprises de la compagnie ou d'aucune de leurs parties ou branches et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou aucun d'eux; se fusionner avec toute autre compagnie semblable; faire des conventions pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie quelconque et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de telles compagnies et vendre posséder, ré-émettre avec ou sans garantie ou d'aucune autre manière légale en disposer ou autrement en faire le commerce et garantir et se charger en tout ou en partie, des obligations de telles personnes ou compagnies ou d'aucune d'elles;

Payer pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, biens, franchises, privilèges, permis, concessions ou choses de même nature acquises par la compagnie, soit en argent ou en obligations, débentures ou stock de la compagnie ou partie en un ou plusieurs de ses moyens et partie en aucun ou tous autres moyens, et distribuer en espèces parmi les actionnaires de la compagnie tous biens de la compagnie et en paritculier tous stocks, actions, débentures, obligations ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir d'en disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, excompter et exécuter des billets promissoires, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables ou autres documents;

Hypothéquer, grever ou engager tous biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie peut posséder dans la province de Québec en vue de garantir toutes obligations, débentures ou débentures-obligations que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Faire aucune des choses susdites en qualité de principaux, agents ou entrepreneurs soit seul ou conjointement avec d'autres personnes;

Faire toutes les autres choses, subordonnées, avantageuses à la toatlité ou aucun des objets ci-dessus ou s'y rapportant;

L'interprétation d'aucun des objets de la compagnie énoncés dans les présentes ou aucun des pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront limités ou restreints par déduction ou induction des termes d'aucun autre paragraphe ou par déduction ou induction du nom de la compagnie, sous le nom de "The St. Anne's Land Company, Limited", avec un capital-actions de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6139 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18 novembre 1914, constituant en corporation MM. Wilbrod Roy, hôtelier; Armand Roy, commis; Mathilde Lebœuf, ménagère, autorisée de son mari, Wilbrod Roy; Juliette Roy, ménagère, fille majeure et usant de ses droits; J. E. Glackmayer, manufacturier de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences

To sell, lease or otherwise in any way dispose of the whole property and undertaking of the company or any part or branch thereof and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or any of them; to amalgamate with any other such company; to enter into any arrangement for sharing profits or union of interests with any person or company whatsoever and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise in any lawful way dispose of or deal with or in the same and to guarantee or assume in whole or in part the obligation of any such person or company or any of them;

To pay for any moveable or immoveable property, rights, assets, franchises, privileges, licenses, concessions or the like acquired by the company either with cash or with bonds, debentures or stock of the company or partly in one or more of these ways and partlyin any other or all of the others, and to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any stock, shares, debentures, bonds and or securities of other companies, either belonging to the company or of which the company may have the power of disposing;

To draw, make. accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments or documents of title;

To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immoveable, present or future, which the company may own in the Province of Quebec for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

To do any of the above things as principals, agents, or contractors either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are ancillary, incidental or conducive to the above objects or any of them;

The interpretation of any of the objetcs of the company seth forth or any of the powers granted in any paragraphs hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Saint Anne's Land Company, Limited", with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6140 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Wilbrod Roy, hotel-keeper; Armand Roy, clerk; Mathilda Lebœuf, house-keeper, duly authorized by her husband Wilbrod Roy; Juliette Roy, house-keeper, spinster in the full exercise of her rights,; J. E. Glackmeyer, manufacturer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec

de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération et spécialement le restaurant actuellement exploité, par Wilbrod Roy, au No 165, rue Saint-Paul, dans la cité de Montréal, y compris la licence, fonds de commerce, l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce de restaurant en opération tel qu'actuellement exercé par Wilbrod Roy et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir hypothèquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Café Roy Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5839-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit novembre 1914, constituant en corporation MM. Sévérin Rosario Benoit et J. H. Télesphore Bourassa, comptables; Frédéric Alarie, commis-voyageur; Alphonse R. Coallier, comptable; Stanislas Contant, boucher; Raphael Dufresne, bourgeois; Olympe Giroux, menuisier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Aider, assister et secourir les pauvres, les nécessiteux, les malades et les infirmes et se dévouer généralement aux œuvres de charité et pour ces fins accepter, posséder et acquérir des biens meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils

License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such, as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and in any way dispose of any moveable and immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate all bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire, by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the restaurant business now being carried on by Wilbrod Roy, at the No. 165, Saint Paul street, in the city of Montreal, including therein the license stock in trade, good-will, furnishings and other accessories, constituting the restaurant business now carried on as a "going concern" by the said Wilbrod Roy, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Café Roy, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914

C. J. SIMARD,
5840 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Séverin Rosario Benoit and J. H. Télesphore Bourassa, accountants; Frédéric Alarie, commercial traveller; Alphonse R. Coallier, accountant; Stanislas Contant, butcher; Raphael Dufresne, gentleman; Olympe Giroux, joiner, for the following purposes:

To aid, assist and help the poor, needy, sick and infirm and to generally devote themselves to charitable works and for the above pruposes, to accept, hold and acquire moveable and immoveable property of any nature whatever; to borrow,

soient; emprunter, louer, vendre, échanger, céder ou autrement aliéner les dits biens meubles et immeubles et hypothèquer les dits immeubles; sous le nom de "La Conférence Saint-Vincent de Paul de L'Immaculée Conception, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5843-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1914, constituant en corporation MM. Meyer Lefkowitz, Benjamin Lefkowitz, Louis Lefkowitz et David Abraham Miller, marchands; et Frank Levy, boucher; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, de marchandises sèches générales, hardes faites, chaussures, claques, meubles, lainages, garnitures, nouveautés, merceries, prélarts, tapis, carpettes et immeubles et négociants en gros et encanteurs généraux;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables, et faire toutes les autres choses se rapportant ou tendant à atteindre les objets ci-dessus;

Acquérir d'autres affaires de nature semblable et les payer en actions du capital de la compagnie sous le nom de "M. Lefkowitz & Sons, Limited", avec un capital-actions de dix-neuf mille neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars $100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5845-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieuteant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-un novembre 1914, constituant en corporation MM. Ernest C. Leete, entrepreneur; S. Homer Calkins, commis-marchand; David J. Wilson, teneur de livres; Seth P. Leet, juge des sessions de la Paix et Florence E. Calkins, épouse de S. H. Calkins, et séparée de biens, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général d'entrepreneurs et de constructeurs;

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction et accessoires;

Faire et exercer tout commerce qui peut être auxiliaire ou conforme aux pouvoirs conférés par les deux paragraphes précédents;

Acquérir et posséder sous aucun titre et disposer de biens d'aucune sorte qui paraitront utiles pour les fins des pouvoirs conférés par cette charte.

Vendre les biens, actions du capital et clientèle de la compagnie incorporée par la présente charte à toute autre compagnie ou personne, ou acquérir les biens, charte et clientèle de toute autre compagnie à tels termes et conditions, comme le décidera la majorité des trois-quarts des action-

lease, sell, exchange, assign or otherwise alienate the said moveable and immoveable property and to hypothecate the said immoveable property, under the name of "La Conférence Saint-Vincent-de-Paul de L'Immaculée Conception, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5844 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Meyer Lefkowitz, Benjamin Lefkowitz, Louis Lefkowitz and David Abraham Miller, merchants; and Frank Levy, butcher; of the city of Montreal, for the follwoing purposes:

Dealing, wholesale and retail, in general dry goods, clothing, boots and shoes, rubbers, furniture, woollens, trimings, groceries, notions, smallwares, oilcloth, carpet, rugs and real estate; and as wholesale jobbers and general auctioneers;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills f lading, warrants and other negotiable instruments or transferable instruments, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire other business of a similar kind and pay for same in shares of stock of the company, under the name of "M. Lefkowitz & Sons, Limited", with a capital stock of nineteen thousand nine hundred ($19,900.00) dollars divided into one hundred ninety nine (199) shares of one hundred dollars ($100.00) dollars each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5846 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st of November, 1914, incorporating Messrs. Ernest C. Leete, contractor; S. Homer Calkins, salesman; David J. Wilson, book-keeper; Seth P. Leet, police magistrate and Florence E. Calkins, wife of S. H. Calkins and separate as to property, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To do a general contracting and building business;

To manufacture and deal in all kinds of building material and supplies;

To do and carry on any kind of business that may be auxiliary to or expedient with the powers granted by the two foregoing paragraphs;

To acquire and hold and to dispose of by any title any property of any kind that may be deemed useful for the purposes of the powers granted by this charter;

To sell the assets, capital stock and good-will of the company to be authorized by this charter to any other company or person or to acquire the assets, charter and good will of any other company upon such terms and conditions as a majority of three fourths of the stockholders in amount

naires en valeur et en nombre, et en cas d'achat les payer en tout ou en partie en actions de la compagnie incorporée par cette charte, et en cas de vente recevoir comme paiement complet ou partiel des actions de la compagnie se portant acquéreur;

Acquérir comme commerce en opération et exercer les affaires de la ""Mosaïc and Tile Company", maintenant possédées et exploitées par le soussigné Ernest C. Leete, pour les prix et somme de dix mille dollars ($10,000.00), et émettre en faveur du dit Ernest C. Leete, des actions entièrement acquittées pour une somme équivalente, sous le nom de "Calkins Leete, Limited", avec un capital actions de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en quatre cents (400) actions de cinquante ($50.00) dollars chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5879-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1914, constituant en corporation Rosanna Nadeau, hôtelière, veuve de Joseph Lanctôt, de son vivant hôtelier de Montréal; Albertine Lanctôt, fille majeure ; Eugène Champagne, marchand; Joseph Nadeau, cordonnier; Bélonie Lanctôt, journalier; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs conforménent aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquirér par achat et comme une affaire en opération et faire les affaires d'hôtel maintenant conduites dans la cité de Montréal, sous le nom de "Dame J. Lanctôt" avec son installation, ses meubles, et les payer en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel ou les deux à la fois et exploiter tel commerce avec ou sans les bâtisses et terrains employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles ou immeubles ou en disposer autrement;

Hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'explotation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée de faire ou faisant les affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets

and number shall decide and in case of purchase to pay for the same in whole or in part in the stock of the company to be formed by this charter, and in the case of sale to receive in whole or in part payment in the stock of the company purchasing;

To acquire as a going concern and to carry on the business of the Mosaïc and Tile Company, now owned and carried on by the undersigned Ernest C. Leete, for the price and sum of ten thousand dollars ($10,000.00), and to issue to the said Ernest C. Leete, fully paid up stock for an equivalent amount, under the name of "Calkins Leete, Limited", with a capital stock of of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5880 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Rosanna Nadeau, kotel-keeper, widow of Joseph Lanctôt, in his lifetime, hotel-keeper, of Montreal; Albertine Lanctôt, spinster; Eugène Champagne, merchant; Joseph Nadeau, shoemaker; Bélonie Lanctôt, laborer; of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the hotel business now carried on in the city of Montreal, under the name of "Dame J. Lanctôt", with its equipment, furnishings and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise any hotel or restaurant business or both and operate such business with or without the buildings and lands used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease and otherwise dispose of all or any of its moveable or immoveable property;

To hypothecate its immoveable and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things

qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

Tirer, accepter, endosser, souscrire, négocier des lettres de change, des billets promissoires, des chèques, des traites en rapport avec les affaires que cette compagnie est autorisée de faire et de l'objet pour lequel elle est incorporée, sous le nom de "Lanctôt Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5841-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des ettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit novembre 1914, à la compagnie "Lithuanian Withold Independent Club, Limited", par lesquelles son capital est augmenté jusqu'au montant de quatre-vingt-dix mille piastres ($90,000.00), divisé en actions de vingt-cinq piastres ($25.00), chacune et accordant les pouvoirs additionnels suivants: De recevoir, acquérir, échanger, posséder, louer, avoir en jouissance toutes propriétés mobilières et immobilières pour son usage, et d'engager, vendre, aliéner et transporter les dites propriétés, d'en disposer et d'en acquérir d'autres à leur place.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5837-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt novembre 1914, à la compagnie "McKenzie Trading Company", par lesquelles son nom est changé par celui de "International Mills Limited"

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5875-2 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par la lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. Abraham Bennie Green, marchand de diamants; Morris Berman, commis-marchand: Ozias Couperg, tailleur; William Chan, commis-marchand; Marcu Lobel, tailleur; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire et promouvoir l'étude de toutes questions politiques et sociales importantes du jour;

Acquérir et entretenir une maison de club, en la cité de Montréal, pour fins de récréation, éducation, amusement social, et aussi pourvoir au logement dans la dite maison du club, et avoir le droit d'avoir un buffet, salle à manger, salle de billard, pour l'utilité des membres du club et pour telles fins, avoir une licence pour vendre toutes sortes de liqueurs alcooliques dans l'établissement du club, sujet aux règlements locaux et provinciaux et à la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, hypothéquer, aliéner, échanger et céder des propriétés mobilières et immobilières qui pourraient être nécessaires, de temps à autre, pour les fins du club;

which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above undertakings;

To draw, accept, endorse, subscribe and negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques, drafts, in connection with the business which this company is authorized to carry on and the object for which this company is incorporated, under the name of "Lanctôt Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5842 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, to the company Lithuanian Withold Independent Club, Limited, increasing its capital to the sum of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into shares of twenty five dollars ($25.00) each and granting it the following additional powers: To receive, acquire, exchange, hold, lease, enjoy any moveables and immoveable property for its own use and to pledge, sell, alienate and transfer the said property dispose of same and acquire other in lieu thereof.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5838 Deputy Provincial Secretar

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1914, to the McKenzie Trading Company changing its name to that of "International Mills Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5876 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutonant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1914, incorporating Messrs. Abraham Bennie Green, diamond dealer: Morris Berman, salesman: Ozias Couperg, tailor; William Chan, salesman; Marcu Lobel, tailor; of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the promotion of the study of all important political and social question of the day;

To acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of instruction recreation and social amusement for the benefit of its members, also the provision of lodging in the said club house and to have the right to have a buffet, dining room, billiard room and for such purposes to be licensed to sell alcoholic beverages on the premises of the said club house, subject to local and provincial regulations and the Quebec license Act;

To acquire, receive, hold, lease, mortgage, pledge, exchange, alienate and convey such moveable and immoveable property as shall be from time to time necessary for the purpose of the club;

Tirer, accepter, endosser, négocier, et émettre des billets promissoires, chèques et autres effets et valeurs négociables et transférables;

Faire toutes autres choses se rapportant ou tendant à atteindre la totalité ou aucun des objets pour lesquels le club est établi, sous le nom de "The International Political Club of Montreal, Limited", avec un capital-actions de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinq cent (500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5877-2 Sous-secrétaire de la province.

To make, draw, accept, endorse, negotiate and issue bills, notes, cheques and other negotiable and transferable instruments and securities;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the objects for which the club is established, or any of them, under the name of "The International Political Club of Montreal, Limited", with a capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twentieth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5878 Deputy Provincial Secretary.

## AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

### RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION.

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 23 décembre 1914 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 16 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 21 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 27 janvier 1915 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 10 février 1915 inclusivement.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.
Québec, 25 novembre 1914. 5901

## NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

### RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 23rd December, 1914, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 16th January, 1915, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 21st January, 1915, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 27th January, 1915, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 10th February, 1915, inclusively.

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.
Quebec, 25th November, 1914. 5902

## EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bill Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, —exige la publication d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53. All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the, construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common, the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or particular rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the

7 DEC 1914

le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif,ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais,du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces blls ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française pour le gouvernement.

Toute personne qui demande à présenter un bill privé doit déposer entre les mains du greffier huit jours avant l'ouverture de la session un exemplaire de ce bill en français ou en anglais et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de quatre cents exemplaires en anglais et cinq cents cinquante exemplaires en français, de plus $2. par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la chambre et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou



french language in the district affected, or in both languages, if there is but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule,also at the same time,and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels and mentioning also whether they intend to erecte a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. The expenses and costs attending the private bills giving an exclusive privilege or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and five hundred copies in french for the government, has been paid him.

Any person asking to obtain any private bill shall deposit with the clerk of the House eight days before the opening of the session a copy of enchbill in the English of French language and shall at the same time deposit with the accunted of the House a sum sufficieut to pay for printey 400 copies in the English language and 550 copies in French and also $2. per page of printed matter for the translation and 50c. per page for correction and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall bedome by the contractor.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorpora-

7 DEC 1914

d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
5931 G. C. L.

## CHAMBRE DES COMMUNES.

### RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. *Pour des lois de constitution en corporation:*

(*a*) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(*b*) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(*c*) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:*

(*a*) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(*b*) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(*c*) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal.

tion, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
5932 C. L. G.

## HOUSE OF COMMONS.

### CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATES B.LLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. *For acts of Incorporation.*

(*a*) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges —in the principal place in each county or district affected;

(*b*) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(*c*) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(*a*) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(*b*) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(*c*) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory

La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
5525 Greffier de la Chambre des Communes.

---

Avis est par le présent donné que L'Association du Pain des Pauvres, de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, savoir: Dans le but d'aider les femmes et les enfants privés de moyens, en leur fournissant en argent et en objets, ce qui peut être nécessaire à leur subsistance et à leur entretien, comme pour améliorer leur condition.

Le bureau principal de l'Association est dan la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5881-2

---

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-George de Beauce, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformément aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle d'assurance contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'Inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de fermes et de risques isolés, (tels risques étant ni des risques de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardeux), dans les limites du comté de Beauce, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-unième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Division des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5883-2

---

declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.
5526 Clerk of the House of Commons.

---

Notice is hereby given that "L'Association du Pain des Pauvres", of Montreal, has been licensed and registered to transact in the Province, the business of a charitable association, as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely; for the purpose of assisting women and children deprived of means, by furnishing them in the form of money or material, with the necessities of sustenance and maintenance, and for the betterment of their condition.

The Head Office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to Article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 5882

---

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said Company has been licensed and has the right to received applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said subsection may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: "mutual insurance against fire and lightning on farm building and isolated risks (such risks being other than commercial or in buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Beauce, in the Province of Quebec."

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty first day of November, 1914.

For the Provincial Treasurer,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q., 5884

---

## Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de paroisse, faisant partie du comté de Bellechasse, sous le nom de la

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to erect into a parish municipality, forming part of the county of Bellechasse, under the name of

municipalité de la paroisse de Monfleur, le territoire suivant:

1. Dans la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester:

Tous les lots de cadastre des concessions Saint-Luc, Saint-Jean et Saint-Octave, et partie de la concession Saint-Marc, comprenant les numéros trois cent soixante quatorze à trois cent quatre-vingt onze (374 à 391) inclusivement du cadastre de la dite paroisse de Saint-Anselme;

2. Dans la paroisse de Sainte-Claire, comté de Dorchester:

Les lots de cadastre de la concession Sainte-Elizabeth, depuis le numéro un (1) jusqu'au numéro seize (16) inclusivement, le numéro dix-huit (18) et les lots depuis le numéro vingt (20) jusqu'au numéro trente-sept (37) inclusivement;

3. Dans la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse:

Les lots de cadastre du 2ième rang, depuis le numéro quatre cent vingt neuf (429) jusqu'au numéro quatre cent quarante six (446) inclusivement, ceux de la concession "Petite Troisième" depuis le numéro six cent soixante cinq (665) jusqu'au numéro six cent soixante dix huit (678) inclusivement, et ceux du 3ième rang depuis le numéro six cent trente neuf (639) jusqu'au numéro six cent soixante quatre (664) inclusivement;

4. Dans la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse:

Les lots de cadastre du 1er rang, depuis le numéro cent trente deux (132) jusqu'au numéro cent cinquante trois (153) inclusivement, ceux du 1er rang ou concession Grand Buckland, depuis le numéro dix-H (10-H) jusqu'au numéro trois-G (3-G) inclusivement, puis les numéros de onze cent quarante quatre (1144) qu'a onze cent quarante huit (1148) inclusivement;

Et pour constituer les habitants ou contribuables de la dite municipalité en corporation régie par le Code Municipal.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Procureurs des requérant.

Québec, 18 novembre, 1914. 6051

---

Avis est par le présent donné que "La Société des Artisans Canadiens Français, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant sa charte suivant les prescriptions de sa convention régulière, savoir:

Relativement aux vôtes requis pour l'amendement des règlements; aux pouvoirs de donner bénéfices à certaines institutions charitables: rendre la charte conforme aux règlements relativement aux bénéfices en maladie des membres; rentes viagères; certificats de caisse au décès acquittés; indemnité pour incapacité totale et permanente et pouvoirs de remettre certains appels.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la Requérante.

Montréal, 30 novembre, 1914. 6071

---

Avis est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer Huntingdon & Hemmingford, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un bill demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte ou loi constituant en corporation la dite compagnie et lui accordant le droit de prolonger sa ligne de chemin de fer à partir d'un point dans ou aux environs du village de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon, jusqu'à un point à ou près de l'endroit où la ligne de chemin de

the municipality of the parish of Honfleur, the following territory;

1. In the parish of Saint-Anselme, County of Dorchester:

All the cadastral lots of concessions Saint-Luc, Saint-Jean and Saint-Octave, and part of concession Saint-Marc, comprising the numbers three hundred and seventy four to three hundred and ninety one (374 to 391) inclusively of the cadastre of the said parish of Saint Anselme.

2. In the parish of Sainte Claire, county of Dorchester:

The cadastral lots of concession Sainte Elizabeth, from number one (1) to number sixteen (16) inclusively, the number eighteen (18) and the lots from number twenty (20) to number thirty-seven (37) inclusively;

3. In the parish of Saint Gervais, county of Bellechasse:

The cadastral lots of the 2nd range, from number four hundred and twenty nine (429) to number four hundred and forty-six (446) inclusively, those of the concession "Petite Troisième" from number six hundred and sixty-five (665) to number six hundred and seventy-eight (678) inclusively, and those of the 3rd range from number six hundred and thirty-nine (639) to number six hundred and sixty-four (664) inclusively;

4. In the parish of Saint-Lazare, county of Bellechasse;

The cadastral lot of the first range, from number one hundred and thirty two (132) to number one hundred and fifty three (153) inclusively, those of the 1st range or concession Grand Buckland, from number ten H (10-H) to number three G (3 G) inclusively, from number eleven hundred and forty-four (1144) to eleven hundred and forty-eight (1148) inclusively;

And to constitute the inhabitants or ratepayers of the said municipality into a corporation governed by the Municipal Code.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for the Petitioners.

Quebec, 18th November, 1914. 6052

---

Notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens Français", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act to amend the charter according to the provisions of the last regular convention, to wit:

In regard to the votes required for the amendment of by-laws; the power to give benefits to certain charitable institutions; put the charter in conformity with by-laws in regard to the sick benefits to members; life annuities; paid up certificates; indemnity for total and permanent disability of members and powers to remit certain premiums.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 30th of November, 1914. 6072

---

Notice is hereby given that the Huntingdon & Hemmingford Railway Company, will present at the next session of the Legislature of the province of Quebec, a bill praying for the passing of an Act to amend its charter of Act of Incorporation by conferring on the company the right to extend its railway line from a point at or near the village of Hemmingford, in the county of Huntindgon, to a point at or near the place where the international boundary between the United States of America and the Dominion of Canada,

fer de la compagnie Delaware & Hudson, traverse la frontière internationale entre les Etats-Unis d'Amerique, et la Puissance du Canada, entre le village de Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, dans la province de Québec, et le village de Rouses Point, dans l'état de New-York, et lui accordant un délai pour le commencement et le parachèvement de ses travaux de construction.

CAMPBELL, MCMASTER & PAPINEAU,
Procureurs de la Compagnie de Chemin de fer Huntingdon & Hemmingford.

Montréal, 30 novembre 1914. 6085

---

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, P. Q., à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, et fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

DECARIE & DECARY,
11, Place d'Armes.

Montréal, 1er décembre 1914. 6111

---

AVIS DE DEMANDE A LA LÉGISLATURE.

Avis est par le présent donné que Lyon Cohen, Herbert Marcus Levine, Moses Rittenberg Moses Bavitch, Zelig Ratner, Solomon Leavitt, Samuel Silverstone et Lionel Caviensky, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine cession, aux fins de faire passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Adath Jeshurun Congregation" avec pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles, tenir les régistres de l'état civil et exercer tous autres droits se rapportant aux corporations religieuses, et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er décembre, 1914. 6119

---

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires des écoles Protestantes de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants:

Emprunter de l'argent par l'émission de bons ou de débentures additionnelles au montant de deux cent cinquante mille piastres; telle émission devant être datée du premier janvier 1915, payable le premier janvier 1945, et portant intérêt payable semi-annuellement à un taux n'excédant pas cinq par cent par année.

Pour l'annexion à la municipalité scolaire protestante de Montréal, de cette partie de territoire située dans les limites du quartier Bordeaux de la cité de Montréal et qui ne fait pas actuellement partie de la municipalité scolaire protestante.

GREENSHILDS, GRIENSHIELDS,
LANGUEDOC & LARKINS,
Procureurs du Bureau des Commissaires des Ecoles Protestantes de la cité de Montréal.

Montréal, 27 novembre, 1914. 6063

---

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du Parc Amherst, dans le comté de Hochelaga, à la municipalité scolaire qui est

is crossed by the railway line of the Delaware & Hudson Railway Company, between the village of Lacolle, in the county of Saint John, in the Province of Quebec, and the village of Rouses Point, in the States of New York, and by extending the time for the commencement and completion of its work of construction.

CAMPBELL, MCMASTER & PAPINEAU,
Attorneys for Huntingdon & Hemmingford Railway Company.

Montreal, 30th November, 1914. 6086

---

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of parish of Saint-Anselme, in the county of Maisonneuve, P. Q., to the school municipality under the juridiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

DECARIE & DECARY,
11, Place d'Armes.

Montreal, 1st December, 1914. 6112

---

NOTICE OF APPLICATION TO LEGISLATURE.

Notice is hereby given that Lyon Cohen, Herbert Marcus Levine, Moses Rittenberg, Moses Bavitch, Zelig Ratner, Solomon Leavitt, Samuel Silverstone and Lionel Coviensky, all of the City of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "New Adath Jeshurun Congregation, with power to acquire and possess immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Sollicitors for applicants.

Montreal, 1st December, 1914. 6120

---

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act for the following purposes:

To borrow money by issuing additional bonds or debentures to the amount of two hundred and fifty thousand dollars; such issue to be dated January 1st, 1915, payable January 1st, 1945, and bearing interest payable semi-annually at a rate not to exceed five per cent per annum.

For the annexation to the Protestant School Municipality of Montreal, of that portion of the territory lying within the limits of Bordeaux Ward of the City of Montreal, which does not at present form part of the Protestant School Municipality.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal.

Montreal, 27th November, 1914. 6064

---

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of Parc Amherst, in the county of Hochelaga, to the school municipality under the juridiction and control of the catholic

sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

DECARIE & DECARY,

11, Place d'Armes.
Montréal, 1er décembre 1914. 6109

---

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi refondant entièrement sa charte de manière à abroger les lois 51-52 Victoria, chapitre 63; 54 Victoria, chapitre 80; 58 Victoria, chapitre 52; 3 Edouard VII, chapitre 65; et 6 Edouard VII,, chapitre 48, constituant actuellement telle charte, pour y substituer tous les articles, tels qu'ils existent actuellement, de la loi des cités et villes, avec les modifications, ci-après rapportées, moins cependant les articles suivants: 5256, 5257, 5258, 5259, 5270, 5271, 5272, 5273, 5274, 5275, 5276, 5277, 5278, 5280, 5282, et 5283, 5635, 5784 et 5884, qui ne feront pas partie de la dite charte.

Les principales modifications apportées et les pouvoirs additionnels demandés sont, entre autres, les suivants: par les paragraphes 1 et 3 de l'article 5368, les veuves et les filles majeures, propriétaires, locataires ou occupants, n'ont pas, tel que la chose existe aujourd'hui, droit de vote aux élections du maire et des échevins, mais elles ont le droit de voter lorsqu'il s'agit d'un règlement pour prêts, bonus, etc., sujet à l'approbation des électeurs propriétaires; par l'article 5373 les électeurs, pour voter à une élection annuelle, doivent avoir payé leurs taxes le ou avant le 15 janvier précédant, et s'il s'agit d'une élection partielle, au moins huit jours avant la présentation des candidats; la cité de Saint-Hyacinthe pouvant cependant édicter un règlement pour dispenser du paiement de ces taxes tous les électeurs ou les électeurs propriétaires seulement; suivant l'article 5413, les élections annuelles ont lieu le deuxième lundi de février, première élection annuelle devant avoir lieu le deuxième lundi de février 1916; et suivant l'article 5421, présentation des candidats aux élections annuelles a lieu le premier lundi de février, et si cette journée est un jour férié, nomination remise au jour juridique suivant: l'article 5450 décrète que le bureau de votation n'est ouvert qu'à neuf heures du matin; par l'article 5557, il n'y a pas d'avis à donner aux échevins pour les séances générales ou ordinaires du conseil; par l'article 5615, la votation ne dure qu'une journée, de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi; par le paragraphe 15 de l'article 5641, la cité de Saint-Hyacinthe demande le pouvoir de défendre ou de taxer les constructions, au-dessus des trottoirs, des fenêtres d'aspect, galeries, balcons, etc., cette taxe annuelle ne devant pas excéder deux piastres par pieds carré sur ces choses existant actuellement ou permises à l'avenir; par le paragraphe 1er de l'article 5680, elle demande le pouvoir de prohiber complètement, ou de restreindre à certaines parties de la cité, la construction, l'usage et l'exploitation de certains établissements jugés nuisibles à la santé où à la sécurité publique; par l'article 5680, paragraphe 23, le pouvoir d'imposer une taxe de deux cent cinquante piastres sur toute personne ne résidant pas dans la cité, mais y faisant commerce ou affaires; par l'article 5729, elle ajoute, comme bien non imposable, le palais épiscopal, et par le paragraphe 2 de ce même article, elle demande le pouvoir de taxer les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles mentionnés aux paragraphes (*c*),( *d*) et (*e*) de cet article 5729, pour l'ouverture, la confection, et

school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

DECARIE & DECARY,

11, Places d'Armes.
Montreal, 1st December, 1914. 1610

---

Public notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof for an act completely revising its charter and repealing the Acts 51-52 Victoria, chapter 63; 54 Victoria, chapter 80; 58 Victoria, chapter 52; 3 Edward VII, chapter 65; and 6 Edward VII, chapter 48, now constituting such charter, and substituting therefor all the articles as presently existing, of the Cities and Towns' Act', with the modifications recited below, less however the following articles: 5256, 5257, 5258, 5259, 5270, 5271, 5272, 5273, 5274, 5275, 5276, 5277, 5278, 5280, 5282, and 5283, 5635, 5784 and 5884 which are not to be included in the said charter.

The principal modifications to be made and the additional powers sought are, amongst others, the following: By paragraphs 1 and 3 of article 5368, the widows and spinsters who are property-owners, tenants or occupants not to be entitled, as presently enacted, to vote at the elections for mayor and aldermen, but to be entitled to vote on by-laws for loans, bonuses, etc, subject to the approval of electors who are property-owners; By article 5373, the electors to be entitled to vote at annual elections must have paid their taxes on or before the 15th of January preceeding and at by elections at least eight days before the nomination of candidates; the city of Saint-Hyacinthe however having the power to pass a by-law exempting all the electors or the electors who are property owners only, from the payment of such taxes; By article 5413, the annual elections to be held on the second monday in February, the first annual election to be held on the second monday of February, 1916; By article 5421, the nomination of candidates at annual elections to be held on the first Monday in February, and if such day be a holiday, the nomination te be held on the first juridical day following; By article 5450, the polls to open at nine o'clock in the morning; By article 5557, no notice to be given to the aldermen for the general or ordinary sessions of the council; By article 5615, the polls to be held on one day only from nine o'clock in the morning to five o'clock in the afeternoon; By paragraph 15 of article 5641, the city of Saint-Hyacinthe to have the power to prohibit or tax the erection, above the sidewalks, of bay-windows, galleries, balconies, etc., such annual tax not to exceed two dollars per square foot on such constructions now existing or permitted in the future; By paragraph 1 of article 5680, to have the power to prohibit completely or restrict to certain parts of the city, the construction, use and exploitation of certain establishments deemed injurious to health or public safety; By article 5680, paragraph 23, to have the power to impose a tax of two hundred and fifty dollars upon any person residing outside the municipality but carrying on therein business or trade; By article 5729, to add as not subject to taxation, the Bishop's palace, and the paragraph 2 of same article, to have the power to tax the owners, tenants or occupants of immoveables mentioned in paragraphs (*c*), (*d*) and (*e*) of said article 5729, for the opening, making and maintenance of streets, sidewalks, sewers and water-courses,

l'entretien des rues, trottoirs, canaux d'égoût et des cours d'eau, pour l'éclairage, etc.; par l'article 5731a, pouvoir est demandé d'imposer une taxe n'excédant pas un pour cent sur les revenus provenant de prêts d'argent faits par des résidants ou non, mais grevant une ou des propriétés dans la cité; par l'article 5732, au lieu de prendre comme base d'une licence d'affaires n'excédant pas sept et demie pour cent, la valeur du fonds de commerce, c'est la valeur annuelle du local occupé; par l'article 5734, elle demande le pouvoir d'imposer une taxe annuelle de cinq piastres sur toute personne travaillant dans la cité, mais résidant en dehors de ses limites; par l'article 5735, pouvoir est demandé d'imposer une taxe n'excédant pas deux cent cinquante piastres sur tous commerces, professions, manufactures, arts, métiers, etc.; par l'article 5736a, d'imposer aussi une taxe annuelle de vingt centins par chaque poteau de téléphone, télégraphe, etc., dans les rues, places et chemins publics de la cité, excepté ceux placés sur les propriétés des compagnies de chemin de fer, à l'usage de ces compagnies seulement; par l'article 5780, les signatures du maire et du greffier sur les bons, débentures, peuvent aussi être imprimées, gravées lithographiées ou étampées; par l'article 5782, la cité aura, comme aujourd'hui, le pouvoir de contracter des emprunts ou d'engager la responsabilité de la cité pour un montant n'excédant pas huit mille piastres, sans soumettre ce règlement à l'approbation des propriétaires; par l'article 5783, dans la limite d'emprunt fixée à vingt pour cent de l'évaluation de la propriété foncière imposable, ne seront pas comprises les dettes contractées pour l'aqueduc, système à gaz, électricité et pouvoir, ni pour l'achat des ponts et subventions par prêts ou bonus accordés aux manufactures; par l'article 5789, elle demande le pouvoir de contracter des emprunts temporaires par bons, billets ou autres effets négociables; par l'article 8829a, elle désire avoir, pour sa cour de recorder, juridiction pour le recouvrement des taxes scolaires; et, enfin, elle demande à ce que cette loi soit sa charte la régissant à l'avenir, sans que la législature puisse l'amender ou l'abroger, si ce n'est que pour elle-même nommément et sur sa propre demande.

J. O.BEAUREGARD,
Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, 30 novembre 1914. 6081

---

Avis public est par le présent donné que la "Anglo-American Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session de passer une loi portant, en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096*mm* des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE, HOLDEN, SHAUGHNESSY & HEWARD,
Procureurs de "Anglo-American Trust Company".
Montréal, 18 Novembre 1914. 5833–2

---

M. David Corbeil, rentier, de la ville du Sault-au-Récollet, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisé à vendre et céder de gré à gré et de façon définitive un immeuble portant les Nos. 128 et 129 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme aussi aux fins de ratifier et valider tous actes de vente et cession se rapportant à l'immeuble sus-décrit.

Montréal, 19 novembre 1914. 5893–2

---

for lighting etc. By article 5731*a* to have the power to impose a tax not exceeding one per cent upon the incomes accruing out of loans of money made by residents or non residents, encumbering one or several of the properties of the city; By article 5732, to impose a business tax not exceeding seven and one half per cent of the annual value of the premises occupied, instead the stock in trade as the computing basis; By article 5734, to have the power to impose an annual tax of five dollars on all persons working in the City but residing outside its limits; By article 5735, to have the power to impose a tax of two hundred and fifty dollars on all business, trade, manufactories, arts, professions, etc; By article 5736*a* to impose also an annual tax of twenty five cents on each telephone, telegraph and other poles, in the streets, public places and highways of the city, the posts erected upon the property of railway companies, for their exclusive use, to be excepted; By article 5780, the signatures of the mayor and clerk may be printed, engraved, lithographed or stamped; By article 5782, the city to have the power, as it has to-day, to contract loans or pledge the responsability of the city for an amount not exceeding eight thousand dollars, without submitting such by-law to the property owners for approval; By article 5783, in the borrowing limit fixed at twenty per cent of the valuation of taxable property, debts contracted for the water-works, gas system, electricity and power, purchase of bridges and subsidies by loans or bonuses granted to manufactories, not to be included. By article 5789, to have the power to contract temporary loans by means of bonds notes or other negotiable instruments; By article 8829*a*, it wishes to have, for its Recorder's Court, jurisdiction for the recovery of school taxes, and finally it asks that this act be the charter governing the City in the future, without the Legislature having the power to amend or repeal the same, except specially for the City itself and upon its request.

J. O. BEAUREGARD,
Attorney for the City of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, 30th November, 1914. 6082

---

Public notice is hereby given that the Anglo-American Trust Company, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof for an act increasing, so far as the said Company is concerned, to five years the period of two years provided for in article 7096*mm* of the Revised Statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE, HOLDEN,
SHAUGNESSY & HEWARD,
Attorneys for the Anglo-American Trust Company.
Montréal, 18th November, 1914. 5834

---

Notice is hereby given by Mr. David Corbeil, gentleman, of the town of Sault-au-Récollet, district of Montreal, that he shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing him to sell and transfer by mutual consent and definitively a certain farm bearing Nos. 128 and 129 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and also ratifying and validating all deeds of sale and transfer, relating to said farm.

Montreal, 19th November, 1914. 5894

---

Avis est présentement donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la dite cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Henry Wilson, à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament, et de l'acte de la Législature de Québec, 9 Edouard VII, chap. 166.

RAINVILLE & RAINVILLE,
Procureurs pour la requérante.

Montréal, 18 novembre 1914. 5717-3

---

AVIS PUBLIC

Est donné que Maxwell Goldstein, conseil du Roi, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur à Harrison Stephens, de Saint-Lambert, et Lawrence de K. Stephens, avocat de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution dont le dit Harrison Stephens est grevé, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'un acte ratifiant la vente par eux faite à l'honorable Georges A. Simard du même lieu par un acte devant Mtre Henri Baby, notaire, le 4 septembre 1914, d'une terre en la paroisse de Longueuil connu comme lots numéros 268 et 275 et la partie sud-ouest des lots numéros 267 et 274 du cadastre de la paroisse de Longueuil tel que plus amplement décrite au dit acte de vente, et confirmant le titre du dit honorable Georges A. Simard à la dite ferme.

LOUIS BOYER,
Procureur des requérants.

Montréal, 5 novembre 1914. 5531-4

---

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi décrétant que l'ancien cimetière paroissial catholique romain de Saint-Pie, est et demeurera affecté aux destinations qui lui ont été données depuis 1901, et spécialement depuis le 22 septembre 1912, inclusivement,—et ratifiant, confirmant et déclarant légaux et valides, à toutes fins que de droit: 1. la résolution adoptée par les anciens et nouveaux marguilliers de l'Œuvre et Fabrique et les francs-tenanciers de la paroisse de St-Pie, le 22 décembre 1912, autorisant l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie à céder gratuitement en usufruit, à la commission scolaire du village de Saint-Pie, une certaine partie de l'ancien cimetière, à la charge par les dits commissaires d'écoles de construire sur le dit terrain, pour l'ouverture de l'année scolaire 1914-1915, une école académique commerciale catholique, approuvée par l'Ordinaire diocésain, et maintenir à perpétuité la dite école; 2. la donation entrevifs de l'usufruit de cette partie de l'ancien cimetière catholique de la paroisse de Saint-Pie, par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie, aux commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Pie, par acte reçu devant Mtre G. D. Morin, notaire, à Saint-Pie, le 22 avril 1913, sous le numéro 1034 des minutes du répertoire du dit notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot.

WILFRID CHICOINE,
Procureur des pétitionnaires.

Saint-Hyacinthe, 9 novembre 1914. 5555-4

---

AVIS

Avis est par le présent donné que Dame Philomène Labrecque, en religion Sœur Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, en religion Sœur

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said late John Henry Wilson, to increase the annual rent payable to each of the latter's children under the last will and the Act of the Legislature of Quebec, 9 Edward VII, chapter 166.

RAINVILLE & RAINVILLE.
Attorney for the Petitioner.

Montreal, 18th November, 1914. 5718

---

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Maxwell Goldstein, King's Counsel, of the city of Montreal, in his quality of curator to Harrison Stephens, of Saint Lambert, and Lawrence de K. Stephens, advocate of the said city of Montreal, in his quality of curator to the substitution of which the said Harrison Stephens is the institute, will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act to ratify the sale by them made to the Honourable Georges A. Simard, of the same place, by deed before Mtre Henri Baby, notary, on the 4th of September, 1914, of a farm in the parish of Longueuil, known as lots numbers 268 and 275 and the south westerly part of lots numbers 267 and 274 of the cadastre described in the said deed of sale, and to confirm the title thereto of the said honourable Georges A. Simard.

LOUIS BOYER,
Attorney for the applicants.

Montreal, 5th November, 1914. 5532

---

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act enacting that the old Roman Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, be and shall remain affected to the purposes for which it has been set apart since 1901, and especially since the 22nd September, 1912, inclusively,—and ratifying, confirming and declaring legal and valid, for all legal purposes: 1. The resolution adopted by the old and new churchwardens of "L'Œuvre et Fabrique" and the property owners of the parish of Saint Pie, on the 22nd December, 1912, authorizing "L'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pie to convey gratuitously, in usufruct, to the School Commission of the village of Saint Pie, a certain part of the old cemetery, upon the obligation on the part of the said School Commissioners to build, upon the said land, for the opening of the school year 1914-1915, a Catholic Commercial Academy approved by the Bishop of the Diocese, and to maintain the same for ever; 2. The donation *inter vivos* of the usufruct of that part of the old Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, by "L'Œuvre et Fabrique" of the parish of Saint Pie to the School Commissioners of the municipality of the village of Saint Pie, by deed executed before G. D. Morin, Esq., notary of Saint Pie, on the 22nd April, 1913, under the number 1034 of the minutes of the repertory of the said notary, and registered at the registry office of the county of Bagot.

WILFRID CHICOINE,
Attorney for the Petitioners.

Saint-Hyacinthe, 9th November, 1914. 5556

---

NOTICE.

Notice is hereby given that Dame Philomène Labrecque, in religion Sister Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, in religion, Sister Marie

Marie-Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, en religion Sœur Henri Dominique; Dame Anna Blais, en religion Sœur Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, en religion Sœur Marie du Saint-Sacrement; Dame Marie Millet, en religion Sœur Saint-Jean de Gercum; et Dame Geneviève Trottier, en religion Sœur Marie de la Nativité, toutes présentement de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi les incorporant en leur donnant les pouvoirs ordinaires d'incorporation sous le nom de les "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs.

Québec, 29 octobre 1914. 5597–4

---

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour demander: 1. afin de mieux assurer la retraite des professeurs à son emploi, que le pouvoir lui soit donné de contribuer aux fonds de pension des instituteurs et institutrices, d'augmenter si possible le montant de leur retraite ou de leur payer des annuités et de faire tout règlement à ce sujet; 2. l'autorisation d'émettre des bons ou effets à courte échéance; 3. l'autorisation de vendre de gré à gré à la cité de Montréal partie d'un emplacement d'école lui appartenant, situé sur les rues Saint-André et Saint-Christophe et la confirmation de l'entente intervenue entre la cité de Montréal et la Commission au sujet de la cession de cette partie de terrain et de plus l'autorisation de vendre de gré à gré, à qui que ce soit, le reste de cet emplacement d'école ou toute partie d'icelui.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.

5599–4

---

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi amendant sa charte pour permettre à la cité d'imposer un taux de taxation sur les terrains different de celui imposé sur les édifices et de prélever une partie du revenu requis par la cité par des impositions sur terrains et partie par des impositions sur édifices et d'exempter le gérant-général, le secrétaire-trésorier, l'ingénieur de la cité et autres officiers municipaux du service de jurys.

MACLENNAN & WELDON.
Procureurs de la cité de Westmount.

Montréal, 25 novembre 1914. 5993–2

---

Avis public est par le présent donné, que la cité de Lachine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour faire amender sa charte la loi 9 Ed. VII, Chap. 86 aux fins de:

1. Changer les qualifications requises pour exercer les charges municipales;

2. Prolonger le terme des charges de maire et d'échevin, en réduire le nombre et changer le mode d'élection;

3. Modifier et changer les dispositions concernant les estimateurs, la saisie et la vente des immeubles pour taxes; l'imposition et le paiement des droits annuels et taxes d'affaires; les expropriations pour l'élargissement, le redressement et le prolongement des rues; pour faire ces expropriations en vertu de la loi des chemins de fer; les finances municipales; le placement et l'administration du fond d'amortissement.

4. Régulariser et ratifier les dépenses encourues par la cité à raison de l'état de guerre actuel.

Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, in religion, Sister Henri Dominique; Dame Anna Blais, in religion, Sister Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, in religion, Sister Marie du Saint Sacrement; Dame Marie Millet, in religion Sister Saint Jean de Gercum; Dame Geneviève Trottier, in religion Sister Marie de la Nativité; all presently of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session and ask a bill incorporating them and giving them the ordinary powers of incorporate bodies under the name of the "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys.

Quebec, 29th October, 1914. 5598

---

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature, at its next session: 1. for authority to ensure more fully the superannuation of the teachers in its employ, to contribute to the pension fund for teachers, to increase if possible the amount of their pension, or to pay them annuities, and to make all necessary rules to this effect; 2. for authority to issue short-term notes; 3. for authority to sell, by mutual agreement, to the city of Montreal part of a school site belonging to the board, situated on Saint Andrews and Saint Christophe streets, and the ratification of the understanding made between the city of Montreal and said board regarding the cession of that part of the land, moreover, for authority to sell, by mutual agreement, to any one whosoever, the remainder of this school lot, or any other part of the same.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.

5600

---

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to amend its charter to enable the city to impose a different rate of taxation on land from that imposed on buildings and to raise part of the revenue required by the city from assessments on lands and part from assessments on buildings and to exempt the general manager, secretary treasurer, city engineer and other municipal officers from service as jurors.

MACLENNAN & WELDON,
Solicitors for city of Westmount.

Montreal, 25th November, 1914. 5994

---

Public notice is hereby given that the city of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof for an Act amending its charter, the Act 9 Ed. VII, chap. 86, as follows:

1. Changing the qualifications required for holding municipal offices.

2. Extending the term of office of the mayor and aldermen, reducing their number and changing the mode of their election.

3. Modifying and changing the provisions respecting the valuators; the seizure and sale of immoveables for taxes; the imposition and payment of annual fees and business taxes; the expropriations for the widening, straightening, lengthening of streets, so as to make such expropriations in virtue of the Railway Act; municipal finances; the placing and management of sinking fund.

4. Regularizing and ratifying the expenses incurred on account of the present state of was

5. Limiter et réduire le nombre des licences d'hôtels et restaurants licenciés, d'établissements d'embouteilleurs, et de magasins de liqueur de détail.

6. Déterminer le mode de vente des terrains appartenant à la cité.

7. Faire déclarer biens imposables les tuyaux à gaz, conduits souterrains et lignes de téléphone, télégraphe et de transmission de pourvoir installés sous ou sur les rues et places publiques ou propriétés privées.

8. Obtenir les pouvoirs: de construire maintenir, et exploiter des glacières et des usines à gaz municipales; de construire des conduits souterrains pour les services d'utilités publics municipaux et ceux des autres personnes ou compagnies exploitant ces services dans la cité; de forcer ces personnes ou compagnies à se servir de ces conduits en payant un loyer et faire enlever les poteaux et fils aériens leur appartenant et située sur les rues ou ces conduits sont installés; et pour autres fins municipales.

A. S. PELLETIER,
Avocat de la cité de Lachine.

Lachine, 26 novembre 1914. 5915-2

5. Limiting and reducing the number of hotel licenses, licensed restaurants, bottlers establishments and retail liquor stores.

6. Determining the mode of the sale of lands belonging to the city.

7. Declaring taxable property the gaz pipes, underground conduits and telephone, telegraph and power transmission lines installed under or upon the streets and public places, or private property.

8. Obtaining the power: to construct, maintain and exploit ice houses and municipal gas works; to construct underground conduits for municipal public utilities or public utilities belonging to other persons or companies and exploited by them within the city to oblige such persons or companies to utilize such conduits by paying rent therefor and to take down the posts and overhead wires belonging to them and situated in the streets wherein such conduits are installed; and for other municipal purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney of the city of Lachine.

Lachine, 26th November, 1914. 5916

## Avis Divers

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2302.

Dame Agnes Brosseau, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lionel Lacroix, agent-manufacturier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué, contre son dit mari, une action en séparation de biens d'avec lui.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,
Procureurs de Dame A. Brosseau.

Montréal, 23 novembre 1914. 6007

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3134.

Dame Mary Crawford Cook, des cité et district de Montréal, épouse d'Alexandre Innes Mearns, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Alexander Innes Mearns, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre 1914.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 18 novembre 1914. 5835-2

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 695.

Dame Annie Hershkovitz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Lax, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Moses Lax, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause, le 14 octobre 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la Demanderesse.

Montréal. 20 novembre. 1914. 5873-2

## Miscellaneous Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec
District of Montreal.
No. 2302.

Dame Agnes Brosseau, of the city of Westmount, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Lionel Lacroix, manufacturer-agent, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to property.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,
Attorneys for Dame A. Brosseau.

Montreal, 23rd November, 1914. 6008

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3134.

Dame Mary Crawford Cook, of the city and district of Montreal, wife of Alexander Innes Mearns, of the same place, contractor, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs The said Alexander Innes Mearns, Defendant.

An action in separation as to property was entered in this cause on the 14th day of November instant.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 18th November, 1914. 5836

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 695.

Dame Annie Hershkovitz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Lax, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff:

vs

The said Moses Lax, of the same place,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein on October, 14th, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 20th November. 1914. 5874

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*
No 2014.

Henriette Métivier, épouse commune en biens de J. Léon Gosselin, commerçant, de la paroisse de Saint-Côme, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph Beauce, 21 novembre 1914. 5891-2

*Cour Supérieure*
Province de Québec,
District de Sainte Hyacinthe,
No 230.

Dame Léa Gagnon, épouse commune en biens de Edmond Bousquet, forgeron, de la paroisse de Laprésentation, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

FONTAINE & CHAGNON,
Avocats de la demanderesse.
Saint Hyacinthe, 6 novembre, 1914. 5911-2

*Cour Supérieure.*
Province de Québec,
District de Montréal,
No 2876.

Dame Eugénie Champagne, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Antoine Campeau, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;
vs
Antoine Campeau, plombier, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 30ième jour d'octobre 1914.

CAMILLE TESSIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 novembre 1914. 5709-3

*Cour Supérieure.*
Province de Québec,
District de Montréal,
No 2007.

Dame Martha Delorme, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Beauregard, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par cette cour aux fins des présentes, Demanderesse;
vs
Le dit Wilfrid Beauregard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13ième jour de novembre 1914.

BROSSARD & PEPIN,
Procureurs de la demanderesse.

Vraie copie,
Brossard & Pepin,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 novembre 1914. 5713-3

Canada. Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 998. DameCélina Thibodeau, de la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, épouse de Télesphore Lemay, commerçant de la dite ville de Mégantic, commune en biens avec son dit époux, dûment aurorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Télesphore Lemay, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 novembre 1914. 5745-3

*Superior Court.—District of Beauce.*
No. 2014.

Henriette Métivier, wife common as to property of J. Leon Gosselin, trader, of the parish of Saint Come, District of Beauce, has, this da . instituted an action for separation as to propertyy

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Joseph, 21st November, 1914. 5892

*Superior Court.*
Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe,
No. 230.

Dame Lea Gagnon, wife common as to property of Edmond Bousquet, blacksmith, of the parish of Lapresentation, district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Hyacinthe, 6th November, 1914. 5912

*Superior Court.*
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2876.

Dame Eugénie Champagne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Antoine Campeau, plumber, of the same place, duly authorized to this presents,
Plaintiff;
vs.
Antoine Campeau, plumber, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, against the defendant, on the 30th day of October, 1914.

CAMILLE TESSIER,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 12th November, 1914. 5710

*Superior Court.*
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2007.

Dame Martha Delorme, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Beauregard, merchant, of the same place, and duly authorized by this honourable court for the purposes herein,
Plaintiff;
vs.
The said Wilfrid Beauregard, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 13th day of November, 1914,

BROSSARD & PEPIN,
Attorneys for Plaintiff.

True copy.
Brossard & Pepin,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 16th November, 1914. 5714

Canada. Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. No. 998. Dame Célina Thibodeau, of the town of Mégantic, in the district of Saint Francis, wife of Télesphore Lemay, trader of the said town of Mégantic, common as to property with her said husband, duly authorized to *ester en justice* for the ends hereof, plaintiff; vs ths said Télesphore Lemay, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 16th November, 1914 . 5746

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
No 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, épouse commune en biens de William Henry, marchand, de Bonaventure-est, dans la paroisse de Saint-Bonaventure de Hamilton, dans les dits comté et district, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit William Henry, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le deux novembre 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Procureur de la demanderesse.

New-Carlisle, 9 novembre 1914. 5551-4

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 3756.

Mary H. McArthur, de la cité et du district de Montréal, épouse de David Jérôme Spence, du même lieu dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

David Jérôme Spence, du même lieu, architecte,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

GEORGE L. ALEXANDER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1914. 5553-4

---

*Cour Supérieure.*

District de Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Maxime Forget dit Despathies, tailleur de pierre du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens, portant le No 6981 des dossiers de cette cour.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.

Joliette, 4 novembre 1914. 5519-4

---

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.—No 355.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par Violet Cox, du canton d'Inverness, dit district, contre son époux, Robert Raycraft, cultivateur et commerçant, du même lieu, la dite Violet Cox, duement autorisée à ester en justice.—Arthabaska, ce 14 octobre 1914.—METHOT & GIROUARD, procureurs de la demanderesse. 5305-5

---

Cour Supérieure.—Saint-François.—No 963.—Aurélie Mofette, épouse commune en biens de Arthur Hamel, marchand, de Sainte-Claude, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux. Sherbrooke, 29 octobre 1914.

LIONEL FOREST, Procureur de la demanderesse. 5339-5

---

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

No 1978.

Odélie Nolet, épouse commune en biens de Eugène Nadeau, commerçant de la paroisse de Saint-Camille, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, 30 octobre 1914. 5351-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Gaspe,
County of Bonaventure,
No. 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, wife common as to property of William Henry, merchant, of Bonaventure east, in the parish of Saint Bonaventure of Hamilton, in the said county and district, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;

vs.

The said William Henry, Defendant.

An action for separation as to property, has been instituted in this case the second day of November, 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Attorney for Plaintiff.

New Carlisle, 9th November, 1914. 5552

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3756.

Mary H. McArthur, of the city and district of Montreal, wife of David Jerome Spence, of the same place, duly authorized a ester en justice.
Plaintiff;

vs.

David Jerome Spence, of the same place, architect. Defendant.

An action in separation of property has this day been indtituted against the defendant.

GEORGE L. ALEXANDER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 7th November, 1914. 5554

---

*Superior Court.*

District of Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, of the town ond district of Joliette, wife common as to property of Maxime Forget dit Despathies, stone cutter, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, said action bearing the number No. 6981 of the records of this court.

TELLIER & LADOUCUER,
Advocates and attorneys for the plaintiff.

Joliette, 4th November, 1914. 5520

---

Superior Court.—District of Arthabaska.—No. 355.—An action in separation as to property has been instituted this day, by Violet Cox, of the township of Inverness, in said district, against her husband, Robert Raycraft, trader and farmer, of the same place, the said Violet Cox, duly authorized à ester en justice.—Arthabaska, this 14th October, 1914.—METHOT & GIROUARD, attorneys for plaintiff. 5306

---

Superior Court.—Saint Francis.—No. 963.—Dame Aurélie Mofette, wife common as to property of Arthur Hamel, of Sainte Claude, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Sherbrooke, 29th October, 1914.

LIONEL FOREST, Attorney for Plaintiff. 5340

---

*Superior Court.—District of Beauce.*

No. 1978.

Odélie Nolet, wife common as to property of Eugène Nadeau, trader, of parish of Saint Camille, district of Beauce, has, this day, instituted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Joseph, 30th October, 1914. 5352

Cour supérieure, Beauce, No 1974. Zélia Pomerleau, épouse commune en biens de Ludger Bilodeau, charron, de Sainte-Marie de Beauce, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 28 octobre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1914. 5403–5

---

*Cour Supérieure.*

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 141.

Dame Joséphine Trudel, de Québec, épouse de François Plante, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

François Plante, de Sant-Pierre, Isle d'Orléans, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Procs. demanderesse.

Québec, 3 novembre 1914. 5385–5

---

Dame Clarina Dauteuil a, le 24 octobre, 1914, poursuivi son époux Charles Veilleux, ci-devant de Saint-Clément, Témiscouata, en séparation de biens.

LEON PARADIS,
Procureur de la demanderesse.

5617–4

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Benjamin Nathanson, marchand, du même lieu, et dûment autorisée par cette honorable cour, aux fins des présentes, Demanderesse;

vs

Le dit Benjamin Nathanson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 novembre 1914.

I. POPLIGER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 novembre 1914. 5787–3

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, du canton Dunham, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Philéas Pariseau, du même lieu, hôtelier et commerçant, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Philéas Pariseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de novembre 1914.

C. A. NUTTING,
Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 11 novembre 1914. 5785–3

---

Cour Supérieure. Arthabaska. No 404. Delphine Hélie, épouse commune en biens de Gédéon Houle, forgeron, de Victoriaville, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 24 novembre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 25 novembre 1914. 5987–2

---

Superior Court, Beauce, No. 1974. Zelia Pomerleau, wife common as to property of Ludger Bilodeau, wheel-wright, of Sainte-Marie, has nstituted an action in separation as to property against her husband, on the 28th October, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce 4th November, 1914. 5404,

---

*Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 141.

Dame Joséphine Trudel, of Quebec, wife of François Plante, duly authorized, Plaintiff;

vs.

François Plante, of Saint Peter of the Island of Orleans, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case, this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Plaintiff's Attorneys.

Quebec, 3rd November, 1914. 5386

---

Dame Clarina Dauteuil has, on the 24th October, 1914, instituted against her husband, Charles Veilleux, heretofore of Saint Clement, Temiscouata, an action for separation as to property.

LEON PARADIS,
Attorney for the Plaintiff.

5618

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benjamin Nathanson, merchant, of the same place, and duly authorized by this honourable court, for the purposes therein, Plaintiff;

vs.

The said Benjamin Nathanson, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on 11th November, 1914.

I. POPLIGER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 18th November, 1914. 5788

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, of the township of Dunham, in the district of Bedford, wife common as to property of Philias Pariseau, of the same place, hotelkeeper and trader, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs.

The said Philias Pariseau, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause, on the 11th day of November, 1914.

C. A. NUTTING,
Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 11th November, 1914. 5786

---

Superior Court. Arthabaska. No. 404. Delphine Hélie, wife common as to property of Gédéon Houle, blacksmith, of Victoriaville, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 24th November, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for Plaintiff.

Arthabaska, 25th November, 1914. 5988

## Avis de Faillites

*District de Québec.*

William John Lemesurier, de la cité de Québec, et y faisant affaires sous la raison sociale de "J. Lemesurier & Sons", a, le 19ième jour de novembre 1914, fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 27 novembre 1914. 6067

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
*In re* "Palace Bowling Alleys, Montréal",
Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 30 novembre 1914, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont priées de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

ALEXANDER BURNETT,
Curateur.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 30 novembre 1914. 6069

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Rimouski,
No 5087.
*In re* Moise Habib, Matane, Que., Failli,

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 27 novembre, 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du sus-dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être déposées à nos bureaux dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est,
Montréal, 30 novembre, 1914. 6115

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Joliette,
No 6995.
*In re* Michel Salhani & Assad Salhani "Salhani Cousins", l'Epiphanie, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 25 novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des sus-dits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être déposées à nos bureaux dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 Rue Notre Dame Est.
Montréal, 27 novembre, 1914. 6117

## Bankrupt Notices

*District of Quebec.*

William John Lemesurier of Quebec, and doing business under the name of "J. Lemesurier & Sons", has, on the 19th day of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101, Saint Peter street.
Quebec, 27th November, 1914. 6068

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
*In re* Palace Bowling Alleys, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th day of November, 1914, I was appointed curator, to the estate of said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to fyle same, duly attested under oath within thirty days from this date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 30th November, 1914. 6070

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Rimouski,
No. 5087.
*In re* Moise Habib, Matane, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 27th day of November, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named insolvent.

Sworn claims must be fyled at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame Street East.
Montreal, 30th November, 1914. 6116

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 6995.
*In re* Michel Salhani & Assad Salhani, "Salhani Cousins", L'Epiphanie, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court of the District of Joliette rendered the 25th day of November, 1914, the undersigned have been appointed Curators to the above named Insolvent Estate.

Sworn claims must be fyled at our office within 30 days from date..

J. C. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame Street East.
Montreal, 27th November, 1914. 6118

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.

*In re* "Klassy Boot Shop", 45 Sainte-Catherine, Ouest, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 1er décembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont priées de les produire, attestées sous serment, dans les 30 jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROCHLRS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 1er décembre, 1914. 6121

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 80-A-429.

*In re* Joseph Abraham Théberge, Failli.

Je, soussigné, comptable de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Beaudin, le trentième jour du mois de novembre 1914.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, s'il ne l'ont pas encore fait, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 1er décembre 1914. 6107

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.

G. M. Mackenzie, marchand, de Montréal, Failli.

Le sus-dit failli a fait un abandon de ses biens, le 23 novembre 1914, et j'ai été nommé gardien provisoire.

H. HAWLEY,

Montréal, 28 novembre 1914. 6057

---

*Cour supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 79-A-428.

*In re* Simon Miller, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le sus-dit failli, le 23 novembre 1914, a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, 25 novembre 1914. 6027

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.

*In re* Moses L. Morris, des cité et district de Montréal, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 19 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jour de la date de cet avis.

GORDON FINLAYSON,
Curator.

360, rue Notre-Dame ouest, Montréal. 6023

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.

*In re* Klassy Boot Shop, 45 Sainte Catherine, West, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 1st day of December, 1914, we were appointed Joint Curators to the estate of said Insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 1st December, 1914. 6122

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 80-A-429.

*In re* Joseph Abraham Théberge, Insolvent.

I, the undersigned accountant of the city of Montreal, have been duly appointed curator, to above named insolvent estate by honorable judge Beaudin, on the thirtieth day of November, 1914.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my offices, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Montreal, 1st December, 1914. 6108

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.

G. M. Mackenzie, merchant, of Montreal, Insolvent.

The insolvent has made an abandonment of his property on the 23rd day of November, 1914, and I have been appointed provisional guardian.

H. HAWLEY,

Montreal, 28th November, 1914. 6058

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 79-A-428.

*In re* Simon Miller, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this 23rd day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. Prov. Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street. east.
Montreal, 35th November, 1914. 6028

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.

*In re* Moses L. Morris, of the city and district of Montreal, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, of date the 19th November, 1914, I was appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be fyled with me within thirty days from the date of this notice.

GORDON FINLAYSON,
Curator.

360, Notre Dame street, west, Montreal, 6024

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 54-A-402.

*In re* A. D. Cohen & A. B. Haranovitch "Syndicat Saint-Paul", Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 25 novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des sus-dits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être déposées à nos bureaux dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, 25 novembre 1914. 6025

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District of Montreal.
No 85-a-433.

*In re* Alex Kutzman & I. Rosen "Kutzman & Rosen", Montreal, Faillis.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont fait, le 25 novembre 1914, un abandon, judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leur créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. gardien provisoire.

Duhamel Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, 27 novembre 1914. 6061

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 388.

*In re* Maxime Villeneuve, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 24 novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du sus-dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre Dame Ouest.
Montréal, 26 novembre 1914. 6083

*Cour Supérieure.*

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 731.

*Re* Wilfrid Cantin, épicier de Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que vendredi le 27ième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs, aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable, sont requises de les produire entre les mains des soussignés dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion,
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 27 novembre 1914. 6029

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 54-A-402.

*In re* A. D. Cohen & A. B. Haranovitch, "Syndicat Saint-Paul", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this 25th day of November, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvents.

Sworn claims must be fyled at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street, east.
Montreal, 25th November, 1914. 6026

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 85-a-433.

*In re* Alex Kutzman & I. Rosen, "Kutzman & Rosen", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 25th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. Provisional Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street East.
Montreal, 27th November 1914. 6062

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 388.

*In re* Maxime Villeneuve, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 24th day of November, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named insolvent.

Sworn claims must be fyled at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 Notre Dame street east.
Montreal, 26th November, 1914. 6084

*Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 731.

*Re* Wilfrid Cantin, grocer of Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 27th day of November, 1914, we have been appointed curators to the said estate.

All parties having claims against the sais insolvent, are requested to fyle same duly attested under oath, in the hands of the undersigned, within 30 days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: Dominion Building,
126 Saint Peter street.
Quebec, 27th November, 1914. 6030

-7 DEC 1914

*Cour Supérieure.*

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 201.

John M. Garland & Sons, Demandeurs.

E. C. McKelvy, de Magog, comté de Stanstead, marchand, a le 21 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le benéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

MOISE ALLAIRE,
Gardien provisoire.

Bureau: 87 rue Wellington,
Sherbrooke, 27 novembre, 1914. 6055

---

Avis est par le présent donné que Napoléon Hébert, de Thetford Mines, marchand, à, le 26 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 27 novembre 1914. 6033

---

*Cour Supérieure.* District de Saint-François. No 203. *In re* Barommée Roux, du canton de Chesham, district de Saint-François, Failli. Avis est par le présent donné que le dit faili a fait ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-François.

J. A. COURVILLE,
Gardien provisoire.

Bureau de J. A. Courville,
Lac Mégantic, P. Q., 26 novembre 1914.
6031

---

*In re* Joseph Paquin, marchand de meubles, Hull, P. Q.,

Avis est par le présent donné que le dit Joseph Paquin a fait, ce jour cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Les réclamations assermenté s doivent m'être envoyées dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,
Gardien provisoire.

Hull, 27 novembre 1914. 6037

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Joliette.

*In re* "The Rawdon Lumber Co. Ltd. Rawdon., Qué., En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 29 décembre 1914. Toute contestation de tel dividende doit être déposé entre mes mains avant la date sus-mentionn´e.

GEO. H. THIBAULT,
Liquidateur.
The Rawdon Lumber Co. Ltd.
En liquidation.

Batisse Transportation,
Chambre 601,
120 rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 nov.mbre 1914. 6059

---

*In re* Daniel Picher, de Québec, bijoutier.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure, pour le district de Québec, en date du 26 novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de



*Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint-Francis.
No. 201.

John M. Garland & Sons, Plaintiffs.

E. C. McKelvy, of Magog County of Stanstead merchant, has, on the 21st November, 1914 made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis, according to law.

MOISE ALLAIRE,
Provisional Guardian.

Office 87 Wellington St.
Sherbrooke, 27th November, 1914. 6056

---

Notice is hereby given that Napoléon Hébert, of Thetford Mines, merchant, has, on 26th November, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 27th November, 1914. 6034

---

*Superior Court.* District of Saint Francis. No. 203. *In re* Barommée Roux, of the township of Chesham, district of Saint Francis, Insolvent. Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office, of the district of Saint Francis.

J. A. COURVILLE,
Provisional Guardian.

Office of J. A. Courville.
Lake Mégantic, P. Q., 26th November, 1914.
6032

---

*In se* Joseph Paquin, furniture dealer, Hull, P. Q.

Notice is hereby given that said Joseph Paquin has made, to-day, a judicial assignment for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Provisional Guardian.

Hull, 27th November, 1914. 6038

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Joliette.

*In re* The Rawdon Lumber Co., Ltd, Rawdon, Que., In Liquidation.

A first and final sheet has been prepare which will be payable at my office, on or after the 29th December, 1914. Any contestation of such dividend must be filed with me before the aforesaid date.

GEO. E. THIBAULT,
Liquidator.
The Rawdon Lumber Co., Ltd.
In Liquidation.

Transportation Building.
Room 601.
120 Sain James St.
Montreal, 26th November, 1914. 6060

---

*In re* Daniel Picher, of Quebec, jeweller,

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court, for the district of Quebec, dated 26th November, 1914, the undersigned have been appointed curators.

The creditors of the said insolvent are requested

7 DEC 1914

nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 novembre 1914. 6035

to fyle us their claims duly sworn to within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th November, 1914. 6036

## Avis

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, dans le comté de Nicolet dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 44 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de $36,200.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de novembre mil neuf cent quatorze.

ADOLPHE BERGERON,
Président.

J. A. JUTRAS,
Secrétaire. 6039

Avis public est par le présent donné que les syndics de la compagnie de cimetière "Woodside" de Beebe Plains, dans le comté de Stanstead, P.Q., demanderont à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, de la constituer en corporation en vertu des prescriptions de la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire.
Pour les pétitionnaires.

Stanstead Plain, P. Q., 20 octobre 1914. 5065-6

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, cultivateurs et Dougald Stewart, charpentier, tous du canton Dundee, comté d'Huntingdon, dit district, pour la ratification d'un certain acte de donation en leur faveur passé devant J. A. Cameron, écuier, notaire, le quinze janvier 1912, en leur qualité de pétitionnaires pour l'incorporation de "Isle of Skye Cemetery Company", avec son bureau principal dans le dit canton Dundee, d'un certain lot de terre décrit dans le dit acte pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs des Pétitionnaires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 octobre 1914. 4937 6

## Ordre de Cour

*Dans la Cour de circuit du district de Montréal.*
Province de Québec,
District de Montréal.
No 17244.

Star Whitewear Coy., Demandeur; vs R. Ness, Défendeur, & Morris Long, opposant afin de conserver.

## Notice

Notice is hereby given that "la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte Brigitte des Saults, in the county of Nicolet, in the Province of Quebec, has complied with the provision Article 6889 of Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and that 44 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of $36.200.00.

Given pursuant to the Article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty fourth day of November, one thousand nine hundred and fourteen.

ADOLPHE BERGERON,
President.

J. A. JUTRAS,
Secretaire. 6040

Public notice is hereby given that the trustees of the Woodside Cemetery Company of Beebe Plain, in the county of Stanstead, P. Q., will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the provisions of the cemeteries act.

CHAS. M. THOMAS,
Notary Public,
For the petitioners.

Stanstead Plain, P. Q., 20th October, 1914. 5066

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in council, by Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, farmers, and Dougald Stewart, carpenter, all of the township of Dundee, county of Huntingdon, said district, for the confirmation of a certain deed of donation executed before J. A. Cameron, esq., N. P., on 15th January, 1912, to themselves, as applicants for the incorporation of Isle of Skye Cemetery Company, with head office in said township of Dundee, of a certain lot of land described in said deed, to be held, owned and used as a cemetery forever.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Applicants.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th October, 1914. 4938

## Order of the Court

*In the Circuit Court of the District of Montreal.*
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 17244.

Star Whitewear Coy., Plaintiff; vs, R. Ness, Defendant & Morris Long, Opponent afin de conserver.

Il est ordonné au créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les 15 jours de la première insertion du présent avis.

L. DUGAS,
Député Greffier de la dite Cour.

BENJ. BENOIT,
Avocat de l'opposant afin de conserver.

Montréal, 27 novembre, 1914. 6041

Order is hereby given to the creditors of the Defendant to produce their claims under 15 days of the first insertion of the present notice.

L. DUGAS,
Deputy Clerk of the said Court.

BENJ. BENOIT,
Attorney for opponent afin de conserver.

Montreal, 27th November, 1914. 6042

## Licitation

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure diégeant dans le district de Montréal, le vingt-trois novembre 1914, dans une cause dans laquelle Dame Antoinette Lacas épouse contractuellement séparée quant aux biens de Raoul Saint-Jacques, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est demanderesse, et Mathilde Labelle, épouse de Israel Forget et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Mélina Labelle, épouse de Jean-Baptiste Dépatie, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Marie-Louise Labelle épouse de François Boucher, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Joseph Alary, Marie Alary épouse de Thomas Chartrand, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes et Alphonse Alary, de Saint-Janvier, district de Terrebonne, Urgèle Lacas de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, Honorius Lacas, Henri Lacas, Cécilia Lacas épouse de Hermas Ladouveur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Joseph Lacas, Marie-Louise Lacas épouse de Rodrique Blair, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Hélène Lacas épouse de Hormidas Prud'homme, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, des cité et district de Montréal, Georgianna Lacas épouse de Louis Champagne, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de Saint Janvier, district de Terrebonne, François Lacas, des cité et district de Montréal, Napoléon Robitaille, Osias Robitaille, Anna Robitaille épouse de Alphonse Desjardins, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Amanda Robitaille épouse de Edmond Groulx, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de Saint-Laurent, district de Montréal et Pascal Desjardins en sa qualité de curateur nommé à Honoré Desjardins interdit, pour démence, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

"La partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro soixante, sur les plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga (part. S. E. de 60) avec les bâtisses y érigées, contenant la dite partie de lot environ dix-huit pieds, mesure anglaise, de front, sur toute la profondeur du dit lot, plus ou moins : bornée en front par la rue Cadieux, en arrière par partie sud-est du lot numéro soixante-un sur le même plan, du côté sud-est par le numéro soixante-quatre, sur le même plan et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro soixante sur le susdit plan, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans le passage de sept pieds de large existant au côté nord-ouest du terrain sus-vendu et formant partie du dit lot numéro

## Licitation

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-third day of November 1914, in a cause in which Dame Antoinette Lacas, wife separate as to property of Raoul Saint Jacques, of the city and district of Montreal, and the said Raoul Saint-Jacques for authorize his said wife is plaintiff, and Mathilde Labelle, wife of Israel Forget, and the said Israel Forget for authorize his said wife, Mélina Labelle, wife of Jean-Baptiste Dépatie, and the said Jean-Baptiste Dépatie for authorize his said wife, Marie-Louise Labelle, wife of François Boucher, and the said François Boucher for authorize his said wife, both of the city and district of Montreal, Joseph Alary, Marie Alary wife of Thomas Chartrand, and the said Thomas Chartrand for authorize his said wife and Alphonse Alary, of Saint-Janvier, district of Terrebonne, Urgèle Lacas of Saint Scholastique, district of Terrebonne, Honorius Lacas, Henri Lacas, Cecilia Lacas wife of Hermas Ladouceur, and the said Hermas Ladouceur for authorize his said wife, Joseph Lacas, Marie-Louise Lacas wife of Rodrigue Blair, and the said Rodrigue Blair for authorize his said wife, Helene Lacas wife of Hormidas Prud'homme, and the said Hormidas Prud'homme for authorize his said wife, of the city and district of Montreal, Georgianna Lacas wife of Louis Champagne, and the said Louis Champagne for authorize his said wife, of Saint Janvier, district of Terrebonne, François Lacas, of the city and district of Montreal, Napoleon Robitaille, Osias Robitaille, Anna Robitaille, wife of Alphonse Desjardins, and the said Alphonse Desjardins for authorize his said wife, Amanda Robitaille, wife of Edmond Groulx, and the said Edmond Groulx for authorize his said wife, of Saint Laurent, district of Montreal, and Pascal Desjardins, in his quality as curator to Honoré Desjardins interdicted for insanity, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable property as follows, to wit:

"The part South-East of lot known and designated as number sixty, on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga (part. S. E. 60) with the buildings thereon erected, containing, the said part of lot, about eighteen feet, english measure, in front, on all the depth of the said lot, more or less : bounded in front by Cadieux Street, in rear by part South East of lot number sixty-one, on the said official plan, on the South-East side by lot number sixty-four, of the said official plan, and on the North West side by remaining part of said lot number sixty of the said official plan, with the right of way in common with others having right of use therein in the passage of seven feet wide existing on North-West side of said lot and forming part of said

soixante, lequel passage se trouve couvert par une partie de la maison appartenant au dit William Watson O'Gilvie dans la ligne nord-ouest du terrain présentement vendu, le dit droit de passage prendra à la frontière de la dite rue Cadieux et se continuera jusqu'à une profondeur de cinquante-cinq pieds, mesure anglaise".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice à Montréal, chambre No 31; sujet aux charges ,clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour. fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 23 novembre, 1914. 5957–2

lot number sixty, which passage is cover by part of the house belonging at Mr. William Watson O'Gilvie on the north-west line of lot presently sold, the said right of way will take at the frontier of the said Cadieux Street and will continued to a depth of fifty-five feet, english measure.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjuged to the highest and last bidder, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1914, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon sitting the court, in room No. 31, on the Court house of the city of Montreal; subject to the conditions of the judgment herein authorizing the sale, and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court; and the opposition to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication and being the parties in default of fyling said opposition in the delay mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 23rd November, 1914. 5958

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIÈRI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabask a.*

Arthabaska à savoir: No 79. } LA BANQUE DE MONTREAL, Demanderesse; contre HENRY CANTIN ET JEFFREY Cantin, en leur qualité d'héritiers et d'exécuteurs testamentaires de feu Etienne Cantin, Défendeurs.

1. Un emplacement étant la juste moitié nord-est en largeur sur la profondeur de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick sous le numéro soixante-onze (½N. E. 71)—avec bâtisses dessus construites. Sujet à la jouissance et l'usufruit de sa veuve Dame Eliza Roy, sa vie durante, et aussi longtemps qu'elle demeurera en état de veuvage, le tout tel que mentionné dans l'acte passé devant Chs. R. Garneau, notaire, le onzième jour de février 1911, enrégistré le 14ième jour de février 1911, à Arthabaska, sous le numéro 48731.

2. Un emplacement de quatre-vingt-deux pieds et demi de largeur sur une profondeur d'environ cent cinquante-six pieds; borné en front à la rue Saint-Médard, au nord-est à Oséa Lallier, au sud-ouest à Raphael Hamel et au nord-ouest à Alexandre Dusseault et à Alphonse C. Letarte, faisant partie des immeubles connus et désignés au cadastre officiel du canton de Warwick, sous les numéros cent quarante-cinq (P. 145) et cent cinquante-six (P. 156)—avec bâtisses dessus construites.

3. Un terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro deux cent neuf (209) à distraire les emplacements de Henry Cantin et de Alphonse Kirouac suivant les titres: ec terrain contient environ six acres en superficie et est vacant.

## Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: No. 79. } THE BANK OF MONTREAL, Plaintiff; against HENRY CANTIN AND JEFFREY CANTIN, in their quality as beneficiary heirs and executors under the last will and testament of the late Etienne Cantin, Defendants.

1. An emplacement being the just north east half in width on the depth of the immoveable known and described on the official cadastre for the township of Warwick under number seventy-one (½N. E. 71)—with the buildings thereon erected. Subject to the use and usufruct of his widow Dame Eliza Roy, during her lifetime, and solong as she remain in widowhood, the whole as set forth in the deed made before Chs. R. Garneau, N. P., on the 11th day of February, 1911, registered on the 14th day of February, 1911, at Arthabaska, under number 48731.

2. An emplacement of eighty two feet and a half in width by a depth of about one hundred and fifty six feet; bounded in front by Saint Medard street, north easterly by Oséa Lallier, south westerly by Raphael Hamel and north westerly by Alexandre Dusseault and Alphonse C. Letarte, being part of the immoveables known and described on official cadastre, for the township of Warwick, under numbers one hundred and forty five and one hundred and fifty six (p. 145 and p. 156)—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land known and described on official cadastre for the township of Warwick under number two hundred and nine (209) save and except the emplacement or Henry Cantin and Alphonse Kirouac according to deeds: this piece of land contains about six acres in superficies and has a vacant area.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 novembre 1914. 6075
[Première publication, 5 décembre 1914].

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } NAPOLEON GOU-
No 240. } LET, Demandeur; contre PIERRE LS. LEFEBVRE, Défendeur, ET DAME HERMELINE ALLARD ET VIR, Tiers-saisie.

Comme appartenant à la Tiers-saisie:

Un emplacement faisant partie du (No 325) numéro trois cent vingt-cinq, du plan officiel du cadastre du canton de Bulstrode contenant trois arpents de profondeur, par un arpent de largeur; borné en front à la ligne du Grand Tronc et Joseph Duhaime, en profondeur, à Alphonse Houle, à l'est à Dame Mélanie Gaudette Cadieux, à l'ouest à J. N. Blanchette, avec un chemin privé longeant la ligne de Alphonse Houle de seize pieds de largeur et aboutissant à la route Hodges— avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérf.
Arthabaska, 28 novembre 1914. 6073
[Première publication, 5 décembre 1914].

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } LOUIS COTE, De-
No 173. } mandeur ; contre HONORE MORIN, Défendeur et Johnny Labarre, Tiers-saisi.

Comme appartenant au tiers-saisi.

Un terrain connu comme étant le numéro deux cent vingt-six (226) du cadastre officiel de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière de six piastres par année ainsi qu'à la réserve de toutes mines et droits de mines en faveur de qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1914, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 11 novembre 1914. 5643-2
[Première publication, 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } PIERRE BEAULIEU,
No 248. } Demandeur; contre J.-BTE BELLEFEUILLE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un emplacement situé dans le village de Princeville, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, contenant quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; borné en front à la rue, derrière et au nord de l'emplacement ci-dessus décrit, et de l'autre côté au sud, à Napoléon Rheault—avec une maison et autre bâtisses y érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Princeville, sous le numéro quarante-sept.

2. Cette autre partie de terrain située sur la rue Saint-Jean-Baptiste, contenant quinze pieds

To be sold at the parochial church door of Saint Medard de Warwick, on the EIGHT day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 30th November, 1914. 6076
[First publication, 5th December, 1914].

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } NAPOLEON GOU-
No. 240. } LET, Plaintiff, against PIERRE LS. LEFEBVRE, Defendant, and DAME HERMELINE ALLARD ET VIR, Garnishee.

As belonging to Garnishee.

An emplacement being part of number three hundred and twenty five (325) of the official cadastre for the township of Bulstrode, containing three arpents in depth by one arpent in width; bounded in front by the Grand Trunk Railway and Joseph Duhaime, in depth by Alphonse Houle, easterly by Dame Melanie Gaudet Cadieux westerly by J. N. Blanchette, with a private road along the line of Alphonse Houle of 16 feets in width as far as Hodges road—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 28th November, 1914. 6074
[First published, 5th December, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } LOUIS COTE, Plain-
No. 173. } tiff; against HONORE MORIN, Defendant and Johnny Labarre, Garnishee.

As belonging to the garnishee:

A piece of land known as being number two hundred and twenty six (226) of official cadastre of Kingsville, now the city of Thetford Mines, circumstances and dependencies, subject to a rent of six dollars per year and reserving all mines and right of mines to whom as of right.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford Mines, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1914, at NINE o'clock, in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 11th November, 1914. 5644
[First published, 14th November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } PIERRE BEAULIEU,
No. 248. } Plaintiff; against J.-BTE. BELLEFEUILLE, Defendant.

As belonging to the defendant:

1. An emplacement in the village of Princeville, on Saint John Baptist street, containing forty five feet in front by ninety feet in depth; bounded in front to the street, at the rear and on the north to the emplacement above described, and on the other side to the south, to Napoleon Rheault—with a house and other buildings thereon erected, known and described, on the official plan and book of reference for the village of Princeville, under the number forty seven.

2. This other piece of land situated on Saint John Baptist street, containing fifteen feet in

de large, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur plus ou moins, et ensuite soixante pieds de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, prenant au sud, partie à une ruelle, et partie au numéro quarante-sept, au nord à la ligne droite qui devra passer à trente pieds au sud du numéro 46, en front partie à la rue Saint-Jean-Baptiste et partie au No 47, et en profondeur à G. P. Nadeau, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la partie sud du numéro quarante-cinq.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le QUINZIEME jour de DECEMBRE, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 11 novembre 1914. 5645–2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

width, by ninety five feet in depth, more or less and sixty feet in front by about ninety feet in depth, bounded to the south, part to an alley and part to number forty seven, to the north at a straight line that will have to pass at thirty feet south of number 46, in front part to Saint John Baptist street, and part to number 47, and in depth to G. P. Nadeau, now known on the official plan and book of reference as being the south part of number forty five.

To be sold in a lump, at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 11th November, 1914. 5646

[First published, 14th November, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } GUSTAVE GARANT,
No 2019. } Demandeur ; contre LEON GAGNON, Défendeur.

Une terre située dans le huitième rang du canton Jersey, comté et district de Beauce, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, étant la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-sept (27), du dit rang, selon les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit rang huit de Jersey—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 30 novembre 1914.
6103

[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } REVD. J. ELIE DIT BRETON *et al.*, Demandeurs; contre LEON GAGNON, Défendeur.
No 1942. }

1. Un lopin de terre de forme irrégulière, à distraire du lot numéro vingt-sept du premier rang du canton de Linière et désigné comme ci-après, savoir: (a) un lopin de terre de dix pieds de largeur, sur sept cent cinquante pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, en arrière au terrain ci-après immédiatement désigné, au nord-ouest par Honoré Bolduc et au sud-est par Joseph Rodrigue ou représentants, et dépendances; (b) un autre lopin de terre, situé au même lieu, ayant deux cent cinquante-quatre pieds du côté nord-ouest, trois cent soixante et quatorze pieds du côté sud-est, six cent trente pieds du côté nord-est, six cent vingt-deux pieds au centre et quatre cent quarante pieds du côté sud-ouest; borné en front par le terrain de Joseph Rodrigue ou représentants, en arrière, par la rivière du Loup et le terrain ci-après désigné; au sud-est par Jean Lessard ou représentants

## Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } GUSTAVE GARANT,
No. 2019. } Plaintiff ; against LEON GAGNON, Defendant.

A piece of land situate in the eight range of the township of Jersey, county and district of Beauce, containing one hundred acres in superficies, more or less, being the north west half of the lot number twenty seven (27) of the said range, according to the official cadastral plan and book of reference of the said range eight of Jersey—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIFTH day of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph Beauce, 30th November, 1914.
6104

[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } REVD. J. ELIE DIT BRETON *et al.*, Plaintiff's; against LEON GAGNON, Defendant.
No. 1942. }

1. A parcel of land of irregular outline, to be taken from the lot number twenty seven of the first range of the township of Linière, and designated, as follows, to wit: (a) A strip of land of ten feet in width by seven hundred and fifty feet in depth, bounded in front by the public road, in the rear by the parcel of land immediately hereafter described, on the north west by Honore Bolduc and on the south east by Joseph Rodrigue or representatives, and dependencies; (b) a parcel of land, situate at the same place, measuring two hundred and fifty four feet on the north west side, three hundred and seventy four feet on the south esat side, six hundred and thirty feet on the north east side, six hundred and twenty two feet at the center and four hundred and forty feet on the south west side; bounded in front by the land of Joseph Rodrigue or representatives, in the rear by River du Loup,

et au nord-ouest par le dit Honoré Bolduc et le terrain ci-après désigné—et dépendances; les terrains susdésignés étant maintenant connus et désignés au cadastre officiel pour le premier rang du canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle, comme partie du lot numéro vingt-sept (27).

Les immeubles ci-après désignés: (a) Un emplacement situé dans le canton Linière et enclavé dans le lot de terre numéro vingt-six du premier rang, de la contenance de un arpent de front sur un demi arpent de profondeur; borné en front à la Rivière-du-Loup, en arrière au bout de la dite profondeur, du côté sud-est aux représentants de Eloi Létourneau, et du côté nord-ouest, aux représentants de Georges Rodrigue, avec en plus neuf pieds de terre de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin royal à aller au dit arpent de terre ci-dessus mentionné, le long de la ligne des dits représentants Georges Rodrigue, pour servir de route de sortie au dit emplacement—avec les maisons dessus construites et dépendances; (b) un autre emplacement situé en le dit canton Linière, enclavé dans le lot de terre numéro vingt cinq du dit premier rang de la contenance de un arpent et demie de front sur un arpent et demi de profondeur; borné en front à la dite Rivière-du-Loup, en arrière au bout de la dite profondeur, du côté nord-ouest aux dits représentants de Georges Rodrigue et du coté sud-est à l'emplacement ci-dessus désigné, avec de plus neuf pieds de terre de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin royal, descendant le long de la ligne entre le dit Georges Rodrigue ou représentants et l'emplacement ci-dessus désigné, à aller au dit emplacement pour servir de route—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, y compris les moulins à scie et à farine, mouvements tournants et travaillants et autres accessoires, dalles chaussées et droits de l'eau de la dite Rivière-du-Loup; les terrains ci-dessus désignés étant maintenant connus au cadastre officiel pour le dit premier rang du canton Linière à compter d'Aubin de l'Isle, comme étant le lot numéro vingt-six-B et partie du lot numéro vingt-cinq; (c) Tous les droits de propriété, possession, jouissances et autres droits quelconques appartenant au dit vendeur sur un certain terrain ou cap situé de l'autre côté de la dite Rivière-du-Loup, dans la terre de Gaspard Bélanger ou représentants, servant à appuyer la chausée des sus-dits moulins, et à contenir les eaux; étant le dit terrain connu et désigné au cadastre officiel pour le rang du chemin de Kennébec, section A, en le canton Jersey, comme étant partie du lot numéro vingt-huit-A;

L'immeuble suivant, savoir: Un terrain distrait de la terre de Godfroid Veilleux, etant partie du lot numéro vingt-huit du rang du chemin de Kennébec, section A, en le canton de Jersey. contenant deux arpents de front sur une demi arpent de profondeur; borné en front par la Rivière-du-Loup, et arrière par le dit Godfroid Veilleux, ou représentants, du côté sud-est par Honoré Rodrigue ou représentants et du côté nord-ouest par le dit Godfroid Veilleux, et dépendances; étant le dit terrain maintenant connu et désigné au cadastre officiel pour le dit rang du chemin de Kennebec, section A, canton Jersey, comme étant partie du lot numéro vingt huit-A; Pour être vendus en bloc;

2. Un morceau de terre, de treize acres en superficie, plus ou moins, étant la partie du lot numéro vingt-sept (part. 27) du premier rang du canton Linière, à compter d'Aubin de l'Isle, situé

and the land hereafter described; on the south east by Jean Lessard or representatives and on the north west by the said Honoré Bolduc, and the land hereafter described—with dependencies; the lands, above described now known and designated upon the official cadastre for the first range of the township of Linière, starting from Aubin de l'Isle, as being part of the lot number twenty seven (27).

The immoveables hereafter described: (a) An emplacement situate in the township of Linière and enclosed in the lot of land number twenty six of the first range, containing one arpent in front by one half arpent, in depth; bounded in front by the River du Loup, in the rear at the end of said depth, on the south east side by the representatives of Eloi Létourneau, and on the north west side by the representatives of Georges Rodrigue, together with nine feet of land in front by whatever depth there may be from the King's highway to the said arpent of land above mentioned, along the line of the said representatives of Georges Rodrigue, used as an outlet to the said emplacement—with the houses erected thereon and dependencies; (b) Another emplacement situate in the said township of Linière, enclosed in the lot of land number twenty five of the said first range, containing one arpent and a half in front by one arpent and a half in depth; bounded in front by the said River du Loup, in the rear at the end of said depth, on the north west side by the said representatives of Georges Rodrigue and on south east side by the emplacement hereabove described together with nine feet of land in front by whatever depth there may be from the King's highway, running along the line of the said Georges Rodrigue or representatives and the emplacement hereabove described to the said enplacement and used as a road,—with the buildings erected thereon and dependencies, including the saw-mill and flour-mill, with all machinery, equipment and accessories thereto belonging, races, dams and water rights of the said River du Loup. The lands above described now being known upon the official cadastre for the said first range of the township of Linière, starting from Aubin de l'Isle, as being the lot number twenty six B and part of lot number twenty five; (c) All the rights of ownership, possession, enjoyment and other rights whatever belonging to the said seller upon a certain parcel of land or cape situate on the other side of the said River du Loup, in the land of Gaspard Belanger or repesentatives, used as an abutment to the dam of said mills and to contain the waters; being, the said land, known and designated upon the official cadastre for the range of Kennebec road, section A, in the township of Jersey, as being part of the lot number twenty eight A;

The following immoveable, to wit: A lot of land taken from the land of Godfroid Veilleux, being part of the lot number twenty eight of the range of Kennebec Road, section A, in the township of Jersey, containing two arpents in front by one half arpent in depth; bounded in front by the River du Loup, in the rear by the said Godfroid Veilleux or representatives, on the south east by Honoré Rodrigue or representatives, and and on the north west by the said Godfroid, Veilleux, and dependencies; being the said land now known and designated upon the official cadastre for the said range of Kennebec Road section A, township of Jersey, as being part of the lot number twenty eight A; To be sold en bloc;

2. A parcel of land of thirteen acres in superficies, more or less, being that part of the lot number twenty seven (pt. 27), of the first range of the township of Linière, starting from Aubin

au sud-ouest du chemin public, et borné au sud-ouest par la partie du lot appartenant au dit vendeur comme emplacement de moulin, suivant le cadastre officiel pour le dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQ JANVIER prochain (1915), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 30 novembre 1914.
6105
[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*
Beauce à savoir: No 1957. } EPRHEM LAGEUX, Demandeur; contre, PIERRE VEILLEUX ET AL., Défendeurs; Comme appartenant à Léon Gagnon, l'un des défendeurs.

1. Un emplacement de quatre-vingt dix pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, situé sur le lot cinq A (5A), du rang du chemin de Kénébec, section "B", canton du Jersey, suivant le cadastre officiel pour le dit canton; commençant à cent quatre pieds sud-ouest de la ligne de division des lots cinq D et cinq A; borné au sud-est, par le chemin public; au nord-est par l'emplacement de Wilfrid Paquet; au nord-ouest, par le résidu du dit lot, appartenant à Thomas Loignon et au sud-ouest, par un chemin privé de seize pieds de large appartenant à Thomas Loignon et séparant l'emplacement sus, vendu de celui de M. Albert Jacques—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle foncière de trente-six piastres.

2. La partie sud-est du lot numéro vingt-sept (27) du huitième rang de Jersey, d'une largeur de quatre acres, sur la profondeur du lot, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, et borné au nord-ouest par la partie nord-ouest du dit lot 27 appartenant à Pierre Genesse et au sud-est par le lot vingt-huit A (28A)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 9 novembre, 1914. 5545-2
[Première publication, 14 novembre, 1914].

## Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*
Saint-Jean, à savoir: No 12. } JOSEPH McLAUGHLIN, Demandeur; contre les terres et tènements de ALBERT OLIVER ET JOHN AUGUSTINE MANN, Défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé au côté est de la

de l'Isle, situate to the south west of the public highway, and bounded on the south west by that part of said lot belonging to the said seller as the mill site, according to the official cadastre for the said township.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIFTH day of JANUARY next, (1915), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 30th November, 1914.
6106
[First published, 5 h December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Superior Court.—District of Beauce.*
Beauce, to wit: No. 1957. } EPHREM LAGUEUX, Plaintiff; against PIERRE VEILLEUX ET AL., Defendants; As belonging to Leon Gagnon, one of the defendants:

1. An emplacement measuring ninety feet in front by one hundred and thirty feet in depth, situate upon the lot five A (5A), of the range of Kenebec road, section "B", township of Jersey, according to the official cadastre for the said Township; beginning at a distance of one hundred and four feet to the southwest of the division line of the lots five D and five A; bounded on the south-east by the public road; on the north east by the emplacement of Wilfrid Paquet; on the north-west by the residue of the said lot, belonging to Thomas Loignon, and on the south west by a private road of sixteen feet in width belonging to Thomas Loignon and separating the emplacement above described from that of Mr. Albert Jacques—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of thirty six dollars.

2. The south-east part of the lot number twenty seven (27) of the eight range of Jersey, of four acres in width by the depth of said lot, containing one hundred acres in superficies, more or less, and bounded on the north-west by the north-west part of said lot No. 27, belonging to Pierre Genesse, and on the south-east by the lot twenty-eight A (28A)—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Come, on the NINTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 9th November, 1914.
5546
[First published, 14th November, 1914].

## Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Superior Court.—District of Iberville.*
Saint John's, to wit: No. 12. } JOSEPH McLAUGHLIN, Plaintiff; against the lands and tenements of ALBERT OLIVER AND JOHN AUGUSTINE MANN, Defendants.

1. A lot of land lying and situate on the east

rue Albert, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant la moitié ouest du lot connu et désigné comme étant le lot numéro six cent vingt-sept (P. No. 627) desplan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; contenant soixante et douze pieds de front dans l'alignement de la dite rue Albert, par soixante et douze pieds de profondeur; borné à l'ouest par la dite rue Albert; au nord par le lot No 629, à l'est par le résidu du dit lot No 627 et au sud, par le lot No 624 — avec les bâtisses dessus construites.

2. Un lopin de terre sis et situé au côté est de la rue Albert, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant le coin ou partie nord-ouest, du lot connu et désigné sous le numéro six cent vingt-quatre (P. No. 624) des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; contenant trente-sept pieds de largeur dans la ligne ou le long de la dite rue Albert, par soixante et douze pieds de profondeur; borné à l'ouest par la rue Albert, au nord par le lot No 627, à l'est par le résidu du dit lot No 624 et au sud par la rue Molleur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Jean, 2 décembre 1914. 6199

[Première publication, 5 décembre 1914.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir: No 2286. CHARLES AUGUSTE GOULET, commerçant de la ville de Joliette, Demandeur; contre ARTHUR PERREAULT, de la ville et district de Joliette, Défendeur.

Dans un terrain faisant partie du lot No 500 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, ce terrain est bornée en front par la rue Sainte-Suzanne en profondeur et d'un côté par le terrain de Charles Auguste Gaudet ou représentants et de l'autre côté par le terrain de Jean-Baptiste Corbeillé ou représentants.

Pour être vendu au bureau du shérif en la ville de Joliette, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,
Shérif.

Bureau du shérif,
Joliette, 10 novembre 1914. 5625-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

## Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

side of Albert street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the western half of the lot known and designated as being the lot number six hundred and twenty seven (P. No. 627) of the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; containing seventy-two feet in front in the line of the said Albert street, by seventy two feet in depth; bounded to the west by the said Albert street, to the north by the lot No. 629, to the east by the remainder of the said lot No. 627, and to the south by the lot No. 624—with the buildings thereon erected.

2. A piece of ground lying and situate on the east side of Albert, street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the corner or north western part of the lot known and designated under the number six hundred and twenty four (P. No. 624) of the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; containing thirty seven feet in width in the line or along the said Albert street, by seventy two feet in depth; bounded to the west by Albert street, to the north by the lot No. 627, to the east by the remainder of the said lot No. 624, and to the south by Molleur street—with the buildngs thereon erected

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the FIFTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Johns, 2nd December, 1914. 6200

[First published, 5th December, 1914.]

## Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit: No. 2286. CHARLES AUGUSTE GOULET, trader of the town of Joliette, Plaintiff; against ARTHUR PERREAULT, of the town and district of Joliette Defendant.

In a lot of land forming part of the lot No. 500 of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, the said lot of land being bounded in front by Sainte Suzanne street, indepth and on one side by the land of Charles Auguste Gaudet or representatives, and on the other side by the land of Jean-Baptiste Corbeille or representatives.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Joliette, 10th November, 1914. 5626

[First published, 14th November, 1914.]

## Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the espective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: No 311. } THOMAS BUTEAU, ET ALFRED PROULX, tous deux manufacturiers et fondeurs, de la ville de Victoriaville, et y faisant affaires sous les noms et raison de La Fonderie de Victoriaville, et Paul Tourigny, membre de l'Assemblée législative de la ville de Victoriaville, Demandeurs; vs GEDEON BOISVERT, de l'endroit appelé Chemin Gouin, dans le canton Rochon, dans le comté Labelle, Défendeur.

Un emplacement d'un lot de terre connu et désigné comme étant le No 14 (quatorze) du 7e rang, du canton Rochon, dans le comté d'Ottawa, district de Montcalm; le dit emplacement mesurant trois arpents de profondeur dans la forêt, à partir de la ligne ou terrain défriché, ces trois arpents de terrain en profondeur, situés le long du lac David et un arpent de largeur à partir de la rive du dit lac et mesuré sur le travers du No 14, avec un moulin dessus construit et les machines ci-décrites:

1. Une machine à vapeur de soixante et dix chevaux avec foyer danois;
2. Une machine à vapeur soixante chevaux, machine motrice du moulin;
3. L'agrès de scie (48 pouces) complet avec carriage, friction, et installé;
4. Le monte billot avec ses chaînes;
5. Le edger, machine pour déligner la planche;
6. Un buter;
7. Une moulange pour le grain, les susdites machines, avec roulant, tournants et courroies qui les mettent en mouvement étant incorporée au dit moulin et faisant un tout avec lui;

Aussi une maison d'habitation en bois rond d'à peu près vingt pieds de largeur par trente de profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Lac des Ecorces, le SEPTIÈME jour de JANVIER, de l'année 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Mont-Laurier, 30 novembre 1914. 6123
[Première publication, 5 décembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Hull, à savoir: No 3003. } HENRY GODARD, *et al*, Demandeurs; contre PIERRE MARTIN, Défendeur.

Un lot de terrain portant le No 15, rang 2, canton Loranger, district de Montcalm et borné au Nord par le lot No 16, rang 2 du dit canton appartenant à G. Beaulieu, au sud par le lot No 14, rang 2 du dit canton appartenant à J. Gauthier; à l'est par le lot No 15 du dit canton appartenant à O. Laforest; et à l'ouest par le lot No 15, rang 3 du dit canton appartenant à J. D'Halwyn;

Un lot de terrain, le lot No 17, rang 2, canton Loranger, borné au Nord par le lot No 18, rang 2 du dit canton appartenant à J. Labelle, au sud par le lot No 16, rang 2 du dit canton appartenant à G. Beaulieu et à l'est, par le lot No 17, rang 1 du dit canton appartenant au demandeur Godard et à l'ouest par le lot No 17, rang 3 du dit canton appartenant à J. D'Halwyn.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Ignace de Nomingue, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Mont-Laurier, 10 novembre 1914. 5603–2
Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: No. 311. } THOMAS BUTEAU, AND ALFRED PROULX, both manufacturers and founders, of the town of Victoriaville and doing business there under the name of "La Fonderie de Victoriaville", and Paul Tourigny, member of Legislative Assembly of the town of Victoriaville, Plaintiff; vs. GEDEON BOISVERT, of the part called "Chemin Gouin", in township Rochon, in the county of Labelle, Defendant.

A certain lot or peice of land known and described as lot No. 14, range 4, in the township Rochon in the county of Ottawa, district of Montcalm; the said lot measuring three acres in depth, in the forest, starting from the line of clearing, said three acres in depth, situated along Lake David, and one acre in breath starting from the shore of said Lake David, and measured acres, lot No. (14), with a saw-mill and machineries as mentioned below:

1. Steam Engine, seventy H.-P. with Danish hearth;
2. One Steam Engine sixty H.-P., motive machine of the mill;
3. One Saw (48 inches), complete with carriage, friction, etc.;
4. The leg setter with chains;
5. One edger;
6. One butter;
7. One grain moulder, the said machines with rollings, turnings, and straps, which setts the movement, being incorporated to the said mill;

Also a house constructed of logs of about twenty feet in width by thirty in depth.

To be sold at the church door of "Lac des Ecorces", on the SEVENTH day of JANUARY, 1915, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont Laurier, 30th November, 1914. 6124
[First published, 5th December, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Hull, to wit: No. 3003. } HENRY GODARD, *et al*, Plaintiff's; against PIERRE MARTIN, Defendant.

A certain lot or piece of land, range 2, township Loranger, district of Montcalm, bounded on the north by lot No. 16, range 2, said township and belonging to G. Beaulieu; on the south by lot No. 14, range 2, said township, the property of J. Gauthier; on the eastby ot No. 15, said township, the property of O. Laforest and on the west by lot No. 15, range 3, said township, the property of J. D'Halwyn;

A certain lot or piece of land, lot No. 17, range 2, township Loranger, bounded on the north by lot No. 18, range 2, said township, property of J. Labelle; on the south by lot No. 16, range 2, said township, the property of G. Beaulieu and on the east by lot No. 17, range 1, said township, the property of the plaintiff Godard and on the west by lot No. 17, range 3, said township, the property of J. D'Halwyn.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace de Nomingue, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont Laurier, 10th November, 1914. 5604
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: No 722. } THE OGILVIE FLOUR MILLS COMPANY, LIMITED, Demanderesse; contre JOSEPH R. BEDARD, Défendeur.

1. Un lopin de terre faisant partie du No 10, du troisième rang, du canton Boyer, situé au sud-est du chemin Gouin, et borné au nord-ouest par le chemin Gouin, au nord par le No 11, au sud-est par une ligne partant du No 11, et courant vers le sud, traversant le No 10, sur toute la largeur de la dite ligne tirée à 225 pieds du chemin Gouin, du côté du No 11, et à deux cents (200) pieds du chemin Gouin, du côté du No 9, et le dit lopin de terre devant mesurer 200 pieds de largeur à angle droit de la ligne de division entre les lots Nos 10 et 11, et ce, sur toute sa profondeur.

2. Une lisière de terre de 500 pieds de largeur sur toute la largeur des lots Nos 14, 15 et 16, du septième rang, du canton Boyer, vers l'ouest par le huitième (8ème) rang, vers le nord par le lot No 17, du 7ième rang et à l'est, par le résidu des susdits lots Nos 14-15 et 16.

Pour être vendu à la porte de la chapelle Saint-Hugues d'Hébert, au lieu appelé Hébert, dans le canton Boyer, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Shérif.

Bureau du shérif,
Mont-Laurier, 10 novembre 1914. 5601-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: No. 722. } THE O'GILVIE FLOUR MILLS COMPANY, LIMITED, Plaintiff; against JOSEPH R. BEDARD, Defendant.

1. A certain piece of land being part of lot No. 10, third range, Township Boyer, situate at the south east of "chemin Gouin", and bounded on the north west by said "chemin Gouin", on the north by lot No. 11, on the south east by a boundary line starting from lot No. 11 and running towards the south, running through lot No. 10, on the width of said line,—said line being drawn 225 feet from "chemin Gouin", near lot No. 9, the said piece of land must be 200 feet in breath at right angle with the boundary line of lots Nos. 10 and 11 in its total depth.

2. A certain piece of land 500 feet in breath, crossing the lots Nos. 14, 15 and 16, seventh range, bounded on the west by the 8th range, on the north by lot No. 10, seventh range, township Boyer, and on the east by the remainder of said lots Nos. 14, 15 and 16.

To be sold at the Chapel's door of Saint Hugues d'Hébert, in the township Boyer, the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont Laurier, 10th November, 1914. 5602

[First published, 14th November, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: No 1035. } DAME MARIE-ANNE PARADIS, de Summerlea, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Latour, et dûment autorisée par son dit époux à l'effet des présentes, Demanderesse; contre VICTOR MONGEAU, de la cité de Montréal, Défendeur.

Sept lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rivard, connus et désignés sous les numéros de subdivision officielle cent cinquante quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf et cent soixante, du lot originaire No cent soixante-deux (162-154, 155, 156, 157, 158, 159, 160) sur le plan et aux livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, de la contenance de vingt-deux pieds de front par soixante et dix pieds de profondeur, pour chaque lot, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec droit de passage en commun dans la ruelle, située en arrière des dits lots de terre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER (1915), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 2 décembre 1914. 6159

[Première publication, 5 décembre 1914.]

## Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: No. 1035. } DAME MARIE-ANNE PARADIS, of Summerlea, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Alphonse Latour, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof, Plaintiff; against VICTOR MONGEAU, of the city of Montreal, Defendant.

Seven lots of land lying and situate in the city of Montreal, fronting on Rivard street, known and designated under the numbers one hundred and fifty four, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight, one hudred and fifty nine and one hundred and sixty, of the lot original number one hundred and sixty two (162-154, 155, 156, 157, 158, 159,160) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, each lot measuring twenty two feet in front by seventy feet in depth, english measurements—with all the buildings erected thereon, and a common right of way in the lane situate at the rear of the said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY (1915), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 2nd December, 1914. 6160

[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Montréal, à savoir: } HONORE ROBERT,
No 236. } agent financier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Demandeur; vs ERNEST LANGEVIN, de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, district de Bedford, Défendeur.

1. Un emplacement sis et situé dans la ville de Verdun, district de Montréal, composé: 1. du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante (No 540), de la subdivision offiicelle du lot numéro quatre mille six cent soixante et neuf (No 4669) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la 2ème avenue; 2. d'une partie du lot numéro cinq cent quarante et un (Mo 541) de la dite subdivision, la dite partie, attenante au dit numéro cinq cent quarante (No 540), mesurant huit pieds de front sur toute la profondeur du dit lot No 541—avec bâtisses érigées sur le dit lot No 540 et la dite partie du lot No 541, formant une seule et même exploitation.

2. Un emplacement sis et situé en la ville de Verdun, district de Montréal, étant une parite du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante et un (No 541), de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante et neuf (No 4669), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant dix sept pieds de front, par soixante et treize pieds de profondeur; borné en front par la 2ème avenue, d'un côté, par le résidu du dit lot No 541, de l'autre côté. par le numéro cinq cent quarante-deux (No 542) de la dite subdivision, en arrière par une ruelle—avec bâtisses dessus construites.

3. (10) dix lots de terre sis et situés dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, connus et désignés sous les Nos 151-152-153-154-188-189-190-191-209 et 210 de la subdivision du lot numéro officiel soixante et douze (No 72), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire; bornés en front, les dits lots Nos 151-152-153-154-188-189-190-191, par une avenue projetée connue sous le No 176 de la dite subdivision, et les numéros 209 et 210 bornés en front par un avenue projetée connu sous le No 240 de la dite subdivision—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 2 décembre 1914. 6151

[Première publication, 5 décembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Mon'réal.*

Montréal, à savoir: } CASSEDY LAREAULT.
No 1856. } Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH LEVEILLE, mis en cause, dans une cause No 1856, C. Lareault demandeur, et F. Antrobus, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement borné en front par la rue Huntley, maintenant la rue De Saint-Valier, en la cite de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze (8-494), de la subdivision du lot numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les maisons et bâtiments dessus érigés et avec les servitudes actives et passives s'y ratta-

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Saint Hyacinth.*

Montreal, to wit: } HONORE ROBERT, fi-
No. 236. } nancial agent, of the city and district of Saint Hyacinthe, Plaintiff; vs ERNEST LANGEVIN, of the parish of Sainte Cécile de Milton, district of Bedford, Defendant.

1. An emplacement lying and situate in the town of Verdun, district of Montreal, composed of: 1. the lot known and designated under number five hundred and forty (No. 540), of the official subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (No. 4669) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by 2nd Avenue; 2. a part of the lot number five hundred and forty one (No. 541) of the said subdivision, the said part lying contiguous to the said number five hundred and forty (No. 540) and measuring eight feet in front by the whole depth of said lot No. 541—with the buildings erected upon the said lot No. 540 and the said part of lot No. 541, forming one and the same plot.

2. An emplacemnt lying and situate in the town of Verdun, district of Montreal, being a part of the lot known and designated under the number five hundred and forty one (No. 541) of the official subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (No. 4669), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring seventeen feet in front by seventy three feet in depth, bounded in front by 2nd Avenue, on one side by the residue of said lot No. 541, and on the other side by the lot number five hundred and forty two (No. 542) of the said subdivision, in the rear by a lane—with the buildings erected thereon.

3. Ten (10) lots of land lying and situate in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal, known and designated under the Nos. 151-152-153-154-188-189-190-191-209 and 210, of the subdivision of the lot official number seventy two (No. 72), upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire: bounded in front, the said lots Nos. 151-152-153-154-188-189-190-191, by a projected avenue known under the No. 176 of the said subdivision, and the numbers 209 and 210 bounded in front by a projected avenue bearing the No. 240 of the said subdivision—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 2nd December, 1914. 6152

[First published, 5th December, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } CASSEDY LAREAULT,
No. 1856. } Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH LEVEILLE, mis-en-cause, in a cause No. 1856, C. Lareault, Plaintiff vs. F. Antrobus, Defendant.

A lot of land or emplacement bounded in front by Huntley street, now called De Saint Valier street, in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and ninety four of the subdivision of the lot number eight (8-494), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measurements and more or less—with the houses and buildings erected thereon and the active and passive servi-

chant, notamment le droit de passgae dans la ruelle en arrière en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Sherif.

Bureau du shérif,
Montréal, 2 décembre 1914. 6153
[Première publication, 5 décembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } STANISLAS PICARD.
No 1900. } Demandeur; contre les terres et tènements de MAX UDITZKI, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Gabriel, ayant front sur la rue Saint-Charles, contenant quarante-cinq (45) pieds de front par cent (100) pieds de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme étant le numéro deux mille cinq cent cinquante-huit (2558), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 1er décembre 1914. 6157
[Première publication, 5 décembre 1914.]

---

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL, *et al.*
No 144. } Curateurs aux biens de ANTONIO RUSSO, Failli.

Deux lots de terre portant les numéros quatre cent quarante-deux et quatre cent quarante-trois de la subdivision du lot numéro trois mille six cent dix-sept, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornés en front par le lot numéro quatre cent huit de la subdivision du lot No 3617 des susdits plan et livre de renvoi officiels étant une rue projetée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 2 décembre 1914. 6155
[Première publication, 5 décembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } J. VILLENEUVE &
No 4457. } CIE, LIMITEE,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal Demandeurs; contre les terres et tènements de "VINOT CAR COY OF CANADA, LIMITED", corps politique et incorporé, du même lieu, Défenderesse.

Trois lots de terre ayant front sur la rue Saint-Urbain, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille quatre-vingt-cinq (1085), mille quatre-vingt-six (1086) et mille quatre-vingt-sept (1087), de la subdivision du lot numéro onze (11), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses y érigées, outillages et machineries.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de

tudes attached thereto, specially the right of way in the lane at the rear in common with others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1915), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 2nd December, 1914. 6154
[First published, 5th December, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } STANISLAS PICARD,
No. 1900. } Plaintiff; against the lands and tenements of MAX UDITZKI, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, in Saint Gabriel ward, fronting on Saint Charles street, measuring forty five (45) feet in front by one hundred (100) feet in depth, the whole more or less, without warranty as to exact measurements, known and designated as being the number two thousand five hundred and fifty eight (2558), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 1st December, 1914. 6158
[First published, 5th December, 1914.]

---

CURATORS WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL *et al.*,
No. 144. } Curators to the property of ANTONIO RUSSO, Insolvent.

Two lots of land bearing the numbers four hundred and forty two and four hundred and forty three of the subdivision of the lot number three thousand six hundred and seventeen, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by the lot number four hundred and eight of the subdivision of the lot No. 3617 of the aforesaid plan and book of reference, being a projected street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 2nd December, 1914. 6156
[First published, 5th December, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } J. VILLENEUVE &
No. 4457. } CIE, LIMITEE,
a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of "VINOT CAR COMPANY OF CANADA, LIMITED", a body politic and corporate, of the same place, Defendant.

Three lots of land fronting on Saint Urbain street, in Laurier ward of the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand and eighty five (1085), one thousand and eighty six (1086) and one thousand and eighty seven (1087) of the subdivision of the lot number eleven (11), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with all the buildings erected thereon, equipment and machineries.

To be sold at my office in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 10 novembre 1914. 5561–2
[Première publication, 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE SALO-
No 1819. } MEE BERGERON, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et ténements de J. W. LAVOIE, Défendeur.

Un emplacement situé à l'encoignure nord-ouest des rues Drolet, ci-devant Cowan et Bellechasse, ci-devant Comte, en la cité de Montréal, mesurant quarante deux (42) pieds de largeur sur la rue Drolet et quarante (40) pieds de largeur en arrière, par cent dix (110) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front au sud-ouest par la rue Drolet, (étant le No 8-108), au nord-ouest par partie du lot numéro 140 de la subdivision officielle du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, en arrière au nord-est par une ruelle étant le (No 8-278) et au sud-est par la rue Bellechasse, (étant le No 8-139) et composé comme suit:

Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-140) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, à distraire cependant du dit lot cent quarante, une lisière de terrain de forme triangulaire à prendre sur la partie nord-ouest du dit lot et contenue dans les bornes suivantes: au nord-ouest, la ligne séparative des lots numéros 140 et 141 de la dite subdivision officielle du dit lot originaire numéro huit, au nord-est, la ruelle, étant le No 8-278 en partant de la dite ligne séparative des dits numéros 140 et 141 et suivant, vers le sud-est la ligne séparative des lots numéros 140 et 278 de la dite subdivision officielle du lot No 8 sur une distance de deux pieds au sud, une ligne droite partant de ce dernier point et prolongée jusqu'au point de jonction de la ligne séparative des dits lots numéros 140 et 141, à la dite rue Drolet—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du Shérif.
Montréal, 10 novembre, 1914. 5559–2
[Première publication, 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir: } J. S. UBALD DU-
No 2480. } PRAS, Demandeur; contre les terres et tènements de HERBERT T. REEVES, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans la ville de Greenfield Park, sur le côté sud-est d'une rue numéro officiel No 244-80 contenant soixante-douze pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, étant le coin ouest du lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent quarante-quatre (244-39) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la dite

on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 10 November, 1914. 5562
[First published, 14th November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MISS SALOMEE BER-
No. 1819. } GERON, spinster, in the full exercise of her rights, Plaintiff; against the lands and tenements of J. W. LAVOIE, Defendant.

An emplacement situate at the north west corner of Drolet, formerly Cowan and Bellechasse, formerly Comte streets, in the city of Montreal, measuring forty-two (42) feet in width, on Drolet street, and forty (40) feet in width, at the rear, by one hundred and ten (110) feet in depth, english measurements and more or less, and bounded as follows: in front on the south-west by Drolet street (being the No. 8-108), on the north-west by part of the lot number 140 of the official subdivision of the lot number 8 of the official plan and book of reference of the Village of Cote Saint Louis, in the rear on the north east by a lane, being the (No. 8-278), and on the south east by Bellechasse street (being the No. 8-139) and composed as follows:

Of the lot of land known and designated under the number one hundred and forty of the official subdivision of the primitive lot number eight (8-140) on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, to deduct however from said lot one hundred and forty, a strip of land of triangular outline to be taken from the north west part of said lot, and contained within the following limits: on the north west, the division line of the lots numbers 140 and 141 of the said official subdivision of the said primitive lot number eight, on the north east, the lane, being the No. 8-278, starting from the said division line of the said lots numbers 140 and 141 and following, towards the south-east the division line of the lots numbers 140 and 278 of the said official subdivision of the lot No 8 a distance of two feet, on the south, a straight line starting from the latter point and prolongated to the meeting point of the division line of the said lots numbers 140 and 141, to said Drolet street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 10th November, 191 5560
[First published, 14th November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } J. S. UBALD DU-
No. 2480. } PRAS, Plaintiff; against the lands and tenements of HERBERT T. REEVES, Defendant.

A piece of ground situate in the town of Greenfield Park, on the south east side of a street official No. 244-80 containing seventy two feet wide by one hundred and ninety feet deep, english measure, and more or less, and being the west corner of the lot number thirty nine of the official subdivision of the lot original number two hundred and forty four (244-39) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by said street offi-

rue numéro officiel 244-80; sur le côté sud-ouest par les lots numéros officiels 244-37 et 38 et en arrière et sur l'autre côté par le résidu du dit lot numéro officiel 244-39—avec maison dessus érigée. A distraire:

Une parcelle de terrain situé dans la ville de Greenfield Park, mesurant cinq pieds de larger par cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise, étant la partie nord-est du morceau de terrain ci-dessus désigné dans les présentes et bornée, la dite parcelle de terrain, en front par une rue numéro officiel 244-80; en profondeur par une autre partie du dit lot No 244-39, appartenant à J. A. Jessup & J. R. How, sur le côté sud-ouest, par la partie du même numéro officiel 244-39 appartenant au dit H. T. Reeves, et demeurant grevée en faveur du dit J. S. U. Dupras, et de l'autre côté par une autre partie du même numéro officiel 244-39 appartenant à M. Arthur Perry.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 11 novembre 1914. 5607-2
[Première publication, 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: No 3221. } LOUIS DUPUY, Demandeur; contre, LEON LEPINE, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro trois cent quarante cinq de la subdivision officielle du lot numéro trente-six, (36-345) — avec bâtisses dessus érigées, borné en front par la rue Saint-Cyrille, dans la ville d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du Shériff. Shérif.
Montréal, 10 novembre, 1914. 5557-2
[Première publication. 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir: No 3412. } CHRISTOPHER DUNKIN BANCROFT, de la cité de Westmount, district de Montréal, importateur de viandes, en sa qualité de curateur dûment nommé à la personne et aux biens de Dame Martha Mary Anne Bancroft, fille majeure, ci-devant du village Knowlton, dans le district de Bedford, et maintenant de la dite cité de Montréal, une interdite pour démence, en sa qualité de curateur dûment nommé en vertu de l'acte de curatelle homologué par le protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, le 30 novembre 1912, Demandeur; vs DAME SARAH HOULE, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, veuve de feu Ambroise Beautrone dit Major, en son vivant de la dite cité de Lachine, hôtelier, et aussi veuve de feu Louis Cardinal, en son vivant de Lachine, susdite, écuier, Défenderesse.

Un certain emplacement faisant partie du lot numéro sept cent soixante-dix-sept (777), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite cité de Lachine; borné en front par le chemin public; au nord-est par la partie du dit lot numéro officiel sept cent soixante-dix-sept, appartenant à Camille Clément dit Larivière; au sud-ouest cial number 244-80; on the south west side by the lots official Nos. 244-37 and 38 and in the rear and on the other side by the remnant part of said lot official number 244-39—with a house thereon erected. To be deducted however:

A parcel of land situate at the town of Greenfield Park, measuring five feet wide by one hundred and ninety feet deep english measure, and being the north east part of the piece of ground such as hereabove designated and bounded, said parcel of land, in front by a street official No. 244-80; in depth by another part of said lot No. 244-39, belonging to J.-A. Jessup & J. R. How, on the south west side by the part of same official No. 244-39 belonging to the said H. T. Reeves, and remaining burdened and affected in favor of the said J. S. U. Dupras, and on the other side by another part of the same official No. 244-39 belonging to Mr. Arthur Perry.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 11th November, 1914. 5608
[First published, 14th November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: No. 3221. } LOUIS DUPUY, Plaintiff; against, LEON LEPINE, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as being the lot number three hundred and forty five of the official subdivision of the lot number thirty-six (36-345) — with the buildings erected thereon, bounded in front by Saint-Cyrille street, in the town of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 10th November, 1914. 5558
[First published, 14th November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: No. 3412. } CHRISTOPHER DUNKIN BANCROFT, of the city of Westmount, district of Montreal, meat importer, in his quality of curator duly appointed to the person and property of Dame Mar he Mary Anne Bancroft, fille majeure, formerly of the village of Knowlton, in the district of Bedford, and now of the said city of Montreal, an interdict for insanity, as such curator duly appointed under the act of curatelle, homologated by the prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, on the 30th November, 1912, Plaintiff; vs DAME SARAH HOULE, of the city of Lachine, in the district of Montreal, widow of the late Ambroise Beautrone dit Major, in his lifetime of the said city of Lachine, hotelkeeper, and also widow of the late Louis Cardinal, in his lifetime of Lachine, aforesaid, esquire, Defendant.

A certain emplacement forming part of lot number seven hundred and seventy seven (777), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town of Lachine; bounded in front by the King's Highway; on the north east by part of the said lot official number seven hundred and seventy seven, belonging to

partie par le lot numéro officiel 778, et partie par le dit lot numéro officiel 777, appartenant à Louis Pigeon ou ses représentants, et en arrière par le lot numéro officiel 773—avec la maison occupée comme hôtel, et les autres bâtisses dessus érigées. Le dit lot mesurant soixante-treize pieds au front par quatre-vingt-neuf pieds à l'arrière, avec une profondeur de deux cents pieds, ayant front sur la rue Saint-Joseph, dans la dite cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 novembre 1914. 5629-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DELLE LEA PILON,
No 3445. } Demanderesse; contre JOSEPH LEVEILLE, Défendeur.

1. Un terrain sis et situé en la ville d'Outremont, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante et huit de la subdivision du lot numéro trente-trois (33-168), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par l'Avenue Querbes—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2. Un terrain situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro cent soixante et neuf de la subdivision du numéro trente-trois (33-169), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par l'Avenue Querbes—avec une remise bâtie sur le dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 novembre 1914. 5627-2

[Première publication, 14 novembre 1914.

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MISS LEA PILON,
No. 3445. } Plaintiff; against JOSEPH LEVEILLE, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in the town of Outremount, district of Montreal, known and designated under the number one hundred and sixty eight of the subdivision of the lot number thirty three (33-168) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Querbes Avenue, —with a house and other buildings erected thereon.

2. A lot of land situate at the same place, known and designated under the number one hundred and sixty nine of the subdivision of the lot number thirty three (33-169), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Querbes Avenue,—with a shed built upon the said lot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 11th November, 1914. 5628

[First published, 14th November, 1914.]

---

## Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME MARGARET
District de Pontiac, } C. J. R. MALLOCK,
No 1435. } épouse séparée de biens de Charles K. Graham, du canton Hull, dans le comté d'Ottawa, avocat, et le dit Graham pour autoriser son épouse, Demanderesse; vs WILLIAM RICHARD GAVAN, ci-devant du village de Quyon, dans le comté de Pontiac et dans la province de Québec, subséquemment de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et actuellement résidant dans les cité et district de Montréal, mineur, Défendeur.

1. Le lot numéro cent cinquante-neuf sur la rue Clarendon et les lots numéros cent trente-quatre et cent trente-cinq, sur la rue Saint-George, tous dans le village de Quyon, dans le comté de Pontiac, d'après les plan et livre de renvoi officiels

## Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } DAME MARGARET
District of Pontiac, } C. J. R. MALLOCK,
No. 1435. } wife separate as to property of Charles K. Graham, of the township of Hull, in the county of Ottawa, advocate, and the said Graham to authorize his wife, Plaintiff's; vs William Richard Gavan, formerly of the village of Quyon, in the county of Pontiac and in the province of Quebec, subsequently of the city of Ottawa, in the province of Ontario and now residing in the city and district of Montreal, miner, Defendant.

1. Lot number one hundred and fifty nine on Clarendon street, and lots numbers one hundred and thirty four and one hundred and thirty five on Saint George street, and in the village of Quyon in the county of Pontiac according to the

-7 DEC 1914

du dit village—avec les bâtisses et améliorations dessus et les circonstances et appartenances;

2. Parties des lots numéros dix et onze du dit village de Quyon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village contenant cent trente-deux pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur; bornées au sud par la rive sud de la rivière Ottawa, en arrière par une partie des mêmes lots appartenant à Patrick Mulligan ou ses représentants, sur le côté est par la ligne divisant le lot numéro neuf du dit lot numéro dix, et sur le côté ouest par la rue Saint-Jean,—avec les bâtisses et améliorations dessus, et les circonstances et appartenances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Bryson, Qué., le SEPTIEME jour du mois de JANVIER 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 1er décembre, 1914. 6143
[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Pontiac, No 1264. } ALPHONSE E. PROVOST ET ALBERT ALLARD, marchands et négociants, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de Provost et Allard, Demandeurs; vs FELIX A. MALONEY, marchand et cultivateur, du village de Chapeau, district de Pontiac, Défendeur.

1. Le lot numéro cinq dans le sixième rang du village de Chapeau, dans le canton "Allumette Island", dans le comté de Pontiac; borné au nord par la rue Queen, au sud par la rue Saint-James, à l'est par le lot numéro quatre, et à l'ouest par le lot numéro six, tous deux dans le dit sixième rang, le dit lot de village maintenant connu d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village comme étant les lots numéros soixante-deux et soixante-trois du dit village, contenant quatre-vingt-dix-huit mailles et demie de largeur, et une verge et sept perches en superficie, plus ou moins, — avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Le lot numéro vingt-sept dans le premier rang du canton Waltham, dans le dit comté de Pontiac, contenant par mesurage cinquante-neuf acres, plus ou moins;

3. Toute cette certaine parcelle ou lot de terre situé, sis et étant dans le village de Chapeau, et étant composé d'une partie du lot numéro trente-sept, dans le deuxième rang du canton "Allumette Island", et contenant par mesurage neuf-dixièmes d'acre de terre, et étant séparé par une réserve pour une rue courant entre eux, les courses, directions et longueurs des limites, arpentées étant comme suit, c'est-à-dire:—

Commençant à un point à la limite nord du prolongement ouest de la rue Saint-James, dans le village Chapeau, distant de six chaînes et vingt-huit chaînons, mesurés dans la direction nord, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique, de la limite ouest du lot trente-sept dans le deuxième rang du dit canton "Allumette Island", tel qu'arpenté et delà se prolongeant nord cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes ouest astronomique, trois chaînes à un poteau, delà dans une direction est parallèle à la direction de la limite nord susdite du prolongement de la rue Saint-

official plan and book of reference of said village together—with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging;

2. Parts of lots numbers ten and eleven of the said village of Quyon according to the official plan and book of reference of said village containing one hundred and thirty two feet in width by one hundred and twenty feet in depth; bounded to the south by the bank of the Ottawa river, in rear by part of the same lots belonging to Patrick Mulligan or representatives, on the east side by the line dividing lot number nine from said lot number ten, and on the west side by Saint John street, together — with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, at Bryson, Que., on the SEVENTH day of the month of JANUARY, 1915, at TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 1st December, 1914. 6144
[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Pontiac, No. 1264. } ALPHONSE E. PROVOST & ALBERT ALLARD, merchants & traders of the city of Ottawa, province of Ontario and doing business together under the names and firm social of Provost & Allard, Plaintiff's; vs FELIX A. MALONEY, merchant and farmer, of the village of Chapeau, district of Pontiac, Defendant:

1. The lot number five in the sixth range of the village of Chapeau in the township of Allumette Island, in the county of Pontiac; bounded on the north by Queen street on the south by Saint James street, on the east by the lot number four, and on the west, by lot number six, both in said sixth range, the said village lot now known according to the official plan and book of reference of said village as the lots numbers sixty two and sixty three of said village, containing ninety eight and a half links in breath and one rood and seven perches in superficies, more or less, with a house and other buildings thereon erected;

2. The lot number twenty seven in the first range of the township of Waltham, in said county of Pontiac, containing by admeasurement fifty nine acres, be the same more or less;

3. All that certain parcel or lot of land situate, lying and being in the village of Chapeau, and being composed of portion of lot number thirty seven, in the second range of the township of Allumette Island, and containing by admeasurement nine tenths of an acre of land, and being separated by an allowance for a street running between them, the courses bearings and lengths of the boundaries surveyed being as follows, that is to say:—

Beginning at a point at the northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, in the Chapeau village, distant six chains and twenty eight links, computed in the course north, eighty nine degrees, six minutes and thirty five seconds east astronomically, from the western boundary of lot thirty seven in the second range of said township of Allumette Island, as surveyed and extending thence north fifty three minutes and twenty five seconds west astronomically, three chains to a post, thence easterly parallel to the course of the aforesaid Northerly boundary of the continuation of Saint-James street, to a

James, à une distance de deux chaînes mesurées dans la direction nord susdite, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique à un poteau, delà trois chaînes dans la direction sud cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes est astronomique à un poteau dans la dite limite nord de la rue Saint James, et delà, suivant la direction de la rue Saint-James, au point de commencement, contenant six-dixièmes d'acre, aussi commençant à un point sur la limite nord susdite du prolongement de la rue Saint-James, distant de soixante mailles et trois-cinquièmes de l'angle sud-est du lot en dernier lieu décrit, mesurées dans la direction nord, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique où un poteau est planté, et delà, se prolongeant dans la direction nord, cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes ouest astronomique en suivant la limite est d'une réserve de quarante pieds pour une rue, une distance de trois chaînes à un poteau, delà, dans une direction est parallèle à la dite limite nord de la rue Saint-James à ce point, une chaîne mesurée dans la direction nord quatre-vingt-neuf degrés et six minutes et trente-cinq secondes est astronomique à un poteau, de là, sud cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes est astronomique à un poteau, et delà, suivant la limite nord susdite du prolongement ouest de la rue Saint-James, dans une direction ouest au point de commencement, contenant par mesurage trois-dixièmes d'acre. Lequel dit morceau de terre ci-dessus en dernier lieu décrit et maintenant connu, d'après les plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros 153 et 154) cent cinquante-trois et cent cent cinquante-quatre du village de Chapeau;

4. Tous ces certains lots de village situés, sis et étant dans le dit village de Chapeau, contenant par mesurage un cinquième d'acre chacun, plus ou moins, et étant composés des lots numéros deux, trois et quatre sur le côté nord du chemin Chapeau et Culbute, étant partie du lot cantonal numéro trente-huit dans le deuxième rang du canton "Allumette Island", et faisant partie du dit village de Chapeau, et maintenant connu d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Chapeau, comme étant le lot numéro cent cinquante-neuf.

5. Le lot numéro treize d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Chapeau.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, du comté de Pontiac, à Bryson, Qué., le SEPIEME jour du mois de JANVIER 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., 1er Décembre 1914. 6141
Première publication, 5 décembre 1914.]

distance of two chains computed in the course aforesaid of north, eighty nine degrees six minutes and thirty five seconds east astronomically to a post, thence 3 chains on the course south 53 minutes and 3, and twenty five seconds east astronomically to a post in the said northerly boundary of Saint James street, to the place of beginning containing the course Saint James street, and thence, following the course Saint James street, to the place of beginning, containing six tenths of an acre, also beginning at a point on the aforesaid northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, distant sixty and three fifths links from the south east angle of the last described plot, compute on the course north, eighty nine degrees, six minutes and thirty five seconds east astronomically where is planted a post, and extending thence on the course north, fifty three minutes and twenty five seconds west astronomically along the easterly boundary of an allowance of forty feet for a street, a distance of three chains to a post, thence easterly parallel to the said northerly boundary of Saint James street, at this point, one chain computed on the course north eighty nine degrees and six minutes and thirty five seconds east astronomically to a post, thence south fifty three minutes and twenty five seconds east astronomically to a post, and thence following the aforesaid northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, westerly to the place of beginning, containing by admeasurement three tenths of an acre. Which said hereinabove lastly described piece of land is now known according to the official plan and book of reference as lots numbers (153 and 154) one hundred and fifty three and one hundred and fifty four of the village of Chapeau;

4. All those certain village lots situate, lying and being in said village of Chapeau, containing by admeasurement one fifth of an acre each, more or less, and being composed of lots numbers two, three, and four, on the north side of the Chapeau and Culbute road, being part of township lot number thirty eight, in the second range of the township of Allumette Island, and composing part of the said village of Chapeau and now known according to the official plan and book of reference of said village of Chapeau, as lot number one hundred and fifty nine ;

5. The lot number thirteen according to the official plan and book of reference of said village of Chapeau.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, at Bryson, Que., on the SEVENTH day of the month of JANUARY 1915, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que., 1st December, 1914. 6142
[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal, No 2086. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse; vs ZOEL DUMAIS, Défendeur.

Ces quatre lots de terres situés dans le canton Duhamel, dans le Comté de Témiscaming, le dit comté faisant anciennement partie du comté de Pontiac, les dits lots connus et désignés au plan officiel du dit canton sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cinquième rang du dit canton (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.), chacun des dits lots contenant cent (100) acres en superficie, plus ou moins, les dits quatre lots étant maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Duhamel, sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cinquième rang du dit canton Duhamel (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914.

5681

[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal, No. 2086. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs ZOEL DUMAIS, Defendant.

Those four lots of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, said county formerly forming part of the heretofore county of Pontiac, said lots known and designated on the official plan of said township under the numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty, of the fifth range of the said township (Nos. 37, 38, 39 and 40, r. 5,—D.), each said lots having one hundred (100) acres superficies more or less, said four lots being now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Duhamel under the numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty, of the fifth range of of the said township of Duhamel, (Nos 37, 38, 39 and 40, r. 5-D)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.

[First published, 21st November, 1914.]

5682

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal. No 4186. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA Demanderesse; vs EMMANUEL GIROUX, Défendeur.

La partie nord du lot de terre anciennement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, sous le numéro cinquante-trois du cinquième rang du dit canton Duhamel (No 53 R. 5.-D), la dite partie contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Duhamel, sous le numéro cinquante-trois D. cinquième rang Duhamel (53 D.R. 5—D.)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914.

5683

[Première publication, 21 novembre 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal. No. 4186. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs EMMANUEL GIROUX, Defendant.

The northern part of land formerly known and designated on the official plan and book of reference, of the township of Duhamel in the county of Temiscaming, under the number fifty three of the fifth range, of the said township of Duhamel (No. 53 R. 5—D.) the said part comprising fifty acres superficies more or less and now ,nown and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said township of Duhamel, under the number fifty three D. fifth range of Duhamel (53 D. R 5—D.)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1915, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Qué., this sixth day of November, 1914

5684

[First published, 21st November, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal. No 2445. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse; vs JOSEPH CAMPANINO, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Laverlochère, dans le comté de Témiscaming, faisant anciennement partie du comté de Pontiac, connue et désigné au plan officiel du dit canton comme étant le numéro soixante-trois (No 63), dans le sixième rang du dit canton (No 63—R. 6

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal. No. 2445. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs JOSEPH CAMPANINO, Defendant.

That certain lot of land situate in the township of Laverlochère in the county of Temiscaming, formerly part of the county of Pontiac,known and designated on the official plan of said township as number sixty three (No. 63), in the sixth range of the said township (No. 63—R. 6 L.)

L), mesurant cent quatre-vingt-six acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, dans le village de Ville-Marie, Que., dans le dit comté, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5685
[Première publication, 21 novembre 1914].

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal, No 3572. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse; vs. ALCIDE GAGNE, Défendeur.

Ces deux lots de terre situés dans le comté de Témiscaming, connus et désignés, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous les numéros onze et douze du septième rang nord du canton Fabre (nos. 11 et 12) r. 7, M. F., chacun contenant cent acres en superficie,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard, dans le comté de Témiscaming, Qué., le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à TROIS heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914
5675
[Première publication, 21 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal, No. 3461. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse; vs. MAXIMIN PITRE, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Duhamel, sous le numéro soixante-trois dans le cinquième rang du dit canton (No. 63, r. 5-D), le dit lot contenant cent soixante-sept 167 acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno de Gigues, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à QUATRE heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, ce sixième jour de novembre 1914.
5679
[Première publication, 21 novembre 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Montréal. No 3830. } TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse; vs NOE BROUILLARD, Défendeur et KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE, Procureurs.

1. Le lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, contenant en superficie cent acres, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit

measuring one hundred and eighty six acres in superficies more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registers' office for the registration division of the county of Temiscaming in the village of Ville-Marie Que., in the said county, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock, in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que., 6th November, 1914. 5686
[First published, 21st November, 1914].

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal, No. 3572. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs ALCIDE GAGNE, Defendant.

Those two lots of land situate in the county of Temiscaming, known and designated on the official plan and book of reference, of the said township, under the numbers eleven and twelve of the seventh range, north of the township of Fabre (Nos. 11 and 12) r. 7, M. F. each containing one hundred acres superficies — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Edouard, in the county of Temiscoming, Que., on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.
5676.
[First published, 21st November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal, No. 3461. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs MAXIMIN PITRE, Defendant.

That certain lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Duhamel, under the number sixty three in the fifth range of the said township (No. 63, r. 5-D), said lot containing one hundred and sixty seven (167) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Bruno de Gigues, in the county of Temiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1915, at FOUR o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, this sixth day of November, 1914.
5680
[First published, 21st November, 1914.]

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Montreal. No. 3830. } TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs NOE BROUILLARD, Defendant and KAVANAGH LAJOIE & LACOSTE, attorneys.

1. The lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, containing one hundred acres in area more or less, known and designated on the official plan and

canton comme étant le lot numéro cinquante du cinquième rang (No 50 R. 5-D.), du dit canton —avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2. Une ferme contenant environ deux cent quarante acres, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées, la dite ferme située dans le village de Ville-Marie, dans le dit comté de Témiscaming, et composée des lots et parties de lots suivants:

(*a*) Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-huit cent trois, douze cent quatre-vingt-six, douze cent quatre-vingt-sept, douze cent quatre-vingt-huit, douze cent quatre-vingt-neuf, douze cent quatre-vingt-dix, douze cent quatre-vingt-onze, douze cent quatre-vingt-douze, douze cent quatre-vingt-treize, douze cent quatre-vingt-quatorze, douze cent quatre-vingt-quinze, douze cent quatre-vingt-seize, douze cent quatre-vingt-dix-sept, douze cent quatre-vingt-dix-huit, douze cent quatre-vingt-dix-neuf, treize cents, treize cent un, treize cent deux, treize cent trois, treize cent quatre, treize cent cinq, treize cent six, treize cent sept, et la partie sud du lot douze cent quatre-vingt-cinq, contenant environ quatre acres et trois quarts (4 3/4) en superficie: bornée à l'ouest par les lots Nos 1298 à No 1307 les deux inclusivement, au sud par le lot numéro douze cent quatre-vingt-six, à l'est par une partie du lot No 1804, au nord par cette partie du lot No 1285 vendue, tel que mentionné ci-après à Charles Eustache Brodeur, la ligne divisant la dite partie sud du dit lot No 1285 d'avec le reste du lot courant de la partie nord-est du lot 1307 et tirée parallèle à la ligne séparative entre les lots numéros 1284 et 1285 et jusqu'à la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1285 et aussi le lot numéro dix-huit cent quatre, moins et à distraire du dit lot dix-huit cent quatre, cette partie du lot vendue par le dit Noé Brouillard à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente passé devant A. E. Guay, notaire, le quatrième jour de septembre mil neuf cent neuf, et enregistré sous le numéro 3596 de l'ancienne seconde division du comté de Pontiac, la dite partie ainsi vendue au coin nord-ouest du dit lot No 1804, contenant la dite partie de lot quatre acres et un quart (4 1/4) en superficie, étant de figure irrégulière et contenant quatre cent cinq pieds de profondeur sur la ligne entre les lots Nos 1804 et 1805, bornée au nord par le lot No 1805, à l'ouest par le lot numéro 1285, au sud-ouest par un cours d'eau séparant la dite partie de terrain du reste du dit lot No 1804 et à l'est par une ligne se prolongeant depuis la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1805 jusqu'à un point quatre cent cinq pieds distant du lot numéro 1285, et courant directement, dans le prolongement de la dite rue Saint-Gabriel, jusqu'au cours d'eau ci-dessus mentionné (Nos 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, ptie 1285 et ptie 1804).

*b*. Les lots de terre situés dans le dit village de Ville-Marie, connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros treize cent dix-huit, treize cent dix-neuf, treize cent vingt, treize cent vingt-un, treize cent vingt-deux, treize cent vingt-trois, treize cent vingt-quatre, treize cent vingt-cinq, treize cent vingt-six, treize cent vingt-sept, treize cent vingt-huit, treize cent vingt-neuf, treize cent trente, treize cent trente-un, treize cent trente-deux, treize cent trente-trois, treize cent trente-quatre, treize cent trente-cinq, treize cent trente-

book of reference of the said township as lot number fifty of the fifth range (No. 50 R. 5-D), of said township with any and all the buildings thereon erected.

2. A farm containing about two hundred and forty acres, more or less—with the buildings thereon erected said farm situate in the village of Ville-Marie, in the said couuty of Temiscaming, and composed of the following lots and parts of lots:

*a*. The lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers eighteen hundred and three, twelve hundred and eighty six. twelve hundred and eighty seven, twelve hundred and eighty eight, twelve hundred and eighty nine, twelve hundred and ninety, twelve hundred and ninety one, twelve hundred and ninety two, twelve hundred and ninety three, twelve hundred and ninety four, twelve hundred and ninety five, twelve hundred and ninety six, twelve hundred and nine nine, thirteen hundred thirteen hundred and one, thirteen hundred and two, thirteen hundred and three, thirteen hundred and four, thirteen hundred and five, thirteen hundred and six, thirteen hundred and seven, and the sourhernley part of lot number twelve hundred and eighty five, containing about four and three quarters (4 3/4) acres in area: bounded to the west by lots Nos. 1298, to No. 1307, both inclusive, to the south by lot number twelve hundred and eighty six, to the east by part of the lot No. 1804, to the north by that of the lot No 1285, sold as hereinafter mentioned to Charles Eustache Brodeur, the line dividing the said southernly part of the said lot No. 1285 from the remainder thereof running from the north east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots numbers 1284 and 1285 and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285 and also lot number eighteen hundred and four, less and to be withdrawn from said lot eighteen hundred and four that portion thereof sold by the said Noé Brouillard to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale executed before A. E. Guay, notary on the fourth day of september, nineteen hundred and nine, and registered under No. 3596 in the then second division of the county of Pontiac, said portion, so sold at the north west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land four and one quarter acres (4 1/4) in area, being of an irregular shape and containing four hundred and five feet in depth on the line between lots No. 1804 and 1805, bounded to the north by lot No. 1805, to the west by lot No. 1285, to the south west by a stream dividing said portion of land from the remainder of said lot No. 1804 and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 and 1805, at a point four hundred and five feet distant from lot No. 1285, and running directly, on the continuation of said Saint Gabriel street, to the stream hereabove mentioned (Nos. 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, pt. 1285 and pt. 1804.

*b*. The lots of land situate in the said village of Ville-Marie, known and designated on the said official plan and book of reference as lots numbers thirteen hundred and eighteen, thirteen hundred and nineteen, thirteen hundred and twenty, thirteen hundred and twenty one, thirteen hundred and twenty two, thirteen hundred and twenty three, thirteen hundred and twenty four, thirteen hundred and twenty five, thirteen hundred and twenty six, thirteen hundred and twenty seven, thirteen hundred and twenty eight, thirteen hundred and twenty nine, thirteen

six, treize cent trente-sept, treize cent trente-huit, treize cent trente-neuf, treize cent quarante, treize cent quarante-un, treize cent quarante-deux, treze cent quarante-trois, treize cent quarante-quatre, treize cent quarante-cinq, treize cent quarante-six, treize cent quarante-sept, treize cent quarante-huit, treize cent quarante-neuf, treize cent cinquante, treize cent cinquante-un, et ces deux lisières de terrain, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie susdit, la première comme étant la rue Brouillard, et la seconde comme étant la rue Vaudreuil, toutes deux se prolongeant depuis la rue Notre-Dame jusqu'au chemin public Fabre (Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, [1350 et 1351 et rue Brouillard et rue Vaudreuil.

*c.* Les trois lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-cinq, dix-sept cent-quatre-vingt-six, dix sept cent quatre-vingt-sept (1785, 1786, 1787) moins et à distraire de ces dits lots les parties des lots dix-sept cent quatre-vingt-cinq et dix-sept cent quatre-vingt-sept (pties de 1785 et 1787) vendues par le dit Noé Brouillard à Cyrille Brouillard, par acte de vente passé au dit village de Ville-Marie, le vingtième jour d'août dernier (1914), devant D. Pellerin, notaire, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, à Ville-Marie, le vingt-neuvième jour d'août mil neuf cent-quatorze sous le No 5473—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir:

Les biens immobiliers en premier lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de Lorrrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi, et les biens immobiliers en deuxième lieu désigné au bureau d'enregistrement, pour la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, dans le village de Ville-Marie, Qué., dans le dit comté, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5677

[Première publication, 21 novembre 1914.]

hundred and thirty. thirteen hundred and thirty one, thirteen hundred and thirty two, thirteen hundred and thirty three, thirteen hundred and thirty four, thirteen hundred and thirty five, thirteen hundred and thirty six, thirteen hundred and thirty seven, thirteen hundred and thirty eight, thirteen hundred and thirty nine, thirteen hundred and forty, thirteen hundred and forty one, thirteen hundred and forty two, thirteen hundred and forty three, thirteen hundred and forty four, thirteen hundred and forty five, thirteen hundred and forty six, thirteen hundred and forty seven, thirteen hundred and forty eight, thirteen hundred and forty nine, thirteen hundred and fifty, thirteen hundred and fifty one, and those two strips of land, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville-Marie, aforesaid the first as Rue Brouillard, and the second as Rue Vaudreuil, both extending from Rue Notre Dame, to Chemin Public Fabre, Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1359 and 1351, and Rue Brouillard and Rue Vaudreuil.

*c.* The three lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers seventeen hundred and eighty-five, seventeen hundred and eighty six, and seventeen hundred and eighty seven, (1785, 1786 and 1787), less and to be withdrawn therefrom the portions of lots seventeen hundred and eighty five seventeen hundred and eighty seven, (Pt. of 1785 and 1787) sold by the said Noé Brouillard to Cyrille Brouillard, by deed of sale executed, at the said village of Ville-Marie, on the twentieth day of August last (1914), before D. Pellerin, notary, and registered in the registry division of the county of Témiscaming, at Ville-Marie, on the twenty ninth day of August, nineteen hundred and fourteen, under the No. 5473—with the buildings thereon erected

To be sold as follows, to wit:

The immoveable property firstly designated, at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the immoveable property secondly designated at the Registers office, for the registration division of the county of Temiscaming, in the village of Ville-Marie, Que., in the said county on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que. 6th November, 1914. 5678

[First published, 21st November, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit du comté d'Yamaska, district de Richelieu.*

Sorel, à savoir: No 704. GEORGE OMER SHOONER, Demandeur; contre LOUIS RAYMOND, Défendeur.

## Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Court of Circuit in and for the county of Yamaska, in the district of Richelieu.*

Sorel, to wit: No. 704. GEORGE OMER SHOONER, Plaintiff; against LOUIS RAYMOND, Defendant.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Joachim de Courval, en la concession, Saint-Michel, de la contenance de un arpent et demi de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro cinq cent soixante dix huit (518), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances;

2. Une terre située en la dite paroisse de Saint-Joachim de Courval, en la même concession contenant quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur plus ou moins, étant les numéros six cent cinq et six cent six (Nos 605 et 606) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Courval, MARDI, le CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. G. LORMIERE,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sorel, 24 novembre 1914. 6077

[Première publication, 5 décembre 1914.]

1. A farm situate in the parish of Saint Joachim de Courval, in the Saint Michel, concession containing one arpent and a half in front by twenty arpents in depth, more or less, being lot number five hundred and seventy eight (578), of the official cadsatre of the parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependancies;

2. A farm situate in the said parish of Saint Joachim de Courval, in the same concession, containing four arpents and a half in front by twenty arpents in depth, more or less, being the lot numbers six hundred and five and six hundred and six (605 and 606), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependancies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Courval, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LORMIERE,
Sheriff.

Sheriff's office
Sorel, 24th November, 1914. 6078

[First published, 5th December, 1914.]

## Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } THE QUEBEC
No 225. } & SAINT-MAURICE INDUSTRIAL COMPANY", corps politique et incorporé ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, et ayant aussi un bureau d'affaires à Lyster, district d'Arthabaska, Demanderesse; contre ADOLPHE COULOMBE, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

1. Un lopin de terre faisant partie du lot numéro dix-sept B (p. 17B) du dixième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe; borné en front par le chemin entre les dixième et onzième rangs du dit canton de Wolfestown, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro dix-sept A du même rang et de l'autre côté au sud-est et en arrière au nord-est par le terrain de Médard Luneau—avec une maison et fromagerie et grange dessus construites et tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite fromagerie.

2. Un terrain étant la moitié sud-est du lot numéro dix-sept A (½ S. E. 17 A) du dixième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Wolfestown, de la contenance de cinquante acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges de Ham, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à QUATRE heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 10 novembre 1914. 5619-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

## Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } THE QUEBEC &
No. 225. } SAINT MAURICE INDUSTRIAL COMPANY", a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Quebec, and having an office at Lyster, district of Arthabaska, Plaintiff; against ADOLPHE COULOMBE, of Ham North, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. A parcel of land forming part of the lot number seventeen B(pt. 17 B), of the tenth range, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Wolfestown, in the county of Wolfe; bounded in front by the road between the tenth and eleventh ranges of the said township of Wolfestown, on one side to the north west by the lot number seventeen A of the same range, and on the other side to the south east and in the rear to the north east by the land of Médard Luneau—with a house and cheese factory and barn erected thereon and all the equipment used in the exploitation of the said cheese factory.

2. A lot of land being the south east half of the lot number seventeen A (S.-E. ½ 17A) of the tenth range upon the official cadastral plan and book of reference for the said township of Wolfestown, containing fifty acres in superficies.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges de Ham, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at FOUR o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5620

[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: No 220. } WILBROD J. BELAIR, de Ham-Nord, commerçant, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre HERMENEGILDE RICHER, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Les lots numéro vingt B (20 B) et vingt C (20 C) du cinquième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ham—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges de Ham, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 10 novembre, 1914. 5621-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: No 217. } WILBROD J. BELAIR, de Ham-Nord, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre ALEXANDRE DUQUETTE, de Garthby-Ouest, dit district, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro trente-deux (No 32 sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang sud, du canton de Garthby, dans le comté de Wolfe—avec bâtisse et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 10 novembre 1914. 5623-2

[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: No. 220. } WILBROD J. BELAIR, of Ham North, trader, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against HERMENEGILDE RICHER, of Ham North, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers twenty B (20 B) and twenty C (20 C) of the fifth range upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Ham—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges de Ham, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5622

[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: No. 217. } WILBROD J. BELAIR, of Ham North, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against ALEXANDRE DUQUETTE, of Garthby West, said district, Defendant.

Seized as belonging to the s id Defendant:

The lot number thirty two (No. 32) upon the official cadastral plan and book of reference for the first south range of the township of Garthby, in the county of Wolfe—with the building and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 10th November, 1914. 5624

[First published, 14th November, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique. No 282. } DAVID RAYMOND, ouvrier, Demandeur; vs HORMISDAS BRIEN, Défendeur.

Un emplacement situé au village de Sainte-Agathe des Monts, dans le quatrième rang, de Beresford, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi faits pour le village de Saitne-Agathe des Monts, comme formant partie du No cinquante (50), et et borné comme suit: En front par la rue Tour du Lac, en profondeur par la propriété de Dame Courval, d'un côté par Alfred Leblond et d'un autre côté par Dame veuve Desjardins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Sainte-Agathe des Monts, dit district, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sainte-Scholastique, 1er décembre 1914.
6079

[Première publication, 5 décembre 1914.]

## Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, Sainte Scholastique, No. 282. } DAVID RAYMOND, workman, Plaintiff; vs. HORMISDAS BRIEN, Defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte Agathe des Monts, in the fourth range of Beresford, county and district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said village of Sainte Agathe des Monts, as forming part of the lot No. fifty (50), and bounded as follows: In front by Tour du Lac street, in depth by the property of Dame Courval, on one side by Alfred Leblond and on the other side by Dame widow Desjardins—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the village of Sainte Agathe des Monts, said district, on the SEVENTH day of JANUARY next, (1915), at TWELVE o'clock, noon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sainte Scholastique, 1st December, 1914.
6080

[First published, 5th December, 1914.]

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix novembre 1899, pour le canton Shipton, comté de Richmond, et de nommer par commission en date du vingt-huit novembre 1914, MM. E. Welland S. Gibson, Joseph A. Boivin et J. Eugène Guilmette, marchands, et Robert Hall Stevenson, médecin, du village de Danville, commissaire, de la dite cour. 6135

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du vingtième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

*District de Kamouraska.*—M. Olivier Fournier, commerçant, de Witworth alias Saint-François, comté de Temiscouata.

*District de Québec.*—MM. Georges Laliberté, Odinat Plante et Joseph Plante, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Nicholas, comté de Lévis.

*District de Montréal.*—M. Alexander Rufus McRae, gentilhomme, de la ville de Lachine, comté de Jacques-Cartier. 6133

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-six novembre 1914, de nommer MM. le Major H. B. Yates, A. D. M. S. 4ième Division; Lieutenant Cecil Gordon Mackinnon, de la cité de Montréal, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-cinq novembre 1914, de nommer MM. les capitaines H. T. Scott, commandant de la garde de l'Ile Sainte-Hélène; W. C. Scully, 3 B. C. T. A. de la cité de Montréal,, juges de paix, en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues. 6097

## Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, bearing date the tenth November, 1899, for the township of Shipton, county of Richmond, and to ap oint by commission bearing date the twenty eight day of November, 1914, Messrs. E. Welland S. Gibson, Joseph A. Boivin and J. Eugene Guilmette, merchants, and Robert Hall Stevenson, physician, of the village of Danville, commissioners of the said court. 6136

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty fifth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

*District of Kamouraska.*—Mr. Olivier Fournier, trader, of Witworth alias Saint François, county of Temiscouata.

*District of Quebec.*—Messrs. Georges Laliberté, Odinat Plante and Joseph Plante, farmers, of the parish of Saint Nicholas, county of Levis.

*District of Montreal.*—Mr. Alexander Rufus McRæ, gentleman, of the town of Lachine, county of Jacques-Cartier. 6134

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty sixth day of November, 1914, to appoint Major H. B. Yates, A. D. M. S. 4th Division; Lieutenant Cecil Gordon Mackinnon, of the city of Montreal, justices of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 of the R. S. P. Q., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec, for administering the oath to recruits.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty fifth day of November, 1914, to appoint Captains H. T. Scott, commander of the guard of Sainte Helene Island; W. C. Scully, 3 B. C. F. A. of the city of Montreal, justices of the peace in virtue of the provisions of article 3361 of the R. S. P. Q., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec, for administering the oath to recruits. 6098

## Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. Thomas McMaster, agent de manufacturiers; William Allan Dennison, agent manufacturiers; Pierre Louis Dupuis, avocat; Mademoiselle Corinne Gaudreau, sténographe et mademoiselle Gratia Belisle, sténographe, de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des li-

## Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Thomas McMaster, manufacturers agent; William Allan Dennisson manufacturers agent; Pierre Louis Dupuis, advocate, Miss Corinne Goudreau, stenographer and Miss Gratia Belisle, stenographer of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the

cences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail, conformément aux prescriptions de la loi des Licences de Québec;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Bellevue Café", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail, ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail, ou autrement, tout autre hotel et toute propriété immobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains obtenus ou acquis par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses, qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter ou autrement acquérir toutes actions ou intérêt dans la totalité ou dans aucune partie du commerce, clientèle et biens de toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant tout commerce semblable à celui de la présente compagnie, et se charger de la totalité ou d'aucune partie des dettes ou obligations de telle personne, société commerciale ou compagnie, et exercer, administrer et liquider tel commerce ainsi acquis;

Payer pour services rendus ou pour tous biens et droits acquis par la compagnie, de la manière qu'il pourra être jugé convenable, et en particulier par l'émission d'actions ou valeurs de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Vendre, transférer ou transporter la totalité ou aucune partie du commerce ou de l'entreprise de cette compagnie à aucune personne, société commerciale ou corporation et accepter comme considération pour telle vente, transfert ou transport, des actions, débentures, débentures-obligations, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Bellevue Hotel Company", avec un capital-actions de quarante-huit mille dollars ($48,000.00) divisé en quatre cent quatre-

License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers according to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Bellevue Cafe", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any hotel or restaurant, business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishing and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtain or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To purchase or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, good-will and property of any person, firm or company carrying on any business similar to that of the present company, and to take over the whole or part of the liabilities or obligations of such person, firm or company, and to carry on manage and liquidate such business thus acquired;

To pay for services rendered or any property and rights acquired by the company in the manner which may be deemed suitable and in particular by the issue of shares or securities of the company;

To buy acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To sell, transfer or convey the whole or any part of the business or undertaking of this company to any person, firm or corporation and to accept as the consideration for such sale, transfer for conveyance shares, debentures, debentures stock, bonds or securities of any other company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem avantageous for the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Bellevue Hotel Company", with a capital stock of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided into four

vingt (480) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
6021 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 novembre 1914, constituant en corporation MM. Louis Lortie et Ernest Boucher, commis de bar, Elie Gagné, bourgeois, Magloire Lortie, couturier, Albert St. Louis, commis de bar, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel actuellement exploité dans la cité de Montréal par Napoléon Gagné, 1105 rue Sainte-Catherine Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses, servant ou destinés à leur exploitation et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux fins de la présente compagnie, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou chacune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les fins de la présente compagnie;

Acquérir, posséder, vendre, céder des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou personne engagée dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs énivrantes, sous le nom de "Hotel Lortie Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
6129 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er décembre 1914, constituant en corporation MM. Philorum Armand Amyot, agent; Bruno Legault, mineur;

hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars ($100.) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
6022 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of November, 1914, incorporating Messrs. Louis Lortie and Ernest Boucher, bartenders, Elie Gagné, gentleman, Magloire Lortie, broker, Albert St. Louis, bartender, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, by Napoléon Gagné, 1105 Sainte Catherine street East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects of the present company and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the objects of the present company;

Acquire, hold, sell, assign shares, debentures or other securities of any other company or person gaged in the business which this company is authorized to carry on;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Hotel Lortie Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
6130 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of December, 1914, incorporating Messrs. Philorum Armand Amyot, agent; Bruno Legault,

Ludger Guilbault, mécanicien; Avila Chaussé, manufacturier, et Albert D. Denis, agent financier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer ou manufacturer des roues, essieux, voitures ou autres véhicules, de toutes sortes, fabriquer et faire le commerce en général comme mécaniciens, constructeurs et fabricants de voitures et autres effets de même nature, exploiter une ou des boutiques ou ateliers comme mécaniciens, fabricants en bois, fer, cuivre, acier ou autres matériaux, acquérir des biens meubles et immeubles pour les fins de tels commerces et industries; acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder,améliorer, construire, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes d'immeubles et meubles et en disposer;

Acquérir de toutes manières quelconques tout ou partie des biens et affaires de toutes personnes ou compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celle de la compagnie, ou entrer en société avec telles personnes ou compagnies, pour le partage des profits, unions d'intérêts, co-opérations, risques conjoints ou autres, avec toutes personnes ou compagnie faisant ou entendant faire des affaires, ou transactions, que cette compagnie est autorisée de faire;

Prêter de l'argent aux clients, faisant des affaires avec la compagnie, prendre et détenir, des hypothèques ou autres garanties sur des immeubles ou autrement pour la garantie de tels prêts ou transactions, excepté les affaires de banques, et généralement faire toutes autres affaires qui peuvent augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations et débentures ou autres garanties en paiement de tout ou partie des actions de la compagnie;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies, pour services rendus, faire et signer tous billets, chèques et autres effets de commerce, et en accepter;

Faire et signer tous actes ou documents se rapportant aux affaires de la compagnie, sous le nom de "Montreal Axle Works Limited", avec un fonds social de quarante-neuf milles piastres ($49,000.00), divisé en quatre cents quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

6101 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1914, constituant en corporation MM. Wilfrid Damphouse, comptable, J. H. O. Hebert, bourgeois, A. A. Garon, agent, J. A. Champoux, agent, J. E. Beaudin, agent, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'immeubles et de terrains avec la faculté d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, coloniser, arpenter, échanger et vendre des propriétés immobilières et des terrains, en faire le commerce et en disposer, et à cette fin, acheter, arpenter, améliorer, développer et préparer pour l'occupation les dits terrains et biens-fonds en la manière la plus avantageuse pour les fins de la compagnie;

Construire, ériger et entretenir dans et sur les dits biens-fonds et terrains des chemins, ponts et autres moyens de communication, maisons,

miner, Ludger Guilbault, machinist; Avila Chaussé, manufacturer and Albert D. Denis, financial agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To make and manufacture wheels, axles, carriages and other vehicles of all kinds, to manufacture and carry on the general business of machinists, builders and manufacturers of carriages and other goods of a like nature, operate one or several plants or shops as machinists, manufacturers of articles made of wood, iron, copper, steel or other materials, to acquire moveable and immoveable property for the purposes of such businesses and industries; to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, construct, utilize, manage, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immoveables and moveables;

To acquire in any manner whatever the whole or any part of the property and business of any persons or companies carrying on any business in whole or in part similar to that of the company, to enter into partnership with any such persons or companies for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure or otherwise, or with any persons or companies carrying on or intending to carry on any business or transactions which this company is authorized to carry on;

To loan money to customers having dealings with the company, to take and hold hypothecs and other securities upon immoveables or otherwise as the security for such loans or transactions, except banking business, and generally to do any other business capable of enhancing the value of the property or rights of the company;

To issue paid up shares, bonds and debentures or other securities in payment of the whole or part of the acquisitions of the company;

To remunerate any persons or companies for services rendered, to make and sign any notes, cheques and other commercial instruments and to accept the same;

To make and sign any documents incidental to the company's business, under the name of "The Montreal Axle Works Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

6102 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of November, 1914, incorporating Messrs. Wilfrid Damphouse, accountant, J. H. O. Hebert, gentleman, A. A. Garon, agent, J. A. Champoux, agent, J. E. Beaudin, agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate and land business with the power to purchase, own, develop, improve, acquire, settle, survey, exchange, sell, deal in and dispose of immoveable property and lands, and to that end to purchase, survey, improve, develop, and prepare for occupation the said lands and real estate in such manner as may be most advantageous for the company's purposes;

To construct, erect and maintain in and upon the said real estate and lands, roads, bridges and other means of communication, houses, mills,

moulins, fabriques et autres bâtiments et travaux nécessaires ou commodes pour l'occupation ou l'amélioration de l'un quelconque des dits terrains et biens-fonds, et les mettre en services, et y faire toutes sortes d'améliorations.

Vendre ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telles considérations que la compagnie peut juger convenables, et en particulier pour des actions, débentures, obligations et valeurs de toutes autres compagnies ou corporations municipales;

Emettre et céder des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement total ou partiel des services rendus à la compagnie, par voie de promotion ou autrement, de même qu'en paiement total ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, ainsi que de tous droits, franchises, privilèges, licences ou concessions que la compagnie pourra légalement acquérir, comme aussi en échange d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toutes autres compagnies exerçant une industrie semblable ou similaire aux affaires de la présente compagnie;

Placer et appliquer les fonds disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Garantir le paiement de toutes débentures ou obligations, en valeurs détenues ou cédées par la compagnie, ainsi que l'intérêt sur ces dites débentures ou obligations;

Acheter, louer ou autrement acquérir tout commerce ou industrie semblable en tout ou en partie par son caractère ou par ses objets au commerce ou à l'industrie de la compagnie;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Diviser entre les actionnaires de la compagnie en espèces ou autrement toute propriété de la compagnie, et, en particulier, les actions, débentures ou autres valeurs appartenant à la compagnie ou dont la compagnie pourrait avoir le pouvoir de disposer;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs propres à atteindre les objets de la compagnie ou nécessaires à l'accomplissement d'aucune des choses que la compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "La Compagnie du Boulevard Pie IX Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6125 Sous-secrétaire de la province

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1914, constituant en corporation MM. James Reid, James A. Scott, George Farquharson et Francis J. B. Prevost, commis; Alexander Monroe, courtier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de merceries et les affaires d'un magasin à rayons, et négociants en gros et en détail, et acheteurs et manufacturiers de toutes sortes de marchandises vendues par les magasins à rayons et toutes sortes et espèces de marchandises s'y rapportant ou entrant dans la fabrication de telles marchandises, et agir en qualité

factories and other buildings and works necessary or convenient for the occupation or improvement of any part whatever of said real estate and lands and, utilize the same and make all kinds of improvements thereon;

To sell or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem convenient, and in particular for shares, debentures, bonds and securities of any other companies or municipal corporations;

To issue and hand over paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and in full or part payment of any moveable or immoveable property, rights, franchises, privileges, licenses or concessions which the company may legally acquire and also in exchange of shares, bonds, debentures or other securities of any other companies carrying on any business similar or to that of the present company;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To guarantee the payment of any debentures or bonds, by securities held or conveyed by the company, as well as the interest upon the said debentures or bonds;

To purchase, lease or otherwise acquire any trade or business in whole or in part similar by its character or objects, to the trade and business of the company;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To divide among the share holders of the company in kind or otherwise, any property of the company, and in particular, the shares, debentures or other securities belonging to the company or which the company may have the power to dispose of;

To do all such acts and exercise all such powers as may be incidental to the attainment of the company's objects or necessary for the carrying out of any of the things which the company is authorized to do, under the name of "La Compagnie du Boulevard Pie IX Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6126 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 27th of November, 1914, incorporating Messrs. James Reid, James A. Scott, George Farquharson and Francis J. B. Prevost, clerks; Alexander Monroe, broker, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of a gent's furnishings and departmental store, and as wholesale and retail dealers in and purchasers and manufacturers of all classes of goods handled by departmental stores and all kinds and classes of goods accidental thereto or entering into production of such goods, and to act as agents for dealers

d'agents pour les négociants ou fabricant de tels effets, denrées et marchandises;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, exploiter, entretenir et administrer tous immeubles, manufactures, boutiques, magasins, dépôts, ateliers pour la construction de machines, chambres pour engins, et autres structures et constructions nécessaires pour le commerce de la compagnie et tous autres biens meubles et immeubles nécessaires et utiles pour l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, les vendre et en disposer;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou accorder des permis moyennant royauté ou autrement, acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et faire connaître et vendre, céder ou autrement disposer de toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement, utiles au commerce de la compagnie et utiliser, exercer, développer, accorder des permis à cet effet, ou autrement faire valoir tels marques de commerce, noms de commerce et inventions, permis, procédés et autres biens ou droits de même nature;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens immobiliers, mobiliers, meubles, immeubles ou les deux, et de tous droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie, ou pour services rendus ou à rendre à la compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprises et commerce de telle corporation, et se charger des dettes de telle corporation, et les payer en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et dettes de la compagnie ou pour toute autre fin qui paraîtra directement ou indirectement censée bénéficier à la compagnie, et devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire, alliée ou autre exerçant ou ayant pour objets l'exploitation d'aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie;

Acquérir par achat ou autrement les clientèle, propriété, droits et biens et se charger des dettes de toute personne, société commerciale ou compagnie endettées envers la compagnie, ou transigeant des affaires semblables à celles conduites par la compagnie, et les payer en argent ou en valeurs de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire des avances de deniers aux clients et autres personnes ayant des relations commerciales avec la compagnie et garantir l'accomplissement des contrats par toutes telles personnes;

or manufacturers of any such goods, wares and merchandises;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire, by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain, and manage all real estate, factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary for its business and all other property moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and process under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, any such trade marks, trade names and inventions, licenses, process and the like of any such other property or rights;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the compagny in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and of any rights and concessions purchased or acquired by the company, or of services rendered or to be rendered to the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To promote or assist in promoting any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on or having for its objects the operation of any business altogether or in part similar to that of this company;

To acquire by purchase or otherwise the goodwill, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash, or in securities of the company or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or in any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

Accepter en paiement de toute créance due à la compagnie, des stocks, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie.

Distribuer en espèces ou autrement, comme il pourra être résolu, tous les biens de la compagnie parmi ses membres,et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourra se charger de la totalité ou d'aucune partie des biens ou dettes de la compagnie;

Placer et transiger avec les agents de la compagnie non immédiatement requis sur telles valeurs et de telle manière comme il pourra être déterminé de temps à autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Rénumérer par paiement en argent, stock, obligations ou d'aucune autre manière, toute personne ou personnes, ou corporation ou corporations, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucun des actions du capital de la compagnie, ou relativement à la formation où à l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes les choses nécesaires, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou tendant à atteindre aucun ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou qui pourront paraître en aucun temps nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la corporation, soit comme actionnaires ou intéressés dans aucune propriété ou autrement;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par déduction ou induction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Reids, Limited" avec un capital-actions de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD

6127 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. J. A. Boutet, comptable, J. E. Beaudin, agent, Alphonsine Perras, bourgeoise, Amédée Beaudin, constructeur et G. H. Beaudin, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'immeubles et de terrains avec la faculter d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, coloniser, arpenter, échanger et vendre des propriétés immobilières et des terrains, en faire le commerce et en disposer, et à cette fin, acheter, arpenter, améliorer,développer et préparer pour l'occupation les dits terrains et biens-fonds en la manière la plus avantageuse pour les fins de la compagnie;

Construire, ériger et entretenir dans et sur les dits biens-fonds et terrains des chemins, ponts et autres moyens de communication, maisons, moulins, fabriques et autres bâtiments et travaux nécessaires ou commodes pour l'occupation ou l'amélioration de l'un quelconque des dits terrains et biens-fonds, et les mettre en services, et y faire toutes sortes d'améliorations.

Vendre ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telles considérations que la

To accept in payment of any debt due to the company, stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To renumerate by payment in cash, stock, bonds or any other manner, any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company, or in about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the corporation, either as shareholders of or interested in any property or otherwise;

And power granted in paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Reids, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6128 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1914, incorporating Messrs. J. A. Boutet, accountant, J. E. Beaudin, agent, Alphonsine Perras, bourgeoise, Amedée Beaudin, builder, and G. H. Beaudin, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate and land business with the power to purchase, own, develop, improve, acquire, settle, survey, exchange, sell, deal in and dispose of immoveable property and lands, and to that end to purchase, survey, improve, develop, and prepare for occupation the said lands and real estate in such manner as may be most advantageous for the company's purposes;

To construct, erect and maintain in and upon the said real estate and lands, roads, bridges and other means of communication, houses, mills, factories and other buildings and works necessary or convenient for the occupation or improvement of any part whatever of said real estate and lands, and, utilize the same and make all kinds of improvements thereon;

To sell or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem

compagnie peut juger convenables, et en particulier pour des actions, débentures, obligations et valeurs de toutes autres compagnies ou corporations municipales;

Emettre et céder des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement total ou partiel des services rendus à la compagnie, par voie de promotion ou autrement, de même qu'en paiement total ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, ainsi que de tous droits, franchises, privilèges, licences ou concessions que la compagnie pourra légalement acquérir, comme aussi en échange d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toutes autres compagnies exerçant une industrie semblable ou similaire aux affaires de la présente compagnie;

Placer et appliquer les fonds disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Garantir le paiement de toutes débentures ou obligations, en valeurs détenues ou cédées par la compagnie, ainsi que l'intérêt sur ces dites débentures ou obligations;

Acheter, louer ou autrement acquérir tout commerce ou industrie semblable en tout ou en partie par son caractère ou par ses objets au commerce ou à l'industrie de la compagnie;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Diviser entre les actionnaires de la compagnie en espèces ou autrement toute propriété de la compagnie, et, en particulier, les actions, débentures ou autres valeurs appartenant à la compagnie ou dont la compagnie pourrait avoir le pouvoir de disposer;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs propres à atteindre les objets de la compagnie ou nécessaires à l'accomplissement d'aucune des choses que la compagnie est autorisée à faire sous le nom de "Beaudin Frères Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
6131 Sous-secrétaire de la province.

---

Avis public est par les présentes donnée que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Pontiac (Témiscamingue) le cercle ci-dessus est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la municipalité du village d'Amos".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 2 décembre, 1914. 6213

---

AVIS

Avis est par le présent donné que par arrêté en conseil en date du douze novembre, 1914 il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer un acte de vente de terrain devant servir continuellement pour l'usage d'un cimetière en faveur des fidéi-commissaires du

convenient, and in particular for shares, debentures, bonds and securities of any other companies or municipal corporations;

To issue and hand over paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and in full or part payment of any moveable or immoveable property, rights, franchises, privileges, licenses or concessions which the company may legally acquire and also in exchange of shares, bonds, debentures or other securities of any other companies carrying on any business similar or to that of the present company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To guarantee the payment of any debentures or bonds, by securities held or conveyed by the company, as well as the interest upon the said debentures or bonds;

To purchase, lease or otherwise acquire any trade or business in whole or in part similar, by its character or objects, to the trade and business of the company;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To divide among the shareholders of the company in kind or otherwise, any property of the company, and in particular, the shares, debenture or other securities belonging to the company or which the company may have the power to dispose of;

To do all such acts and exercise all such powers as may be incidental to the attainment of the company's objects or necessary for the carrying out of any of the things which the company is authorized to do, under the name of "Beaudin Frères Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
6132 Deputy Provincial Secretary.

---

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Pontiac (Temiscamingue), the following club is authorized under the following name of, to wit:

"Farmers' Club of the Municipality of the Village of Amos".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 2nd December, 1914. 6214

---

NOTICE

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council bearing date the 13th May, 1914, to confirm a deed of sale of a lot of land to be used as a cemetery forever in favor of the trustees of the "The Griffin Hill Cemetery Company",

7 DEC 1914

"The Griffin Hill Cemetery Company" et de constituer les dits fidéi-commissaires en corporation sous le nom de "The Griffin Hill Cemetery Company".

Avis est aussi donné que copie de tel arrêté en conseil ainsi que le dit acte de vente ont été enrégistrés au bureau d'enregistrement de la division de Stanstead, le 24 octobre 1914.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6824 S. R. P. Q. 1909, troisième jour de décembre, 1914.

C. J. SIMARD,
6173 Sous-secrétaire de la Province.

LOI CONCERNANT LES SOCIETES COOPERATIVES AGRICOLES.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Louis Lavallée, et autres, dans le comté de Bagot, sous le nom de: "Société Cooperative Agricole des Reproducteurs de Semences de Québec", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Sainte-Rosalie, comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON.
Ministre de l'Agriculture.

Daté à Québec, ce troisième jour du mois de décembre, 1914. 6177

and to constitute the said trustees a body politic and corporate under the name of "The Griffin Hill Cemetery Company".

Notice is also given that a copy of the said order-in-council has been registered together with the said deed of sale in Stanstead division registry office on the 24th of October, 1914.

Given pursuant to article 6824 R. S. P. Q., 1909, the third day of December, 1914.

C. J. SIMARD,
6174 Deputy Provincial Secretary.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION,

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by Louis Lavallée and others in the county of Bagot, under the name of "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Semences de Québec", with its chief place of business in the parish of Sainte-Rosalie, County of Bagot.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of any or one of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this third day of the month of December, 1914. 6178

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

## Demandes à la Législature

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Jacques Villeneuve, commis marchand, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, autorisant les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession J. O. Villeneuve, à venir en aide à ses légataires universels.

TAILLON, BOIVIN,
MORIN & LARAMEE,
Montréal, 2 décembre 1914. 6201

Les commissaires d'école pour la muuicipalité scolaire Saint-François-Solano donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec et pour autres fins.

LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs des requérants.
Montréal, 2 décembre 1914. 6203

## Applications to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given that Jacques Villeneuve, clerk, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a law authorizing the testamentary executors and administrators of the estate J. O. Villeneuve, to come to the assistance of its universal legatees.

TAILLON, BOIVIN,
MORIN & LAMAREE,
Montreal, 2nd December, 1914. 6202

The school commissioners for the school municipality of Saint François Solano, give notices that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make every year a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of the province of Quebec and for other purposes.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 2nd December, 1914. 6204



- 7 DÈC 1914

## AVIS

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire chaque année un rôle d'évaluation des propriétés immobilières qui se trouvent dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et pour autres fins.

J. B. BISSONNETTE,
Procureur des dits commissaires

Montréal, 2 décembre 1914. 6205

---

Avis est par le présent donné, que Thomas D. Malone, étudiant en droit domicilié à la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et présentera un Bill, l'autorisant à être admis à la pratique du droit, après avoir passé les examens requis.

F. X. LACOURSIERE,
Procureur de Thomas D. Malone.

Trois-Rivières, 30 novembre 1914. 6137

---

Avis est par le présent donné que Judah Herzog, Rabbi, et Hyman Rath, David Nachfolger, Myer Fink, Beril Margolese, Julius Kenigsberg, Schmair Hubsher, Abraham Nadler Naphtale Ruttenberg et Samuel Shapiro, marchands, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec à sa présente session, de passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ahavas Sholem Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens immobiliers, tenir des régistres de l'état civil, et exercer tous les autres droits se rapportant aux corporations religieuses, et pour d'autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des Réquérants.

Montréal, 2 décembre 1914. 6169

---

Avis est par le présent donné que Samuel L. Routtenberg, Jacob Caplan, Salomon Levine, Harry D. Routtenberg, Lazarus Meltzer, E. Freedman, Salomon Caplan, Jacob Garmaise, Louis Diamond, B. Steinhouse, Hyman Goldman, David Meltzer, Abraham Koshitzky, Gershon Rutter, Israel Roudie, Beril Gimpelevitz, John S. Clowson, Max Vinner, Joseph Lightstone, tous des cité et district de Montreal marchands, et Dame Toba Cohen, veuve de feu Jacob Cohen, en son vivant des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, de passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hebrew Maternity Hospital" avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens immobiliers, entretenir un hôpital pour le traitement des maladies des femmes, et exercer tous les droits se rapportant aux corporations de même nature, et pour d'autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des Réquérants.

Montréal, 2 décembre 1914. 6171

---

Avis public est, par les présentes, donné que Monsieur David Corbeil, rentier, de la ville du Sault-au-Récollet, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisé à vendre et céder de gré à gré et de facon définitive, certains immeubles, étant le lot No 340 et partie du lot No 128 des

## NOTICE

The School Commissioners for the municipality of the city of Saint Henri, in the county of Hochelaga, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask the right to make, each year, a valuation roll of the immoveable properties which are situated in the limits of their municipality, notwithsdanting articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for said Commissioners.

Montreal, 2nd December, 1914. 6206

---

Notice is hereby given that Thomas D. Malone, student at law, domiciled in the city of Three Rivers, province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, and will present a bill, authorizing him to the admitted to the practice of law, after having passed the required examinations.

F. X. LACOURSIERE,
Attorney for Thomas D. Malone.

Three Rivers, 30th November, 1914. 6138

---

Notice is hereby given that Judah Herzog, Rabbi, and Hyman Rath, David Nachfolger, Myer Fink, Beril Margolese, Julius Kenigsberg, Schmair Hubsher, Abraham Nadler, Naphtale Ruttenberg and Samuel Shapiro, merchants, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "Ahavas Sholem Synagogue", with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercice all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Sollicitors for applicants.

Montreal, 2nd December, 1914. 6170

---

Notice is hereby given that Samuel L. Routtenberg, Jacob Caplan, Salomon Levine, Harry D. Routtenberg, Lazarus Meltzer, E. Freedman, Salomon Caplan, Jacob Garmaise, Louis Diamond, B. Steinhouse, Hyman, Goldman, David Meltzer, Abraham Koshitzky, Gershon Rutter, Israel Roudie, Beril Gimpelevitz, John S. Clowson, Max Vinner, Joseph Lightstone, all of the city and district of Montreal, merchants, and Dame Toba Cohen, widow of the late Jacob Cohen, in his lifetime of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "Hebrew Maternity Hospital", with power to acquire and possess immovable property, to maintain a hospital for the treatment of women's diseases, and to exercise all rights incidental to such corporations, and for other purposes.

JACOB, HALL, COUTURE & FITCH,
Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd December, 1914. 6172

---

Notice public is hereby given by Mr. David Corbeil, gentleman, of the town of Sault-au-Recollet, district of Montreal, that he shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing him to sell and transfer by mutual consent and definitively; certain immoveable properties being lot No. 340 and

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme aussi aux fins de ratifier et valider tous actes de vente et cession se rapportant aux immeubles sus-décrits.

L. E. BEAULIEU,
Procureur du requérant.

Montréal, 2 décembre 1914. 6209

---

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session dans le but d'incorporer sous le nom de "La ville de Saint-Léonard de Port-Maurice", son territoire actuel en municipalité de ville sous les dispositions de la Loi des Cité et Ville (S.R.Q. 1909, section 5256 et suivants), avec certaines modifications; de lui accorder certains pouvoirs spéciaux pour construire un système d'égout et un système d'aqueduc; de pourvoir dans ses limites à la réparation des rues et ruelles qui n'appartiennent pas à la municipalité; de pourvoir à l'établissement d'un système de tramways dans ses limites, et de passer, consentir et adopter tous contrats, actes, franchises, marchés, conventions et règlements jugés nécessaires à cette fin, avec pouvoir d'accorder une exemption de taxe complète et partielle; de passer, consentir et adopter avec la cité de Montréal et les autres municipalités adjacentes tous contrats marchés, actes d'accord, conventions et règlements en rapport avec la confection ou l'entretien des chemins, rues et ruelles, totalement et partiellement limitrophes ainsi qu'à la jonction et à la mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc, et d'égout et autres services publics; de ratifier et confirmer de façon à ce qu'il soit obligatoire pour toutes parties le plan de la municipalité fait et préparé par F. C. Laberge, arpenteur géomètre; de ratifier, confirmer et déclarer valides toutes les procédures faites jusqu'à date par la Municipalité suivant la loi 4, Georges V, Chap. 100 relative au "Grand Boulevard" et le plan d'icelui fait et préparé par le même F. C. Laberge, arpenteur géomètre; d'empêcher l'érection et l'exploitation de cimetière dans la municipalité sans l'approbation du conseil, de soumettre les plans de subdivisions des terres dans ses limites, à l'approbation du dit conseil et autres fins.

BEAUREGARD & LABELLE,
Avocats de la Requérente.

Montréal, 2 décembre 1914. 6207

---

Avis public est, par les présentes donné que "Les Curés et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire" de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de deux cent mille piastres ($200,000.00) et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Procureur des Réquerants.

Montréal, 2 décembre 1914. 6215

---

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

Avis public est par les présentes donné que le soussigné demandera à la Législature de

part of No. 128 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, and also ratifying and validiting all deeds of sale and tranfer, relating to said farm.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.

Montreal, 2nd December, 1914. 6210

---

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that: "La Municipalité de la paroisse de Saint Léonard de Port-Maurice" shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law incorporating its present territory into a town minicipality under the name of "La Ville de Saint-Léonard de Port-Maurice", under the provisions of the "Cities and Towns Act" (S.R.Q. 1909, art. 5256 and follows), with certain restrictions; granting special powers in connection with the construction of a sewer system, of an aqueduct, with the repairing of private roads and avenues not belonging to the minicipality but situated within its limits; the establishment of a system of tramways, within its limits, with power to pass, agree upon and adopt any contracts, franchises, deeds, covenants, conventions and by-laws that may be deemed necessary to that end, including the power to grant a complete or partial exemption of taxes; empowering also said corporation to pass, agree upon and adopt with the city of Montreal and other adjoinning municipalities any contracts, covenants, deeds of agreement, conventions and by-laws relating to the construction or maintainance of certain roads, streets and lanes running totally or partially on the boundary lines of said corporations and to the joining and amalgamating together of the system of lighting, aqueducts and sewers, and of other public services; the confirmation, ratification and homologation of the plan of the municipality made and certified by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, so that it may become binding upon all parties; the confirmation and ratification of all the proceedings made up to now by the municipality concerning the "Grand Boulevard" (4 Geo. V, Ch. 100), and the plan of same prepared and certified by the said F. C. Laberge, surveyor; the prohibiting of erection of cemeteries within the limits of the municipality without the approval of the council; the regulating of the subdivision of real estate in its limits and the compelling of owners to obtain the approval of council to all new subdivision plans; and for other purposes.

BEAUREGARD & LABELLE,
Attorneys for the Petitioners

Montreal, 2nd of December, 1914. 6208

---

Notice public is hereby given that "The Parish Priest and Church Wardens of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame du Saint-Rosaire" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow the sum of two hundred thousand dollars ($200,000.00), and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioners.

Montreal, 2nd December, 1914. 6216

---

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.

Public notice is hereby given that undersigned will, at the first session of the Legisla-

Québec, a sa prochaine session, l'adoption d'une loi a l'effet de valider sa cléricature ou en faisant remonter la date a celle de son brevet.

JOSEPH ST-PIERRE, E.E.L.,
Saint-Paul d'Abbotsford, 6211

ture of Quebec, spply for the adoption of a law in order to have his clerckhood validated by giving it the date of his indenture.

JOSEPH ST-PIERRE, Student in Law,
Saint Paul d'Abbotsford. 6212

## Avis Divers

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5738.

Dame Rose Delima Cardin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse Lauzon autrefois de Saint-David d'Yamaska, district de Richelieu, et maintenant d'Albion, Rhode-Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Alphonse Lauzon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 novembre 1914.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET GENEST,
BELLEAU & PLIMSOLL,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 3 décembre 1914. 6161

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District d'Ottawa.
No 3907.

Dame Donalda Charbonneau, de la ville de Buckingham, dit district, épouse commune en biens de Noel Charette, du même lieu, cocher, Demanderesse; vs Le dit Noel Charette, Defendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 18 novembre 1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 27 novembre 1914. 6197

## Miscellaneous Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5738.

Dame Rose Delima Cardin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Lauzon, heretofore of Saint David d'Yamaska, district of Richelieu, and now of Albion, Rhode Island, one of the United States of America, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff vs The said Alphonse Lauzon, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th November, 1914.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET GENEST,
BELLEAU & PLIMSOLL,
Attorneys for the plaintiff.

Sorel, 3rd December, 1914. 6162

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Ottawa.
No. 3907.

Dame Donalda Charbonneau, of the town of Buckingham, said district, wife common as to property of Noel Charette, of the same place, driver, Plaintiff; vs The said Noel Charette, Defendant.

An action for separation from bed and board has been taken herein on the 18th of November, 1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 17th November, 1914. 6198

## Avis de Faillite

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Joliette.
No 7002.

Dans l'affaire de Nazaire Jalbert, contracteur, du village de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, Débiteur-Insolvable et Urbain Denis, Créancier-Réclamant-Cession.

Avis est par les présentes donné que le vingt-cinquième jour de novembre 1914, le dit Nazaire Jalbert a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Joliette.

URBAIN DENIS,
Gardien-Provisoire.
Saint-Gabriel de Brandon.

Joliette, 1er décembre 1914. 6149

*In re* J. T. Lefrançois & Cie, Sainte-Félicité.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable le ou après le 22 décembre 1914.

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,
Districtif Joliette.
No. 7002.

In the matter of Nazaire Jalbert, contractor, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, Insolvent-Debtor, and ....W Denis, Creditor-Petitioner for assignment.

Notice is herby that on the twenty fifth day of November, 1914, the said Nazaire Jalbert, has made an assignment of his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Joliette,

URBAIN DENIS,
Provisional-Guardian.
Saint Gabriel de Brandon.

Joliette, 1st December, 1914. 6150

*In re* J. T. Lefrançois & Cie, Sainte-Félicité.

A first and final dividend has been prepared and will be payable on or after the 22nd of December, 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs-Conjoints.

Bureau, 98, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 2 décembre 1914. 6185

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
*In re* Achille M. Vétéré, Grand'Mère, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 2 décembre 1914. 6193

---

*District de Saint-François.*

*In re* Dame Marie Fontaine (Léon Fontaine Co.),
Weedon, Qué., Faillie.

En vertu d'un ordre de la Cour en date de 1er décembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de la dite faillite.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington, Sherbrooke.
Sherbrooke, 1er décembre 1914. 6113

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
*Re* Alex. Marcotte, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, le vingt-huitième jour de novembre 1914, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

G. E. MARTIN,
Député-Gardien-Provisoire

Bureau: 211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 1er décembre 1914. 6167

---

*In re* Millar Hastey, Marchand, Kazubazua, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que le dit Millar Hastey a fait, ce jour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Gardien provisoire.

Hull, 30 novembre, 1914. 6179

---

*In re* Hanna & Compagnie, marchandises sèches, Hull, P. Q.

Avis est par le présent donné que les dit Hanna & Compagnie ont fait, ce jour, cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées aussitôt que possible.

J. E. COUTURE.
Cessionnaire syndic.

Hull, 30 novembre, 1914. 6181

---

Any contestation of such dividend must be deposited with us beofre the date above mentioned.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 2nd December, 1914. 6186

---

*Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
*In re* Achille M. Vétéré, Grand'Mère, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 30th November, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims agaisnt this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 2nd December, 1914. 6194

---

*District of Saint Francis.*

*In re* Dame Marie Fontaine, (Léon Fontaine Co.),
Weedon, Que., Insolvent.

In virtue of an order of the court bearing date the 1st December, 1914, we were appointed joint curators to the property of the above insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint-Curators.

Office of Bélanger & Begin,
155, Wellington street,
Sherbrooke, 1st December, 1914. 6114

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
*Re* Alex. Marcotte, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given taht the above named insolvent, has on the 28th of November, 1914, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

G. E. MARTIN,
Deputy Provincial Guardian.

Office: 211, McGill street, Montreal.
Montreal, 1st December, 1914. 6168

---

*In re* Millar Hastey, Merchant, Kazubazua, P. Q.

Notice is hereby given to you that said Millar Hastey has made to day a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

J. E. COUTURE,
Provisional Guardian.

Hull, 30th November, 1914. 6180

---

*In re* Hanna & Company, Dry Goods, Hull, P. Q.

Notice is hereby given that said Hanna & Company have made, to-day, an assignment for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

J. E. COUTURE
Assignee.

Hull, 30th November, 1914 6182

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.

*In re* Damase Martel, 591 De Saint-Valier, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 30ième jour de novembre, 1914, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power", Montréal.
Montréal, 2 décembre 1914. 6187

---

*District de Montréal.*

*Re* Emery Brassard, Marchand de Montréal, Failli,

Avis est par le présent donné que le 2ème jour de décembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Prévost & Bedard,
107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 décembre, 1914. 6191

---

*District de Montréal.*

*Re* Théo. Lafleur, Epicier, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 30ème jour de novembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Prevost & Bedard,
107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 décembre, 1914. 6189

---

*Cour Supérieure.*

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce.

Jean Giguère, Sainte Aurélie, comté Dorchester, marchand, a, le 28 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 2 décembre, 1914. 6195

---

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 5-a-362.

*In re* H. Herman & H. Silverman "Herman & Silverman", Montréal, Insolvables.

Avis est par le présent donné que les susdits insolvables ont, ce jour, fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens susdits.

M. BERNSTEIN,
Gardien provisoire.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 2 décembre 1914. 6147

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.

*In re* Damase Martel, 591 D,e Saint Valier, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th day of November, 1914, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to fyle their claim at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power Bldg",
Montreal, 2nd December, 1914. 6188

---

*District of Montreal.*

*Re* Emery Brassard, Merchant of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of December, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub. Provisional Guardian.

Office of Prevost & Bedard,
107 Saint James street.
Montreal, 2nd December, 1914. 6192

---

*District of Montreal.*

*Re* Théo. Lafleur, Grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th day of November, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub. Provisional Guardian.

Office of Prevost & Bedard,
107, Saint James street-
Montreal, 2nd December, 1914. 6190

---

*Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce.

Jean Giguère, Sainte Aurélie, Dorchester county, merchant, has, on the 28th of November 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 2nd December, 1914. 6196

---

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 5-a-362.

*In re* H. Herman & H. Silverman "Herman & Silverman", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this day made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

M. BERNSTEIN,
Provisional guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55, Saint François Xavier street.
Montreal, 2nd December, 1914. 6148

---

*In re* Johnny, Bergeron, de Québec.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 22 décembre, 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la ,date ci-haut mentionnée.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre Québec,
Québec, 2 décembre, 1914. 6183

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 91-a-438.

*In re* Moise Miller, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, a, ce vingt-quatrième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre Dame Est.
Montréal, 2 décembre, 1914. 6145

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District d'Iberville,
No 10.

*Re* H. Price, Saint-Jean d'Iberville, Qué., Failli.

Avis est par la présente donné, que le susdit failli a, le vingt-troisième jour de novembre 1914, fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

G. E. MARTIN,
Gardien provisoire.

Bureau: 211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 28 novembre 1914. 6217

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
No 100-a-446.

*In re* Thomas R. Gaines "The Vassar Store", Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le susdit failli, a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses bien pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens susdits.

W. A. DENNISON,
Gardien provisoire.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier,
Montréal, 2 décembre 1914. 6165

District de Roberval,
Cour Supérieure.
No. 614.

Dans l'affaire de Armand Boily,
Créancier demandant cession.
vs
Fortunat Latour, Débiteur.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, le 19ième jour de novembre 1914, un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Roberval.

THS LS BERGERON,
Gardien provisoire.

Roberval, 28 novembre 1914. 6163

*In re* Johnny Bergeron, of Quebec.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after december 22nd, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited before us before the date above mentioned.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joints Curators.

Office: 98 Saint Peter Street, Quebec.
Quebec, 2nd December, 1914. 6184

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 91-a-438.

*In re* Moise Miller, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this 24th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Protonotary of the Superior Court for the District of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Sub. Provisional Guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame Street East.
Montreal, 2nd December, 1914 6146

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Iberville,
No. 10.

*Re* H. Price, Saint John's Iberville, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent, has, on the twenty third day of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors.

G. E. MARTIN,
Provisional Guardian.

Office: 211, McGill street, Montreal.
Montreal, 28th November, 1914. 6218

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 100-a-446.

*In re* Thomas R. Gaines, "The Vassar Store", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

W. A. DENNISON,
Provisional Guardian.

Office of Micahud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55, Saint Francois Xavier street.
Montreal, 2nd December, 1914.

District of Roberval,
Superior Court.
No. 614.

In the matter of Armand Boily,
Creditor Petitioner for assignment.
and
Fortunat D. Latour, Debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has, on the 19th day of November, 1914, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Roberval.

THS LS BERGERON,
Provisional Guardian.

Roberval, 28th November, 1914. 6164

## Licitation

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1347.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 18 juin 1913, dans une cause dans laquelle Irwin Joselyn Hodgson, commis voyageur, des cité et district de Montréal, est demandeur, et George J. Hodgson, cultivateur, du village de Como, dit district, est défendeur, et Alexander R. Hodgson et John E. McDonell Hodgson, ci-devant de Como, susdit, maintenant de Eau Gallie, Indian River, dans l'Etat de Floride, un des Etats-Unis d'Amérique, sont mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: (a) Les Lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Como, sous les numéros quatre, cinq, six, huit, (ces deux derniers étant des chemins) neuf, dix, onze, douze, treize de la subdivision du lot officiel numéro quarante quatre aux dits plan et livre de renvoi officiels. (44-4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13). (b) Un autre lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné sous le numéro quarante-quatre aux dits plan et livre de renvoi officiels, ce lot étant le reste du dit lot No 447 subdivisé, du village de Como. (44-44). (c) Un autre lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels du village de Como, sous le numéro quarante-sept, et mesurant en superficie environ trente-six arpents. (d) Un autre lot de terre connu aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dit district, sous le numéro cent quatre-vingt douze (192) et mesurant en superficie environ soixante douze arpents et demi. (e) Et un autre lots de terre, de forme irrégulière, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, sous le numéro mille neuf cent vingt trois (1923).

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX HUITIEME JOUR de JANVIER, 1915, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, aujets aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

ROBILLARD, JULIEN & MARIN,
Procureurs du défendeur.

Montréal, 2 décembre 1914. 6175

## Licitation

*Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1347.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 18th June, 1913, in a cause in which Irwin Joselyn Hadgson, commercial traveller, of the city and district of Montreal, is Plaintiff', and George J. Hodgson, farmer, of the Village of Como, said District is Defendant, and Alexander R. Hodgson and John E. McDonnell Hodgson, heretofore of Como aforesaid, now of Eau Gallie, Indian River, in the State of Florida, one of the United States of America, are "mis-en-cause", ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit: (a) The lots of land known and designated upon the official plan and book of reference of the said village of Como under the numbers four, five, six, eight, (the last two being roads), nine, ten, eleven, twelve, thirteen of the subdivision of the official lot number forty-four upon the said official plan and book of reference (44-4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13), (b). Another lot of land, of irregular outline, known and designated under the number forty-four upon the said official plan and book of reference ,this lot being the remainder of said lot No. 447 subdivided, of the village of Como (44-44) (c). Another lot of land known and designated upon the said official plan and book of reference of the village of Como, under the number forty seven and containing in superficies about thirty six arpents. (d). Another lot of land known and designated upon the said official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, said district, under the number one hundred and ninety-two (192) and containing in superficies about seventy-two arpents and a half. (e). And another lot of land, of irregular outline, known and designated upon the said official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, under the number one thousand nine hundred and twenty three (1923).

The immoveables above described will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1915, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

ROBILLARD JULIEN & MARIN,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 2nd December, 1914. 6176

7 DEC 1914

## AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE.*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.**

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement
Québec, 4 avril 1914 5347

## TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
*Official Gazette*, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914 5348

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—


Dme Brosseau vs Lionel..... 3068
" Cardin vs Lauzon..... 3110
" Champagne vs Campeau..... 3069
" Charbonneau vs Charrette..... 3110
" Cox vs Raycrafte..... 3070
" Cook vs Mearns..... 3068
" Delorme vs Beauregard..... 3069
" Dauteuil vs Veilleux..... 3071
" Desbiens vs Henry..... 3070
" Feld vs Nathanson..... 3071
Gagnon vs Bousquet..... 3069


ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—


Charbonneau vs Charette..... 3106



AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Notre-Dame de Ham, 3044; Société Coopérative Agricole des Producteurs de Semences de Québec, 3107.

ANNONCEURS, avis aux:—3115.

ARRETÉ EN CONSEIL:—Modifications du tariff d'honoraires de l'honorable Secrétaire Provincial et Registraire, 3044.


## Index of the Quebec Official Gazette, No. 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—


" Gervais vs Pariseau..... 3071
Dme Gougeon vs Despathie..... 3070
" Hélie vs Houle..... 3071
" Hershkovitz vs Lax..... 3068
" McArthur vs Spence..... 3070
" Métivier vs Gosselin..... 3069
" Nolet vs Nadeau..... 3070
" Pomerleau vs Bilodeau..... 3071
" Thibaudeau vs Lemay..... 3069
" Trudel vs Plante..... 3071


ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:-


Charbonneau vs Charette..... 3106



AGRICULTURE:—Agricultural Cooperative Society of Notre Dame de Ham, 3044; Société Coopérative Agricole des Producteurs de Semences de Québec, 3107.

ADVERTISERS, notice to:—3115.

ORDER IN COUNCIL:—To modify the tariff of the fees of the Hon. Provincial Secretary and Registrar, 3044.


-7 DEC 1914

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce, 3061; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, 3076; L'Association du Pain des Pauvres, 3061; The British Empire Trust Coy, Ltd 3044.

AVIS:—Skye Cemetery Co., 3076; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain,3076; The Griffin Hill Cemetery Coy, 3106.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 3060.

BILLS PRIVÉS, P. Q.,—Avis au sujet des—Conseil Législatif, 3058; Assemblée législative, 3043.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION de:—Cercle Agricole de la municipalité du village d'Amos, 3106.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE—

Ahavas Sholen Synagogue. . . . . 3108
Anglo-American Trust Coy. . . . . 3065
Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la cité de Montréal.—Protestant of school Commissioners of the city of Montreal. . . . . 3063
Cité de—City of Lachine. . . . . 3067
Cité de—City of Saint Hyacinthe. . . . . 3064
Cité de—City of Westmount. . . . . 3067
Commissaires d'écoles pour la municipalité du village Saint-Pie.—School Commissioners for the municipality of the village Saint Pie. . . . . 3066
Commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri.—School Commissioners of the municipality of Saint Henri. 3108
Commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-François-Salano.—School Commissioners of the municipality of Saint François Solano, . . . . . 3107
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal. . . . . 3067
Corbeil David. . . . . 3108
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame du Saint-

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Bergeron . . . . . 3113
Brassard . . . . . 3112
Cantin . . . . . 3074
Cohen *et al* . . . . . 3074
Fontaine (Dme). . . . . 3111
Gaines . . . . . 3113
Giguère . . . . . 3112
Habib. . . . . 3072
Hanna & Cie. . . . . 3111
Hastey. . . . . 3111
Hébert. . . . . 3075
Herman & Silberman. . . . . 3112
Jalbert. . . . . 3110
Klassy Boot Shoe. . . . . 3073
Kutzman & Rosen. . . . . 3074
Lafleur. . . . . 3112
Latour. . . . . 3113
Lefrançois & Cie. . . . . 3110

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Beaudin Frères, Ltée. . . . . 3105
Bellevue Hotel Coy. . . . . 3099
Café Casino. . . . . 3049
Café Roy, Ltée. . . . . 3053

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce, 3061; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, 3076; L'Association du Pain des Pauvres, 3061; The British Empire Trust Coy, Ltd 3044.

NOTICE:—Skye Cemetery Co., 3076; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain,3076; The Griffin Hill Cemetery Coy, 3106.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 3060.

PRIVATE BILLS, P. Q.—Notices respecting the—Legislative Council, 3058; Legislative Assembly, 3043.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF:—Farmers' Club of the municipality of the village of Amos, 3106.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:— APPLICAIONS TO THE LEGISLATURE:—

Rosaire.—Curate and Church wardens of the parish of Notre Dame du Saint Rosaire. . . . . 3109
Golstein, Maxwell *ès. ql*. . . . . 3066
Hebrew Maternity Hospital. . . . . 3108
Huntingdon & Hemmingford Railway Coy. 3062
La Société des Artisans Canadiens-Français. . . . . 3062
Malone Thomas Co. . . . . 3108
Municipalité de la paroisse Honfleur.—Municipality of the parish of Honfleur 3061
Municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme.—School Municipality of the parish of Saint Anselme. . . . . 3063
Municipalité du Parc Amherst.—Municipality of Park Amherst . . . . . 3063
Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice.—Municipality of the parish of Saint Léonard de Port-Maurice. . . . . 3109
New Adath Jeshuran Congregation. . . . . 3063
Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus . . . . . 3066
St-Pierre, Joseph . . . . . 3110
Villeneuve, Jacques. . . . . 3107
Wilson, John-Henry (Succession-Estate) . . . 3066

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Lemesurier . . . . . 3072
Mackenzie. . . . . 3073
Marcotte. . . . . 3111
Martel. . . . . 3112
McKelvey. . . . . 3075
Miller. . . . . 3013
Morris . . . . . 3073
Palace Bowling Alleys. . . . . 3072
Paquin. . . . . 3075
Picher . . . . . 3075
Price. . . . . 3113
Rawdon Lumber Co Ltd . . . . . 3075
Roux . . . . . 3075
Salhany Cousins. . . . . 3072
Théberge. . . . . 3073
Vétéré . . . . . 3111
Villeneuve. . . . . 3074

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

La Cie du du Boulevard Pie IX, Ltée. . . . . 3102
La Conférence Saint-Vincent de Paul de l'Immaculée-Conception, Ltée. . . . . 3054
Lanctôt, Ltée . . . . . 3056

Calkins Leete, Limited..... 3056
Gagnon, Ltée..... 3047
Hotel Jockey Club, Ltée..... 3047
Hotel Lortie, Ltée..... 3101
J. L. Durand, Ltée..... 3048
La Cie des Granits du Nord, Ltée..... 3050
M. Lefkowitz & Sons, Ltd..... 3055
Montreal Axle Works Ltd..... 3101
Reids, Ltd..... 3103
Sainte Anne's Land Coy, Ltd..... 3051
The International Political Club of Montreal, Ltd..... 3057

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

International Mills, Ltd..... 3057
Lithuanion Methot Independent Club,Ltd. 3057

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

International Mills, Ltd..... 3057
Lithuanion Methot Independent Club,Ltd. 3057

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE:—Hâvres-aux-Maisons (Iles de la Madeleine), 3046; Village de Campbell's Bay, 3046; Village de East-Farnham, 3045.

MUNICIPALITY AUTHORI ED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY:—Hâvre-aux-Maisons,(Magdalen Islands), 3046; Village of Campbell's Bay, 3046; Village of East Farnham, 3045.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Divers lots, canton Adstock à Saint-Evariste, 3046.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Several lots,township of Adstock to Saint Evariste, 3046.

NOMINATIONS:—

Cour des Commissaires:—Village de Danville, 3099.

Juges de paix pour assermenter les recrues:—MM. H. F. Scott, W. C. Scully, H. B. Yates, Cecil Gordon MacKinnon, 3099.

Juges de Paix:—Kamouraska, 3095; Québec, 3099; Montréal, 3099.

ORDRE DE COUR:—Star Whitewear Coy vs Ness, 3076.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, pour la dépêche des affaires, 3043.

VENTE PAR LICITATION:—Hodgson vs Hodgson *et al*, 3114; Lacas vs Labelle, 3077.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Beaulieu vs Bellefeuille, 3079; Buteau vs Proulx, 3084 ; Côté vs Morin, 3079; Goulet vs Lefebvre, 3079; La Banque de Montréal vs Cantin *et al.*, 3078.

BEAUCE:—Elie dit Breton *et al* vs Gagnon, 3080; Garant vs Gagnon, 3080; Lagueux vs Veilleux *et al*, 3082.

IBERVILLE:—McLaughlin vs Oliver *et al*, 3082.

OLIET TE:—Gaudet vs Perreault, 3083.

MONTCALM:—Godard *et al* vs Martin, 3084; O'Gilvie Flour Mills Coy vs Bédard, 3085. La Fonderie Victoriaville vs Boisvert, 3000.

MONTRÉAL:—Bancroft vs Dame Houle, 3089; Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 3088; Dupras vs Reeves;3088;Dupuy vsLépine, 3089;Lareault vs Léveillé, 3086; Paradis (Dme) vs Mongeon 3085; Picard vs Uditzk, 3087; Pilon (Dlle) vs Léveillé, 3090; Robert vs Langevin, 3086; Russo, Failli, 3087; Villeneuve & Cie vs Vinot Car Coy of Canada, Ltd., 3087.

PONTIAC:—Mallock (Dme) *et vir* vs Gavan,3090; Provost & Allard vs Maloney, 3091;The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 3094; The Trust & Loan Coy of Canada, vs Campanino, 3093; The Trust & Loan Coy of Canada vs Dumais, 3093; The Trust &

APPOINTMENTS:—

Commissioners' Court:—Village of Danville, 3099.

Justices of the Peace to administrating the oath of the recruits:—Messrs. H. F. Scoott, W. C. Scully, H. B. Yates, Cécil Gordon, MacKinnon, 3099.

Justices of the Peace:—Kamouraska, 3095; Quebec, 3099; Montreal, 3099.

ORDER OF COURT.—Star Whitewear Coy vs Ness, 3076.

PROCLAMATION:—Parliament convoked for the despatch of business, 3043.

SALE BY LICITATION:—Hodgson vs Hodgson *et al*, 3114; Lacas vs Labelle, 3077.

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—Beaulieu vs Bellefeuille, 3079; Buteau vs Proulx, 3084 ; Côté vs Morin, 3079; Goulet vs Lefebvre, 3079; La Banque de Montréal vs Cantin *et al*, 3078.

BEAUCE:—Elie dit Breton *et al* vs Gagnon, 3080; Garant vs Gagnon, 3080; Lagueux vs Veilleux *et al*, 3082.

IBERVILLE:—McLaughlin vs Oliver *et al*, 3082.

JOLIETTE:—Gaudet vs Perreault, 3083.

MONTCALM:—Godard *et al* vs Martin, 3084; O'Gilvie Flour Mills Coy vs Bédard, 3085. La Fonderie Victoriaville vs Boisvert, 3000.

MONTREAL:—Bancroft vs Dame Houle, 3089; Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 3088; Dupras vs Reeves;3088;Dupuy vs Lépine,3089;Lareault vs Léveillé, 3086; Paradis (Dme) vs Mongeon 3085; Picard vs Uditzk, 3087; Pilon (Dlle) (Dlle) vs Léveillé, 3090; Robert vs Langevin, 3086; Russo, Insolvnet, 3087; Villeneuve & Cie vs Vinot Car Coy of Canada, Ltd., 3087.

PONTIAC:—Mallock (Dme) *et vir* vs Gavan,3090; Provost & Allard vs Maloney, 3091;The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 3094; The Trust & Loan Coy of Canada, vs Campanino, 3093; The Trust & Loan oCy of Canada vs Dumais, 3093; The Trust &

Loan Coy of Canada vs Gagné, 3094; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 3093 The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 3094.

RICHELIEU:—Shoomer vs Raymond, 3096.

SAINT-FRANCOIS:—Bélair vs Duquette, 3098.; Bélair vs Richer, 3098.; The Quebec & Saint Maurice Industrial Coy vs Coulombe, 3097.

TERREBONNE:—Raymond vs Brien..... 3098

Loan Coy of Canada vs Gagné, 3094; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 3093; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 3094.

RICHELIEU:—Shoomer vs Raymond, 3096.

SAINT FRANCIS:—Bélair vs Duquette, 3098.; Bélair vs Richer, 3098.; The Quebec & Saint Maurice Industrial Coy vs Coulombe, 3097.

TERREBONNE:—Raymond vs Brien..... 3098

7 DEC 1914

QUÉBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.